

LES COOPÉRATIVES AGRICOLES DANOISES ET LE MARCHÉ EXTÉRIEUR

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 6 Décembre 1934, à 14 heures.

PAR

le PRINCE PIERRE DE GRÈCE

Président : M. OUALID, professeur

Suffragants

} MM. AFTALION, *professeur.*
MAUNIER, *professeur.*

LIBRAIRIE
DU

RECUEIL SIREY
(Société Anonyme)

22, rue Soufflot — PARIS (V°)

1934

Coopératives danoises.

A

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*La Faculté entend ne donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses. Ces
opinions doivent être considérées comme propres à leurs
auteurs.*

LES COOPÉRATIVES AGRICOLES DANOISES ET LE MARCHÉ EXTÉRIEUR

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 6 Décembre 1934, à 14 heures.

PAR

le PRINCE PIERRE DE GRÈCE

Président : M. OUALID, professeur

Suffragants

} MM. AFTALION, professeur,
MAUNIER, professeur.

LIBRAIRIE
DU

RECUEIL SIREY
(Société Anonyme)

22, rue Soufflot — PARIS (V^e)

1934

LES
COOPÉRATIVES AGRICOLES
DANNOISES
ET LE MARCHÉ EXTERIEUR

THÈSE POUR LE DOCTORAT



Reçu par la bibliothèque
de la Faculté de Droit
le 10 Mars 1904

RECEIVED
LIBRARY
OF THE
UNIVERSITY OF LEIDEN

A

SA MAJESTÉ CHRISTIAN X

ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Le développement intense de la coopération au Danemark a, depuis longtemps, attiré l'attention sur ce pays scandinave. De nombreuses études et enquêtes ont fait connaître la perfection et l'efficacité du fonctionnement des coopératives danoises.

Ce n'est pas sans motif que l'on a appelé le Danemark, « le pays des coopératives ». Le tableau ci-dessous permet de se rendre compte du rôle considérable que jouent ces organisations dans l'agriculture danoise :

**Proportion des propriétés et du bétail qu'elles représentent
faisant partie des coopératives agricoles (1923).**

	<i>Propriétés %</i>	<i>Bétail %</i>
Laiteries coopératives	90	86 (vaches)
Abattoirs coopératifs.....	70	75 (porcs)
Sociétés d'exportation d'œufs	22	26 (poules)
Sociétés d'exportation de bétail	11	18 (bêtes à cornes)
Sociétés d'achat de fourrage	31	33 (vaches)
		35 (porcs)
Sociétés d'achat d'engrais	24	29 (superficie)

Le nombre de ces sociétés et leur chiffre d'affaires étaient en 1928 :

	<i>Sociétés locales</i>	<i>Nombre de membres</i>	<i>Chiffre d'affaires</i>
			(Millions de couronnes)
Laiteries coopératives	1.367	180.000	660
Abattoirs coopératifs	48	179.876	452,8
Sociétés d'exportation d'œufs	700	45.000	14,5
Sociétés d'exportation de bétail ...	15	14.729	10,3
Sociétés d'achat de fourrage	1.275	73.014	143,8
Sociétés d'achat d'engrais	1.376	57.165	18,2

La recherche des causes d'un tel développement, n'est-elle pas plus intéressante encore que la simple constatation du fait ?

Comment se fait-il que ce soit justement ce petit pays de trois millions et demi d'habitants, qui possède actuellement l'organisation coopérative agricole la plus perfectionnée du monde entier ?

Les débuts du mouvement coopératif agricole danois sont d'ailleurs de date récente. Il y a un peu plus de cinquante ans, pas une seule organisation semblable n'existait dans le pays, ce qui laisse supposer que, depuis, une véritable nécessité de coopération s'est manifestée au sein des classes paysannes.

En remontant aux origines du mouvement on trouve qu'en effet, il est issu d'une période troublée de l'histoire économique du Danemark et qu'il est apparu simultanément avec une transformation profonde de la production agricole de ce pays.

Au cours de la deuxième moitié du siècle dernier, les conditions de vente de l'exportation agricole danoise d'alors s'étant modifiées sur le marché extérieur, les Danois

furent obligés de changer radicalement de production et d'adopter à celle, devenue plus avantageuse et qui est encore la leur aujourd'hui, des produits animaux tels que le beurre, le « bacon » (lard) et les œufs.

Or, à raison des particularités et du caractère original de la vie économique et sociale au Danemark, cette production n'aurait sans doute jamais été possible si elle n'avait pas été organisée coopérativement.

Ainsi, les coopératives agricoles danoises sont étroitement solidaires de la production moderne du Danemark, qu'elles ont rendue possible en adaptant les possibilités intérieures de production aux exigences du marché extérieur et c'est bien à cause de cette importante mission, qu'elles se sont rapidement et si puissamment développées. Par là, elles diffèrent considérablement d'organisations semblables dans d'autres pays, où elles n'ont pas, comme au Danemark, un rôle véritablement national.

Nous voulons nous efforcer de mettre en évidence dans cette étude, ce rôle de tout premier plan, que jouent dans la vie économique du Danemark, ses coopératives agricoles. Pour cela, nous traiterons d'abord du pourquoi et de l'origine des coopératives. Nous verrons ensuite comment le mouvement coopératif, débutant par des expériences heureuses, devant le succès de cette nouvelle forme d'exploitation, s'étendit peu à peu à toutes les branches de l'agriculture et devint, par là, le facteur dominant du progrès et de la prospérité du pays entier.

Nous terminerons enfin, en étudiant le sort des coopératives dans la crise économique actuelle qui, en menaçant la production moderne du Danemark de denrées animales,

compromet également la prospérité et l'existence même des sociétés coopératives agricoles, et nous insisterons tout particulièrement sur les mesures qui ont été prises pour tenter de conjurer ce danger.

PREMIÈRE PARTIE

La Raison d'être des Coopératives

Pour bien comprendre la raison d'être des coopératives, il faut d'abord se faire un tableau d'ensemble de la vie danoise. Une telle représentation est indispensable pour pouvoir se rendre compte comment ensuite, sous la pression exercée par la concurrence étrangère sur le marché extérieur, question que nous étudierons dans un autre paragraphe, les Danois, pour avoir raison de ce flot montant, eurent recours à une organisation coopérative de leur agriculture.



Fig. I. — Le Danemark.

CHAPITRE PREMIER

LE DANEMARK

(Fig. 1).

Section I. — Aperçu général.

Le royaume de Danemark occupe une position géographique au nord du $54\ 1/2^\circ$ de latitude nord et fait partie des Etats scandinaves. Il couvre une superficie d'environ 43.000 km² et se divise tant au point de vue de la nature et de la formation du sol qu'au point de vue géographique en deux parties principales :

1° La presqu'île du *Jutland* qui se rattache au continent européen et a une superficie d'environ 30.000 km².

2° Les *îles* presque toutes situées dans les eaux qui s'étendent entre la presqu'île scandinave et la presqu'île jutlandaise; elles sont au nombre de 500 environ et couvrent une superficie totale d'à peu près 13.000 km². Une centaine d'entre elles seulement sont habitées. Les principales sont : l'île de Sjælland (Seeland), sur laquelle se trouve la capitale, Copenhague, l'île de Fyn (Fionie) qui sera rattachée en 1935 au Jutland par un pont actuellement en construction, l'île de Bornholm dans la Baltique et les îles Lolland et Falster. Entouré presque de toutes parts par la mer, le pays a un climat essentiellement maritime avec une température moyenne plus élevée que

sur beaucoup d'autres points situés à la même latitude. Elle varie entre 7 et 8 degrés centigrades mais, à cause des vents d'ouest et de sud-ouest très fréquents et souvent assez forts, dus à la proximité de la mer, elle peut subir des écarts relativement sensibles d'un jour à l'autre. La moyenne annuelle des pluies est de 600 mm. environ. Elles tombent à des époques favorables à la production agricole.

Au point de vue géologique, le Danemark est de formation récente. Son écorce est constituée par des stratifications de la période glaciaire recouvrant des terrains tertiaires et calcaires. C'est ce qui lui donne son aspect onduleux, la profondeur des formations glaciaires étant extrêmement variable.

Il existe un grand nombre de collines de 100 à 150 mètres, mais il y en a fort peu qui dépassent cette altitude.

Par suite de sa formation géologique, le pays est extrêmement pauvre en minéraux. Nulle part l'extraction de charbon ou de métaux ne peut être opérée avec profit, bien qu'il existe du charbon à Bornholm et que l'on trouve au Jutland des gisements importants de lignites et de minerai de fer limoneux.

La superficie des terrains boisés qui jadis, à l'époque préhistorique, couvraient le Danemark, est insignifiante si on la compare à celle de la plupart des autres pays, mais elle augmente actuellement sensiblement, en raison des plantations considérables que l'on a faites.

On voit fort bien, d'après ce qui précède, que les ressources naturelles du pays sont assez pauvres. Aussi l'agriculture a-t-elle au Danemark une importance considérable. De tout temps, le Danois a été agriculteur. Le belliqueux

Viking lui-même était fermier, comme nous l'apprend l'ancienne chanson nordique « Rigsmaal ». Cette chanson nous le montre labourant, se servant déjà d'engrais, utilisant un tombereau et délimitant ses possessions par une haie. On l'y voit mangeant son blé sous forme de « gruau » et non de pain et se livrant à la fabrication de la bière. A cette époque de l'âge de fer, déjà, le commerce avec les pays d'outre-mer se pratiquait. Il est vrai que les hardis navigateurs qu'étaient les Scandinaves de ce temps tiraient profit autant de la piraterie que du commerce paisible, ce qui a, évidemment, contribué à faire leur réputation de marins redoutables. Néanmoins, le commerce du blé, des bestiaux, et d'autres produits encore, tels que l'ambre jaune, les fourrures et le poisson, était très en vigueur avec des pays méridionaux.

Le tableau ci-dessous montre la répartition actuelle des terres cultivées et non-cultivées :

	<i>Iles</i>	<i>Jutland</i>	<i>Total</i>
Terres cultivées	10.992 km. ²	22.005 km. ²	32.997 km. ²
Forêts et plantations.....	1.339 »	2.335 »	3.674 »
Marais	130 »	432 »	562 »
Landes et bruyères	73 »	3.239 »	3.312 »
Dunes et sables mouvants	51 »	348 »	399 »
Routes, places, terrains bâtis etc	531 »	807 »	1.338 »
Superficie totale des terres	13.116 »	29.166 »	42.282 »
Superficie des eaux	253 »	481 »	734 »
Total global	13.369 »	29.647 »	43.016 »

La superficie des terres cultivées (labourables ou boisées) atteint près de 94 % de la superficie totale des terres du Danemark dans les îles et 83 % au Jutland. Quant aux

terres utilisées uniquement par l'agriculture, elles représentent actuellement près de 80 % des terres productives comme le montre le tableau ci-dessous :

Emploi de la superficie (1.000 h.), 1866-1920.

	<i>Total</i>	<i>Terres cultivées</i>	<i>Forêts</i>	<i>Jardins</i>
1866.....	3.897	2.488	176	»
1876.....	3.897	2.687	»	20
1907.....	3.897	2.918	324	38
1919.....	3.903	2.905	347	48
1920.....	4.302	3.226	367	50

De 1866 à 1919, la superficie des terrains exploités par l'agriculture a subi un accroissement de 420.000 hectares environ. Cette surface a été gagnée principalement par le défrichement des landes du Jutland, travail entrepris par la Société danoise des Landes (Hedeselskabet) fondée après la guerre de 1864, par laquelle l'Allemagne annexa les duchés de Slesvig et de Holsten, dans l'esprit de « regagner à l'intérieur ce qui avait été perdu au dehors ». Il y a là un exemple typique de l'énergie laborieuse du Danois.

La fertilité du sol est loin d'être aussi grande que dans la plupart des autres Etats européens, encore que la plupart des îles à la section est de la péninsule du Jutland soient de bonne qualité, les autres parties du pays sont surtout faites d'une terre légère et sablonneuse. La productivité du sol a pourtant été considérablement augmentée, durant les cinquante dernières années, par des procédés de culture scientifiques, et par l'usage intensif d'engrais animaux et chimiques, ces derniers utilisés récemment en grande quantité.

Il ressort de ces considérations que ce ne sont pas les richesses naturelles qui ont réussi à faire du Danemark le pays de bien-être matériel et de civilisation progressive qu'il représente.

Aussi, poussé par la nécessité, a-t-il été obligé de vivre de l'exportation de sa production agricole qui est devenue, par là, la source de revenu la plus importante qu'il possède. En 1928, 4/5 de cette production ont été exportés, représentant une valeur de 1260,6 millions de couronnes, ce qui constitue 77,5 % de l'exportation totale du pays.

L'effort victorieux, le labeur infatigable de ses nationaux n'en ressortent que grandis et on ne peut qu'admirer ce petit peuple depuis toujours indépendant, qui a continuellement tenu à se tirer lui-même d'affaire, et à être l'unique artisan de sa propre prospérité.

Le Danemark peut être classé parmi les pays d'Europe à population dense. Il ressort du dernier recensement (1930) qu'il a en moyenne 82 habitants au km², ce qui évidemment ne permet pourtant pas, de le comparer aux régions industrielles de l'Europe, telles que l'Angleterre, la Belgique et certaines parties de l'Allemagne et de la France. L'augmentation de la population depuis le début du siècle dernier ressort du tableau ci-dessous :

1801	929.001
1860	1.608.362
1901	2.449.540
1911	2.757.076
1921	3.267.831
1930	3.550.651

Elle augmente régulièrement tous les ans; à l'heure actuelle, la moyenne annuelle d'accroissement est de près de 1 %.

L'agriculture est l'occupation principale de cette population. Pourtant l'industrie et le commerce ainsi que les transports se sont considérablement développés pendant les cinquante dernières années. On peut s'en rendre compte dans les tableaux suivants :

Pourcentage de la population
suivant les principaux groupes de professions.

	Agriculture	pêche et navigation	Industrie	Commerce et banques	Professions administratives et libérales	Autres professions	Total
1834.....	57,5	2,8	21,3	4,2	6,6	7,6	100
1840.....	56,1	2,8	23,5	4,3	6,4	6,9	100
1845.....	55,2	2,7	24,7	4,4	6,2	6,8	100
1855.....	54,4	2,7	25,9	5,2	5,7	6,1	100
1860.....	53,3	2,8	26,4	5,9	5,8	5,8	100
1870.....	52,3	2,6	25,8	6,8	5,9	6,6	100
1880.....	51,1	2,7	26	7,7	6,7	5,8	100
1890.....	45,9	2,7	27,9	9,9	7,3	6,3	100
1901.....	41,4	3	29,5	11,3	7,9	6,9	100

Les personnes dépendantes telles qu'épouses, enfants, etc. sont comprises.

A partir de 1901 le service de statistique changea sa méthode de groupement, aussi est-il nécessaire à partir, de cette date, de faire un nouveau tableau. L'année 1901, toutefois, fut évaluée suivant les deux méthodes. La différence consiste surtout en ce que les entreprises administratives de transport telles que la poste, par exemple, passèrent de la rubrique « professions administratives et

ibérales » à celle dénommée « transports » et que les domestiques de ferme cessèrent d'être comptés dans « l'agriculture » pour constituer un groupe indépendant.

	Agriculture ¹	Industrie	Commerce et banque	Transport et commission	Professions administr. et libérales	Services domestiques	Personnes inactives	Professions inconnues	Total
Sans le Slesvig									
1901	37,7	28,8	8,7	5,4	4,8	6,8	6,4	1,4	100
1911	35,7	27,9	10,4	6,2	5,2	6,6	6,6	1,4	100
1921	32,4	29,3	10	6,8	5,7	6,3	8,4	1,1	100
Avec le Slesvig :									
1921	33	28,8	9,9	6,8	5,6	6,3	8,5	1,1	100

(1) Si l'on compte 4.500 domestiques de fermes comme employés par l'agriculture, comme il est de coutume dans les statistiques autres que celles du Danemark, la part de cette profession s'accroît jusqu'à 33,8 tandis que celle des services domestiques baissent jusqu'à 4,9.

L'agriculture emploie donc un peu plus d'un million de personnes, un peu moins d'un million sont employées par l'industrie et un million et quart vivent d'autres métiers.

Section II. — L'organisation agraire.

L'ancienne organisation agricole de la nation était pareille à celle existant dans les autres pays d'Europe. La période qui va du moyen âge jusque vers la fin du XVIII^e siècle est surtout caractérisée par le nombre croissant des baux à cens et la concentration de la propriété entre les mains des grands propriétaires. Le servage comme partout ailleurs était d'un usage courant. Non seulement le serf était atta-

ché à la ferme, mais ses enfants devaient cultiver la terre du maître. Une loi de 1446 stipule également qu'aucun homme capable de travail ne doit être employé autrement qu'à la terre. Si l'on ne peut lui trouver du travail chez un grand propriétaire, les agents du roi sont tenus de lui en trouver sur les terres de la couronne.

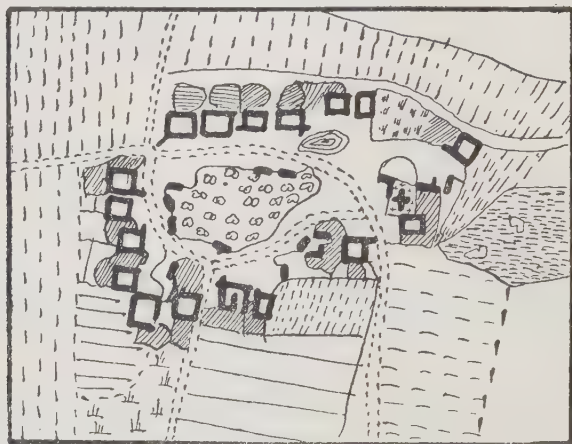


Fig. 2. — Rundby Hejninge. Slagelse Herred 1768.

Au moyen âge, les paysans du Danemark étaient groupés en Landsby ou communautés de villages. L'influence de celles-ci sur la formation des coopératives agricoles actuelles est incontestable. C'est sans doute parce que le paysan avait jadis connu cette institution qu'il lui fut, plus tard aussi aisé de se mettre aux coopératives. Dans ses grandes lignes, cette organisation agricole était la suivante. Les fermes étaient groupées soit autour d'une place centrale pouvant avoir jusqu'à 15 hectares de superficie,

appelée *Torvet* (marché) comme le montre la figure 2, dans lequel cas elles formaient une *Rundby* ou ville ronde, soit le long d'une route (Langby ou ville longue) ou encore le long d'une rivière ou autre formation naturelle (Terraenby). Ces villages groupaient de quinze à trente fermes, dans certains cas même cinquante. Seule la partie des terres qui se trouvait à proximité du village était cultivée. Elle était divisée entre les différents fermiers qui, chacun avaient leur champ.

La culture en commun des terres se pratiquait et consistait en ce que certains travaux comme le labourage, les semences, la récolte, devaient se faire solidairement, car il n'y avait rien de plus que quelques pierres ou un sillon pour marquer la limite des champs. Au delà se trouvaient les pâturages où les troupeaux de la communauté paissaient sous la surveillance d'un gardien communal que les paysans du village entretenaient à leur frais à tour de rôle. Le nombre de têtes de bétail par habitant ayant droit au pâturage était strictement délimité en proportion de la valeur du pâturage et les fraudes étaient sévèrement punies. La discipline à l'intérieur de ces communautés était d'ailleurs très stricte, et certains délits tels, par exemple, que celui de « at bryde Plovfreden » (troubler la paix du labourage) était plus sévèrement châtiés que le vol ordinaire.

Au point de vue de leur administration intérieure, ces communautés en vinrent à un système tout républicain. Les membres formaient un conseil de village ayant ses propres lois rédigées, dont la lecture devait être faite en séance de conseil une à deux fois par an. Le président de ces assemblées l' « Olderland » dirigeait la discussion. On

abordait toujours, en premier lieu, la réglementation du travail en commun, pour passer ensuite aux infractions; les coupables étaient frappés d'amendes, lesquelles s'inscrivaient sur les tablettes que chaque homme avait à son nom.

Tant qu'il n'y eut aucune nécessité de progrès, cette organisation contribua à renforcer la solidarité de la terre et à faire l'éducation du paysan danois à cet égard.

Le servage fut aboli en 1702, mais l'oppression du paysan ne cessa pas pour cela. Le « Stavnsbaand », institué en 1733 en remplacement de la milice rurale qui persista jusqu'en 1730, fut le prétexte de limiter ses libertés une fois de plus. C'était une espèce de service militaire obligatoire d'après lequel les grands propriétaires devenaient recruteurs de l'armée et qui obligeait les hommes de 14 à 36 ans à s'inscrire dans la réserve; durant ce laps de temps ils ne devaient pas quitter la terre de leurs maîtres. Cette tyrannie grandissante qui entravait le développement de l'agriculture autant que la prospérité générale du pays, amena par réaction la libération des classes paysannes. La suppression du « Stavnsbaand » en 1788 émancipa les paysans et marqua le début d'une période de réforme et de libéralisme.

A partir de ce moment une nouvelle ère commença pour l'agriculture danoise, ère caractérisée surtout par un morcellement grandissant de la propriété. Il est d'ailleurs généralement reconnu par les autorités compétentes à cet égard que, dans aucun pays, le morcellement des terres et leur acquisition par les paysans n'a atteint un degré aussi élevé qu'au Danemark.

Les grands propriétaires fonciers commencèrent par

céder des terrains suffisamment grands pour qu'une famille puisse y vivre en échange de corvées de travail. Ces corvées pouvaient toutefois se racheter moyennant argent. Il y avait là une situation mitoyenne entre la liberté complète et le servage. Avec le temps ces entraves mêmes tombèrent. L'intervention du pouvoir central y fut pour une grande part. Elle a d'ailleurs été en grandissant, marquant par là l'orientation démocratique du peuple danois. Par toute une série de réformes et de mesures destinées à venir en aide aux ouvriers agricoles, l'Etat les encouragea à devenir eux-mêmes propriétaires.

On favorisa d'abord le rachat du cens. Une caisse fut même créée à cet effet, prêtant à un taux de 2 %. Jusqu'en 1807, 20-25 % des anciens baux à cens furent rachetés et, en 1835, de toutes les fermes moyennes, 60 % devinrent la propriété des fermiers qui les exploitaient.

Les anciennes communautés de village firent rapidement place à la propriété privée. En 1807, elles n'étaient plus qu'en proportion de 1 %. Cela s'accomplit avec une rapidité extraordinaire et le caractère de l'agriculture se trouva transformé presque du jour au lendemain.

En 1787, on comptait 14.500 petites propriétés ou « Husmandsbrug ». On entend par là des propriétés d'un demi à 15 hectares sur lesquelles vivent en toute indépendance, grâce à leur propre production, un cultivateur et sa famille. En 1801 leur nombre se trouvait doublé, grâce à l'aide gouvernementale qui intervenait surtout à l'aide de lois contre les grands propriétaires fonciers, comme par exemple la loi de 1791 permettant de se démettre d'un bail à cens à condition d'ériger sur les terres deux petites propriétés de 3 hectares.

Ces mesures sont à l'origine de la législation, devenue très considérable par la suite, des petites propriétés. (Caisse de crédit 1880. Loi du 24 mars 1899 instituant l'aide gouvernementale aux petites propriétés, abrogée, modifiée et amendée en 1904, 1909, 1914, 1917, 1921, 1922, 1924, 1927.)

Il faut attendre 1850 pour que de nouvelles réformes viennent continuer l'œuvre de morcellement. On décida à cette date de se débarrasser à tout jamais des baux à cens. Sur les terres de l'Etat et des établissements publics, la chose fut aisée. On institua la vente forcée et, le bailleur ne voulant pas acheter, la vente aux enchères. Pour les propriétés privées la chose fut plus délicate. On se contenta d'encourager la vente par des mesures législatives appropriées : par exemple la loi de 1861, donnant le droit de se réserver 1/9 des terres vendues si l'on avait réussi à vendre neuf fermes.

En 1872, il suffit de vendre un certain pourcentage de ses terres en l'espace d'un certain nombre d'années pour bénéficier de la même faveur.

Le succès de cette législation fut si grand qu'en 1905 3.700 fermes moyennes (« Gaarde ») et 15.000 petites (« Husmandsbrug ») seulement continuaient à se trouver soumises au bail à cens.

Le nombre des petites propriétés et des fermes moyennes continua de croître comme le tableau ci-dessous permet de s'en rendre compte :

		1850	1885	1905
Husmandsbrug (Petites propriétés)	petites	27.474	36.860	62.152
	moyennes	21.286	46.364	51.927
	grandes.....	49.408	68.733	69.131
Total.....		98.168	151.957	183.210
Bøndergaarde (Fermes moyennes)	petites	33.971	44.376	47.425
	moyennes	29.049	24.636	23.327
	grandes.....	4.828	3.953	3.765
Total.....		67.848	72.965	74.517

Si l'on pense seulement à quel point l'initiative et l'habilité personnelles des cultivateurs durent être stimulées par cet ensemble de transformations, on devinera quel excellent terrain de culture allait devenir, pour le germe coopératif, le nouvel ordre social.

A partir de l'apparition des premières coopératives, le mouvement de création des petites propriétés va aller en s'accroissant et cela parce que cette forme d'association donne aux petites exploitations une importance et une valeur qu'elles n'avaient pas jusqu'alors. Cause et effet ont donc agi l'un sur l'autre. Si l'existence d'une majorité de petites exploitations agricoles au Danemark est une des raisons qui a fortement contribué à la formation de coopératives agricoles dans ce pays, on peut aussi prétendre que les coopératives ont largement contribué au développement de la petite propriété.

A l'heure actuelle, les petites propriétés sont en majorité absolue, les exploitations moyennes de 15 à 60 hectares représentant pourtant de beaucoup la plus grande partie des surfaces cultivées, tandis que les très grandes proprié-

lées ne disposent que d'une proportion relativement modeste de la superficie totale. Ces exploitations se répartissent de la manière suivante :

	Nombre des exploitations		Superficie des terrains cultivés	
	Total	%	1.000 h.	%
0,55- 3,3 h. (1)	43.891	21,3	82	2,5
3,3 - 15 h.	90.748	44,1	721	21,8
15 - 60 h.	65.916	32	1.879	56,7
60 -120 h.	4.039	2	332	10
120 -240 h.	916	0,4	153	4,6
240 h. et au-dessus.	419	0,2	147	4,4
Total	205.929	100	3.314	100

(1) La mesure danoise « Tönde Land », qui correspond à la surface qui peut être ensemencée avec un tonneau de grain, équivaut à 0,55 hectare.

La grande majorité des exploitations appartiennent maintenant aux cultivateurs eux-mêmes. Une statistique de 1919 en évalue la proportion à 92,5 %, et ce nombre s'est encore accru depuis la suppression obligatoire des baux à cens survenue le 30 juin 1919.

Section III. — Les écoles populaires supérieures.

Un facteur incontestable qui a influé considérablement sur le mouvement coopératif et qui a favorisé la formation des coopératives agricoles danoises, c'est, de l'avis de tous ceux qui ont étudié la question, le haut degré de culture de la population du Danemark et tout spécialement de ses classes paysannes.

Le fait que l'organisation coopérative ait eu un succès

aussi retentissant parmi ces classes, présuppose un niveau d'instruction peu ordinaire; il faut, en effet, une certaine compréhension de la tâche que l'on poursuit, pour former et ensuite pour faire le succès d'une coopérative quelle qu'elle soit.

Le caractère démocratique des institutions danoises se retrouve une fois de plus dans l'organisation de l'enseignement. En dehors des écoles primaires et secondaires, de l'Université très fréquentée, et de nombreux établissements techniques, il existe une forme d'enseignement tout à fait spéciale au Danemark, donnée dans les écoles populaires supérieures (Folkehöjskoler).

Ces écoles ont joué un rôle extrêmement important dans le développement culturel de la jeunesse des campagnes. Elles ont fait disparaître la défiance du paysan envers la science et augmenté sa réceptivité à l'égard de la partie de leur travail qu'elle éclaire et qui a tant d'importance pour le développement de l'agriculture moderne. Elles ont fortement contribué par l'esprit dont est empreint leur enseignement à la genèse et à la propagation du mouvement coopératif.

Le mérite de leur création revient à *N. F. S. Grundtvig* (1783-1872), évêque, historien et poète. Cet homme d'église génial, dont l'influence se fit sentir bien au delà des frontières de son pays, avait conçu le projet d'une école libre pour la jeunesse, à la portée de tous. C'était un prédicateur qui prônait l'action. Attendre, les bras croisés, que Dieu vint sauver le monde ne lui plaisait guère. Il aurait pu prendre comme devise : « Aide toi, le ciel t'aidera » et voulait atteindre la jeunesse du peuple « parce qu'elle repré-

sente la vitalité d'une nation, et qu'elle est appelée à donner à la postérité sa directive et à l'avenir le plus proche son empreinte ». Il tenait non pas à former des savants, mais des hommes « gagnés à la vie, à la vie humaine noble et active, également noble quelle que soit la condition de chacun, si elle se base non sur la position, mais sur l'esprit ».

C'est à *Kristen Kold* (1816-1870) que revint de mettre en pratique les idées de Grundtvig. Il eut le rare bonheur, grâce à son humble origine, à sa foi dans le peuple, et à son grand talent d'éducateur, de créer la forme que devait revêtir par la suite l'école supérieure populaire. Il réussit à adapter la pensée du grand évêque au train de vie des campagnards et à lui donner son orientation définitive. Il fonda son école à Ryslinge, en Fionie, en 1851.

Une autre école semblable avait pourtant déjà été fondée à Rødding (Slesvig) en 1844 par le professeur danois *Christian Flor* de Kiel, mais elle avait un caractère plus national et plus spécialement agricole par suite des circonstances particulières à cette région.

Ce ne fut qu'après la guerre désastreuse de 1864, que le développement des écoles populaires s'accéléra. L'école de Rødding, en territoire allemand, à partir de cette date, s'implanta à Askov de l'autre côté de la frontière, et devint, par la suite, une des écoles les plus importantes du Danemark. La proportion des élèves recourant à cet enseignement augmenta considérablement.

	<i>Jeunes gens</i>	<i>Jeunes filles</i>
1874-75	2.159	1.218
1910-11	3.610	3.104
1920-21	2.671	2.990
1922-23	2.314	2.832

Ces élèves ont de 18 à 25 ans en moyenne.

Il y a actuellement une cinquantaine de ces écoles. L'enseignement qui y est donné est presque exclusivement oral, comme Grundtvig l'avait voulu. Plaçant le mot parlé bien au-dessus du mot écrit, il voulait « plus vivifier qu'enseigner ». On traite, dans des cours et des conférences, des sujets d'écoles ordinaires tels que : histoire, littérature, hygiène, mathématiques, physique, sociologie, etc. Certains programmes pour jeunes filles comprennent également le ménage. Il y a en général un cours d'hiver de 5 mois pour les jeunes gens et un cours d'été de 3 mois pour les jeunes filles. La pension coûte de 70 à 85 couronnes¹ et les élèves peuvent obtenir des bourses de l'Etat. Celui-ci accorde également une subvention directe à quelques écoles, ce qui lui a acquis le droit d'exercer une surveillance, fort libérale du reste, sur le travail qui s'y fait ; l'origine de cette subvention remontant à l'aide pécuniaire apportée jadis à Kr. Kold, lors de la fondation de ses premières écoles.

Le souci de maintenir l'enseignement des écoles populaires supérieures, tout à fait en dehors d'un enseignement technique quelconque, a fait que les écoles d'agriculture si répandues de nos jours dans les campagnes du Danemark, se formèrent en dehors des écoles populaires. Elles furent pourtant souvent organisées en rapport étroit avec les principes fondamentaux de ces écoles, ce qui a permis de dire que « l'école d'agriculture danoise est un enfant de l'école populaire supérieure ».

Il y a là un exemple de l'influence profonde que ces écoles ont exercée sur la vie du peuple danois ; d'ailleurs si les

1. De 280 à 350 francs, au change de 4 francs la couronne.

idées de l'évêque Grundtvig eurent un tel retentissement et un succès aussi éclatant, c'est bien parce qu'elles ont fait appel aux caractéristiques les plus profondes de la race : travail, intelligence, démocratie, trois traits sans lesquels le mouvement coopératif danois n'aurait pas été possible.

Après ce rapide aperçu des conditions de vie au Danemark, où nous avons particulièrement insisté sur les faits principaux ayant favorisé la formation et le développement des coopératives agricoles à l'intérieur du pays, il nous faut penser aux causes venues de l'extérieur sans lesquelles il n'y aurait pas eu de transformation du mode d'organisation de l'agriculture. Celle-ci est naturellement orientée, nous l'avons vu, vers l'exportation à cause du manque absolu de richesses intérieures ne permettant pas au pays de vivre sur lui-même. Aussi est-elle obligée, pour pouvoir prospérer, d'adapter continuellement sa production aux conditions, sans cesse changeantes, du marché extérieur. La coopération, comme nous l'allons voir, ne constitue que le moyen par lequel cette adaptation nécessaire s'est faite. Elle représente l'organisation fournissant à un moment donné, dans des circonstances données, le meilleur rendement à obtenir de cette seule véritable source de richesse que possède le Danemark : son agriculture.

Une étude des débouchés du Danemark au milieu du siècle dernier permet de mettre en pleine lumière cet état de choses et de faire apparaître la naissance et le développement vraiment surprenant de la coopération agricole, comme une résultante des événements qui bouleversèrent le marché mondial à cette époque.

CHAPITRE II

LES DÉBOUCHÉS

Section I. — La production agricole au début du XIX^e siècle et la crise de 1870 à 1880

Après une crise agricole très dure en 1820, due surtout à une dévalorisation de la monnaie, l'agriculture danoise fut en bonne passe à partir de cette date. Les réformes agraires avaient su supporter l'épreuve du temps et en 1838 on pouvait, avec fierté, jeter un coup d'œil sur une période qui avait certainement bénéficié de l'abolition du « Stavnsbaand ». La production du blé augmentait grâce à des méthodes rationnelles de culture telles que : la jachère, le marnage et le drainage. Les pâturages furent semés de trèfle et d'herbe nouvelle, ce qui améliora l'alimentation du bétail pendant l'été. Une meilleure rotation de culture prenant exemple sur l'Allemagne du nord, avait été introduite, et, en général, il y avait progrès aussi bien du point de vue économique que du point de vue technique. Mais l'agriculture de cette époque était, ainsi que nous venons de le dire, uniquement basée sur la production du blé. Aussi faisait-on l'impossible pour intensifier celle-ci.

Mais on ne savait, alors, employer que des moyens qui

n'étaient pas faits pour augmenter la fertilité du sol. L'emploi de l'engrais était fort peu connu. On nourrissait les quelques bêtes que l'on avait à cette époque avec du foin ou de la paille, ce qui ne donnait qu'un engrais animal tout à fait insuffisant. Bientôt les défauts de ce système apparurent, le rendement n'étant plus le même dans les grandes fermes où l'on avait commencé à se servir d'engrais animaux provenant de bêtes bien nourries que dans les petites exploitations où l'on persistait dans l'emploi des anciennes méthodes.

Il apparut de plus en plus nécessaire d'augmenter le bétail et d'améliorer son fourrage hivernal, et nombre de grands fermiers s'ingénierent à propager ces nouvelles idées.

Et heureusement qu'il en fut ainsi, car presque simultanément éclatait une nouvelle crise agricole, ayant cette fois des causes extérieures, qui devait révolutionner la production agricole au Danemark. L'année 1870 marqua en effet l'entrée sur le marché européen des blés d'Europe orientale et d'outre-mer. Les grandes prairies américaines étaient maintenant cultivées ainsi que les grands espaces jusqu'alors improductifs des Indes ou de l'Australie. L'exportation de blé des Etats-Unis, qui avait été en 1860 d'un peu plus de 24 millions de quintaux, était passée en 1870-80 à 164 millions de quintaux; l'exportation des Indes britanniques avait augmenté dans la même proportion, et la République Argentine était devenue un pays exportateur de grain après en avoir été un pays importateur. De 1866 à 1870, la Russie exportait 50,6 millions de quintaux de blé et de 1876 à 1880, 112,7 millions de quintaux.

En dehors de ces pays, l'Algérie, la Tunisie, l'Égypte, l'Australie, le Canada et le Chili inondaient également le marché de leur production.

Pendant ces dix années de 1870-1880 l'exportation vers l'Europe de produits animaux des autres régions de la terre, augmenta aussi en quantité appréciable. Les États-Unis commencèrent, l'Argentine, le Canada, l'Algérie et l'Australie entre autres suivirent.

Exportations de produits animaux des États-Unis.

	<i>Bétail à cornes</i>	<i>Porcs</i>	<i>Moutons</i>	<i>Lard et jambon</i>	<i>Viande de bœuf</i>	<i>Viande de porc</i>
	(têtes)	(têtes)	(têtes)	(millions de livres)	(millions de livres)	(millions de livres)
1871-75..	39.459	77.632	79.213	287	37,5	57,5
1876-80..	100.222	64.200	179.648	583	87,5	75,5

En 1880, l'Australie expérimenta l'envoi de viande en Europe. L'expérience réussit, et ce fut là le début de la concurrence océanienne.

Tout ceci fut évidemment rendu possible par le progrès considérable apporté aux moyens de transport. Ce furent les grandes lignes de chemins de fer construites aux États-Unis et en Russie qui permirent la pénétration des vastes espaces incultes. Le progrès dans les transports maritimes modifia les notions de distance et rapprocha les différentes parties du monde. Le premier bateau à vapeur, le *Savannah*, qui fit la traversée de l'Atlantique en 1819, y mit 26 jours, alors que les navires de 1870 ne mettaient plus que 6 à 7 jours. Le fret n'était plus que de 3 centimes

la tonne-kilomètre (c'est-à-dire pour une tonne transportée un kilomètre) et le prix du transport par chemin de fer aux Etats-Unis, au Canada et en Australie plus que de 14 centimes à la tonne-kilomètre, alors qu'en 1860 il avait été de 2,10 francs.

Des inventions nouvelles, telles que la frigorification et la conserve, contribuèrent également à créer ce nouvel état de fait qui, en permettant le transport rapide sur le marché européen d'une quantité énorme de produits agricoles venant des prairies américaines, des steppes russes, des pampas argentines, des champs de blé hindous, égyptiens, des fermes australiennes et néo-zélandaises, du Chili et de l'Uruguay, et leur vente à des prix abordables, rendit l'Europe économiquement solidaire du Far-West américain et de l'Extrême-Orient et exposa l'agriculture à une concurrence mondiale inconnue jusqu'à là. La détermination des prix des produits agricoles devint plus internationale que nationale et dépendit de facteurs sur lesquels le paysan danois, pris dans cette vaste tourmente, n'eut plus aucune emprise : moissons aux Etats-Unis, soleil et pluies aux Indes, tarifs de chemins de fer canadiens, etc... Il en résulta une chute énorme des prix contre laquelle les pays de la vieille Europe essayèrent de lutter — la Grande-Bretagne, la Hollande, la Belgique et le Danemark exceptés — par des tarifs douaniers prohibitifs sur l'importation de produits agricoles.

L'agriculture danoise fut naturellement aussi victime de cette chute des prix, d'où la crise de 1870-80. Le tableau suivant permet de s'en rendre compte. Il représente les « Kapitel-Takster » en couronnes par hectolitre de grains

et par kilogramme de beurre et de lard. On appelle ainsi un prix officiel que l'on avait l'habitude de donner à certains produits agricoles. L'origine de cette coutume est inconnue, mais il est certain qu'elle est très ancienne. Son intérêt est considérable parce qu'elle permet de suivre la fluctuation des prix à travers les temps.

	<i>Seigle</i>	<i>Orge</i>	<i>Avoine</i>	<i>Froment</i>	<i>Beurre</i>	<i>Lard</i>
1871-75.....	10,29	8,97	5,92	14,42	1,66	1,04
1876-80.....	9,50	8,54	5,64	12,85	1,70	1,06
1881-85.....	8,53	7,59	5,41	10,68	1,80	1,10
1886-90.....	7,10	6,87	4,95	9,08	1,78	0,94

Section II. — Le changement de production et la coopération

Le paysan danois sentait bien qu'il y avait « quelque chose de pourri dans le royaume de Danemark », mais comment remédier à la situation ? La chute des prix sur le marché des blés, ajoutée à la diminution de fertilité du sol, était une menace suffisamment grave pour l'obliger à réagir, s'il voulait éviter la faillite certaine. C'est alors que les cultivateurs danois commencèrent à se rendre compte que le prix des produits agricoles sur le marché extérieur était un facteur important touchant à leur économie rurale. En étudiant les statistiques des cent dernières années, l'on s'aperçut que les prix des produits animaux avaient augmenté avec une plus grande rapidité que ceux des grains. Les statistiques danoises, dressées depuis 1750 sur les produits agricoles, montraient que le prix du beurre et

celui du lard avaient augmenté quatre fois, alors que les prix des céréales n'avaient que doublé dans le même espace de temps. La crise actuelle marquait également la supériorité de prix des produits animaux sur les céréales, les prix de ces dernières étant relativement tombés bien plus bas.

Si l'on étudie en prenant pour base égale à 100 la période qui s'étend de 1866 à 1877, les prix alors demandés sur le marché britannique étaient les suivants :

	<i>Produits végétaux</i>	<i>Produits animaux</i>
1866-77	100	100
1878-87	79	95
1888-97	62	81

On voit très nettement la différence considérable qu'il y avait.

Dans ces conditions, une seule solution, une seule mesure s'imposaient. Les producteurs danois les adoptèrent, ce qu'ils n'ont jamais regretté depuis. On passa à la production de produits animaux, abandonnant l'ancienne culture du blé et son exportation. Le Danemark, pays exportateur de grains, devint pays importateur et la vente sur le marché mondial de beurre, de lard, de viande et d'œufs alla à partir de cette date en grandissant.

Les exportations du Danemark (1848-1900).

	<i>Céréales</i>	<i>Produits animaux</i>
	(millions de kg.)	(millions de kg.)
1848	250	1,7
1866	200	11,7
1871	260	12,6
1875	170	18,2
1880	140	11,5
1883	6	19,3
1885	— 90	22
1890	— 240	61,3
1895	— 450	92,3
1900	— 565	135,2

Alors que la différence des prix sur le marché mondial entre ces deux séries de produits était le facteur économique principal qui fit passer de la culture du blé à la production animale, il est certain que ce changement fut considérablement stimulé par l'ouverture du nouveau marché britannique. Le port d'Esbjerg, sur la mer du Nord, avait été créé en 1865 par le conseiller d'Etat Tesdorff dans ce but.

Le marché britannique succédait au marché allemand compromis par les guerres malheureuses de 1848-50 et de 1864, et créait une demande de produits nouveaux, tels que le beurre, le lard (bacon) et les œufs, que le Danemark était en état de lui fournir à des conditions particulièrement avantageuses à cause de sa situation géographique.

C'est ce fait qui détermina le genre de produits agricoles dont le Danemark devait devenir, par la suite, l'exportateur spécialisé.

Mais en passant à la production et à l'exportation de

produits animaux, l'agriculture danoise n'avait fait que le premier pas dans la voie du redressement de son économie. Encore fallait-il pour que ces produits se vendissent bien sur le marché des grands centres industriels d'Europe, lutter contre la concurrence envahissante des pays d'outre-mer tels que l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Canada, les Etats-Unis, etc... eux aussi, comme nous venons de le voir, grands exportateurs de produits analogues.

Un nouveau problème se posait : comment arriver à faire primer les produits danois, alors que le Danemark était loin de posséder les grands moyens de production dont disposaient ses dangereux concurrents ? La situation, en somme, était la suivante : pour réussir sur le marché extérieur, il fallait un produit de première qualité ayant un caractère suffisamment standardisé pour lui gagner et lui conserver la confiance du consommateur et lui donner par là une valeur commerciale certaine. Or, l'appareil de production du Danemark, consistait en une agglomération de petites exploitations agricoles, chacune incapable d'arriver par ses propres moyens à fournir un produit de bonne qualité et cela en quantité suffisante. Quant à donner à ce produit un cachet d'uniformité, il fallait y renoncer tout à fait.

Ce qu'il aurait donc fallu arriver à faire, c'eût été de transformer cette foule de petits exploitants en une espèce de vaste unité productrice. A cette condition le problème était résolu et le Danemark marchait à coup sûr vers la fin de la crise, vers le redressement de son économie rurale et vers la prospérité.

C'est par l'intermédiaire des coopératives que l'on y réussit, et c'est là leur raison d'être. En groupant les petits producteurs indépendants en des entreprises coordonnant rationnellement leurs efforts, elles permirent à ceux-ci d'arriver à des résultats auxquels ils ne seraient jamais parvenus s'ils étaient restés abandonnés à leurs moyens de production individuels.

Comme nous le verrons plus loin, les paysans se groupèrent d'abord modestement, puis graduellement dans des entreprises de plus en plus vastes, réussissant par ce moyen à s'imposer sur le marché mondial et à s'y faire une place que nul n'a pu encore leur disputer.

Il ne faudrait pourtant pas, ici, être victime de la grossière erreur qui consisterait à croire que les Danois, dans un élan d'entente général, empruntèrent cette forme d'organisation à l'étranger, comme une espèce de système économique breveté, seul capable de les tirer de l'impasse dans laquelle ils se trouvaient, pour l'appliquer de toutes pièces à leur agriculture, réussissant ainsi à se tirer d'affaire. Non, le mouvement coopératif n'est pas le résultat d'une implantation « par le haut » mais comme on l'a dit souvent, il vient « d'en bas ».

Les conditions intérieures prédisposaient à la coopération, nous l'avons vu. Des anciennes communautés de villages aux coopératives modernes, il n'y avait qu'un pas à faire. Les écoles populaires le facilitèrent en inculquant à la grande masse des jeunes agriculteurs l'esprit d'initiative et le goût de l'entreprise personnelle.

Ce furent les paysans eux-mêmes qui se groupèrent spontanément par petites localités, pour se soutenir réci-

proquement et donner à leurs efforts, une forme qui devait leur profiter à tous. Tel M. Jourdain qui faisait de la prose sans le savoir, ils firent de la coopération sans le savoir, s'organisant suivant le mode qui leur était le plus avantageux, et c'est ce qui a fait dire que les coopératives agricoles du Danemark ont un caractère spécifiquement national.

Leur but a toujours été intéressé sans que jamais elles se soient inspirées, pour se fonder, de considérations idéales de réforme économique ou sociale. Tendance qu'un des apôtres de la coopération au Danemark, le fermier Anders Nielsen, de Svejstrup østergaard¹ (Jutland), a très bien exprimée en disant : « Nous aurons autant de coopératives qu'il nous sera nécessaire d'en avoir, et pas une de plus ».

1. Svejstrup østergaard est le nom de la ferme de Anders Nielsen. Comme au Danemark, le nombre de personnes portant le même nom est considérable, pour les distinguer, on a l'habitude de faire suivre leur nom de celui de leur domaine.

DEUXIÈME PARTIE

Le Mouvement Coopératif

Comme une boule de neige qui augmente de volume en dévalant la pente de la montagne et dont la course s'accélère proportionnellement à l'augmentation de son poids, le mouvement coopératif danois, après de modestes débuts, va, en cinquante ans, se poursuivre d'une manière continue, de telle sorte qu'aujourd'hui l'agriculture du Danemark, depuis les plus petites jusqu'aux plus grandes propriétés est organisée en une série de sociétés et d'entreprises coopératives de vente et d'achat qui embrassent, pour ainsi dire, sa totalité et la rendent étroitement solidaire de ses coopératives. C'est grâce à elle que le Danemark tient aujourd'hui la première place parmi les pays agricoles du monde pour l'organisation scientifique de sa production et de son commerce avec l'étranger.

Bien que l'on ait l'habitude de considérer la fondation

de la laiterie coopérative de Hjedding (Jutland) en 1882, comme le point de départ du mouvement coopératif provoqué par l'ensemble de circonstances énumérées précédemment, c'est bien avant cette date qu'apparurent déjà certaines associations agricoles et même certains groupements coopératifs.

Mais il semble que leur influence ait été plus indirecte que directe sur la formation des coopératives modernes. On ne peut pas dire que celles-ci en soient les héritières. Tout au plus est-on autorisé à soutenir que ces premières organisations constituèrent les signes avant-coureurs d'une tendance nouvelle qui devait bientôt s'affirmer, alors même qu'elles n'avaient ni les caractères, ni la forme que devaient prendre, par la suite, les coopératives agricoles telles que nous les connaissons aujourd'hui. En contribuant à créer une certaine « atmosphère coopérative », leur rôle peut ne pas paraître tout à fait indifférent aussi méritent-elles que nous nous y arrêtions et que nous les examinions de plus près.

CHAPITRE PREMIER

ASSOCIATIONS QUI PRÉCÉDÈRENT

LE MOUVEMENT

Section I. — Les sociétés agricoles (Landboforeningerne).

A la fin du XVIII^e siècle et au début du XIX^e, les problèmes agraires commencèrent à préoccuper l'esprit des hommes d'Etat et des économistes européens. Dans nombre de pays se fondèrent des sociétés agricoles ayant pour but l'étude des moyens techniques susceptibles d'améliorer les conditions économiques de l'agriculture. C'est ce qui advint aussi au Danemark. La Société Royale d'Agriculture du Danemark (Det Kongelige danske Landhusholdningsselskab) fondée en 1769 et existant encore de nos jours, est une des plus anciennes associations de ce genre. Originellement, elle se proposait d'encourager toute entreprise industrielle et agricole, mais avec le temps, elle ne s'occupa plus que d'agriculture.

Bientôt, à son exemple, se fondèrent de par le pays, des sociétés analogues, calquant leur constitution sur celle de la Société Royale et subissant par la suite la même évolution. Ces sociétés étaient presque exclusivement composées de grands propriétaires fonciers, de fonction-

naires, de chefs d'entreprises industrielles et de commerçants. Les paysans ne s'y trouvaient qu'en minorité. Mais progressivement et surtout après les réformes heureuses que nous connaissons, grâce à la période de prospérité qui succéda à la crise de 1820, la proportion des paysans alla croissant au sein des sociétés agricoles; bientôt ils s'y trouvèrent en majorité. Aussi, à partir de 1850 environ, ce furent les classes paysannes elles-mêmes qui s'efforcèrent d'améliorer leur sort et voilà qui est fort important. Grâce à ces associations, les paysans prirent très vite l'habitude de travailler ensemble pour résoudre, en commun, les difficultés qu'il rencontraient. Bien qu'il ne puisse encore être question ici de coopération ni même de groupement syndical pour une défense d'intérêts, bien que les sociétés ne se proposassent que la recherche du progrès technique, il n'en reste pas moins que, de par leur genre d'activité, elles favorisèrent l'apparition des coopératives.

Ces sociétés ont subsisté et existent encore actuellement aux côtés des sociétés coopératives. S'occupant d'étudier tout ce qui touche aux intérêts techniques, scientifiques et éducatifs de l'agriculture, elles abandonnent aux coopératives tout ce qui est « affaires » proprement dites. Elles groupent environ 101.000 membres dans 134 sociétés, ce qui représente approximativement 90 % des fermiers danois.

Des sociétés agricoles (Husmandsforeninger) groupant les petits exploitants (Husmænd) se fondèrent lorsque ceux-ci apparurent. Ce fut surtout au début de ce siècle que le mouvement prit de l'ampleur : 1219 sociétés groupant 84.455 membres en 1928. Mais leur tendance syndi-

cale ne permet pas, à notre avis, de les assimiler tout à fait aux sociétés agricoles désintéressées que sont les « Landboforeninger ».

Section II. — Les Associations de crédit. (Kreditforeninger)

A côté de cette tendance croissante à l'union des efforts dans le domaine technique, l'intensification des cultures ainsi que le besoin grandissant de capital disponible qui en découlait, amena, dans le domaine purement économique, une nouvelle forme d'organisation du crédit très importante par ses conséquences. Cette nouvelle forme fut celle des « Kreditforeninger » ou associations de crédit.

De nombreuses tentatives pour fonder des organisations de crédit pouvant profiter à l'agriculture avaient déjà été faites : Caisse de crédit de 1786 au moment des réformes agraires de cette époque, caisse de crédit pour propriétaires fonciers des îles Seeland et Møen au moment de la crise agricole de 1820. Mais il fallut attendre 1839, pour qu'un jeune économiste, A. F. Bergsøe, publiât son « Projet motivé d'une association de crédit pour propriétaires fonciers du Danemark » (Motiveret Udkastil en Kreditforening for danske Grundejere), où il exposait les principes fondamentaux qui devaient déterminer plus tard la forme définitive que prirent ces associations. Ce projet s'inspirait des cinq anciennes associations agraires (Die fünf alten Landschaften) qui, imaginées par le commerçant berlinois Büding, avaient été fondées en Prusse en 1769 par ordre du roi Frédéric II. Ces associa-

tions agraires comprenaient des propriétaires fonciers qui empruntaient en échange d'obligations hypothécaires négociables, émises par eux et garanties par une caution solidaire de tous les membres. Bergsøe ne voulait pas donner aux associations danoises le caractère d'institution d'Etat qu'avaient les associations prussiennes. Il tenait à ce qu'elles émanassent de l'initiative privée, tout en admettant quand même un certain contrôle gouvernemental.

Ce projet attira l'attention de tous les agriculteurs et aux deux premiers congrès agricoles de Randers (Jutland) en 1845 et d'Odense (Fionie) en 1846, sa discussion fut à l'ordre du jour. On ne put cependant réussir à fonder une association à cause de la résistance qu'opposaient les idées monarchistes absolutistes, condamnant l'esprit trop indépendant et trop épris d'initiative personnelle, pour l'époque, dont le projet s'inspirait. Ce fut en 1850 seulement qu'une loi du Parlement vint officiellement instituer les associations de crédit.

Dans leurs grandes lignes ces associations étaient, et sont encore, des unions de propriétaires fonciers emprunteurs, qui, par l'intermédiaire de leur association et en vertu de leur responsabilité solidaire vis-à-vis des emprunts obtiennent ceux-ci en émettant des obligations hypothécaires sur leurs biens, timbrées comme toute autre obligation.

L'association reprend ces obligations et émet à leur place des obligations de caisse négociables au porteur et dispensées du timbre cette fois. L'emprunteur obtient ensuite la somme dont il a besoin en vendant son obliga-

tion de caisse, à une banque par exemple, parfois même l'association s'en charge.

Les avantages obtenus par la loi de 1850 et qui d'ailleurs la motivent, car sans cela on aurait aussi bien pu fonder des associations privées et les faire fonctionner suivant leurs statuts particuliers, sont l'exemption du timbre et la forme au porteur des titres. Le premier de ces avantages représente une économie considérable pour les associés, comme il est facile de le deviner. Quant à la forme au porteur, elle facilite grandement la circulation des titres, au point que l'on craignit, au moment de la fondation des associations que ces titres n'en vinsent à remplacer la monnaie !

Si, malgré les allures toutes coopératives de ces associations, on a l'habitude de ne pas les considérer comme ayant fait partie du mouvement coopératif, c'est parce que, d'une part leur fondation est bien plus le résultat de l'implantation au Danemark d'une institution étrangère, qu'une création purement nationale consécutive aux faits exposés précédemment, et, d'autre part, à cause de ce caractère d'institutions d'Etat que ces associations ont pris. En effet, leur création est due à la loi de 1850 et plus tard à la loi de 1861 stipulant qu'aucune association de crédit nouvelle ne serait admise à fonctionner autrement qu'avec, dans chaque cas particulier, l'autorisation d'une loi. Cette mesure distingue complètement les « Kreditforeninger » des autres coopératives, celles-ci ayant toujours été autorisées à se fonder et à fonctionner à leur guise sans que jamais l'Etat intervienne en quoi que se soit, ce qui est justement l'une des carac-

téristiques les plus marquantes du mouvement coopératif agricole du Danemark.

Il existe actuellement 13 associations de crédit groupant 402.000 membres.

Section III. — Les Coopératives de consommation.

(Brugsforeningerne)

Originaires de Rochedale (Angleterre) où les vingt-huit Pionniers célèbres tentaient, en 1844, « la seule expérience économique qui ait jamais réussi », les coopératives de consommation devaient peu à peu faire la conquête du monde.

Elles apparurent au Danemark pour la première fois en 1866 à Thisted, ville située dans le nord-ouest du Jutland, où cette forme d'organisation économique fut, pourrait-on presque dire, directement « importée » d'Angleterre. Le pasteur de cette ville, Christian Sonne, en étudiant les conditions de vie des membres de sa paroisse, composée surtout d'ouvriers de port, acquit la conviction très nette que si l'on pouvait améliorer le sort matériel de ces pauvres gens, on aurait grand'chance de leur rendre l'âme meilleure, car, disait-il, « c'est un fait bien navrant à constater que le besoin matériel a une influence néfaste sur la vie spirituelle d'un être ». En conséquence, il décida de tenter quelque chose pour remédier à l'état de misère dans lequel vivaient nombre de ses fidèles. C'est ainsi qu'il fut amené à penser aux coopératives

de consommation anglaise. Il les étudia et enseigna leur fonctionnement à ceux dont il avait charge d'âme et le 1^{er} mai 1866, il fonda la première coopérative de consommation du Danemark sous le nom d'Union ouvrière de la ville de Thisted, groupant 83 membres.

Le mouvement, commencé dans cette ville, eut beaucoup de peine à se propager dans le reste du pays, malgré l'inlassable activité de Sonne. Il fallut au début vaincre la résistance des uns, l'animosité des autres, l'indifférence de beaucoup et l'ignorance presque générale de ce qu'était une coopérative. Ce ne fut qu'avec la fondation de la première laiterie coopérative — et ceci est significatif de l'indépendance du mouvement coopératif agricole — que, brusquement d'ailleurs, au cours de la décade 1880-90, le mouvement prit de l'ampleur. C'est ici que se place l'énergique action de Severin Jørgensen (1842-1926), cet autre apôtre de la coopération danoise. A partir de ce moment ce fut surtout dans les campagnes que les coopératives de consommation eurent le plus de succès.

	<i>Copenhague</i>	<i>Villes de province</i>	<i>Campagne</i>	<i>Total</i>
1870.....	»	3	18	21
1880.....	»	5	119	124
1890.....	»	8	395	403
1900.....	»	15	827	842
1910.....	9	52	1.316	1.377
1914.....	17	75	1.470	1.562

Il y a actuellement près de 1.800 coopératives comprenant 310.000 membres. Elles se sont associées, en 1896,

en une Fédération des coopératives de consommation du Danemark (Fællesforeningen for Danmarks Brugsforeninger), dont Séverin Jørgensen fut président de 1896 à 1913.

On voit sur le tableau précédent que ce n'est que tardivement que les villes, et plus particulièrement la capitale, ont été gagnées par le mouvement. Pour cette raison on a souvent confondu ce mouvement avec celui qui fait, plus particulièrement, l'objet de cette étude, à savoir le mouvement coopératif agricole proprement dit. On a prétendu que le développement des coopératives de consommation dans les campagnes est un fait qui les classe dans le mouvement coopératif de l'agriculture. Cette affirmation est, à notre sens, erronée. Il ne faut pas, en effet, confondre ce qui est l'expression d'un mouvement mondial : l'expansion jusqu'au Danemark des coopératives de consommation du type Rochedalien, avec ce qui constitue un phénomène étroitement national : la formation des coopératives agricoles danoises. Le fait que les coopératives de consommation aient eu plus de succès à la campagne nous semble naturel, dans un pays où la population rurale est, et a surtout été, plus considérable que la population urbaine — l'augmentation récente du nombre des coopératives de consommation urbaines allant de pair avec l'accroissement d'importance des villes, nous semble venir confirmer cette théorie — et également dans un pays où le paysan, plus peut-être que n'importe quel autre paysan, a le sens de la solidarité et la volonté de coopérer avec ses semblables. Il nous paraît pourtant incontestable que la coopérative du pasteur Sonne a influé sur la formation des premières

coopératives agricoles, par la connaissance qu'avait leur fondateur d'un mouvement coopératif étranger.

Mais son rôle, croyons-nous, s'arrête là, et comme nous l'avons déjà dit, la formation des coopératives agricoles du Danemark est un phénomène national qui ne peut pas être considéré comme faisant suite à l'apparition dans le pays d'associations, même coopératives, ayant leur origine à l'étranger.

CHAPITRE II

LA NAISSANCE DU MOUVEMENT.

LES COOPERATIVES DE PRODUCTION

C'est aux environs de 1880 que l'on situe l'apparition de la coopération dans l'agriculture du Danemark, simultanément avec les premières manifestations d'un changement survenu dans la production. Les premières coopératives virent le jour dans le domaine de la production destinée à l'exportation, domaine étroitement solidaire du marché extérieur. Puis, avec le développement de la nouvelle production, c'est conjointement et en fonction de celle-ci que le mouvement s'intensifia.

On peut voir là, le trait caractéristique du mouvement coopératif agricole danois. Il n'y a point eu ici d'implantation d'un système nouveau, mais au contraire, graduellement et tout naturellement à mesure que les besoins nouveaux se sont fait sentir, la nouvelle forme d'organisation s'est propagée. Et cela, au point qu'aujourd'hui, l'agriculture danoise constitue un véritable réseau complexe de coopératives, dépendant toutes l'une de l'autre, d'où il est impossible d'isoler l'une, sous prétexte de l'étudier, sans risquer, par là, de ne la plus comprendre.

Nous allons voir comment, d'elle-même, en absence de tout plan préconçu, cette vaste refonte s'est opérée.

Section I. — Les laiteries coopératives et l'industrie du beurre.

§ 1. *Les laiteries.*

a) *La laiterie avant la coopération.* — Ce furent les propriétaires de grandes fermes qui, les premiers, s'intéressèrent à la laiterie, aux environs de 1830-1840. Comme nous l'avons dit plus haut, ces grands propriétaires s'étaient très tôt rendu compte de la nécessité d'augmenter la fertilité du sol, s'ils voulaient que la culture du blé leur fût profitable. Ils avaient fait usage dans ce but d'engrais animaux et en conséquence avaient considérablement augmenté le nombre de têtes de bétail de leurs troupeaux.

Ce ne fut qu'incidemment, par la suite, qu'ils commencèrent à exploiter les produits laitiers et qu'ils tentèrent de donner à cette nouvelle industrie un rendement avantageux. Dans ce but, ils firent appel à des spécialistes étrangers, du Holsten surtout, qui leur apprirent les nouvelles méthodes de travail. Mais cette activité restait strictement limitée aux domaines des grands propriétaires et peut être considérée comme une activité superflue que ceux-ci, vu leur position, pouvaient se permettre. Par contre jusqu'en 1850, les fermiers moyens ne possédèrent que quelques vaches, destinées uniquement à fournir du fumier et à être vendues l'hiver, à la boucherie. Ils ne s'intéressaient à la laiterie qu'en tant qu'elle leur donnait le lait, le beurre et le fromage exclusivement destinés à leur propre consommation. Ces produits laitiers étaient d'ailleurs de qualité tout à fait médiocre.

La production du beurre chez les grands propriétaires fonciers alla en augmentant, au point qu'au milieu du siècle dernier, ils commencèrent à en exporter. Ils en vendaient principalement en Norvège, et sur les marchés de Kiel et de Hambourg, d'où le produit était expédié en Angleterre pour y être vendu sous la dénomination de « beurre de Kiel ».

Les guerres de 1848 et de 1864 donnèrent au Danemark le goût de traiter directement avec l'Angleterre. Grâce à la création du port d'Esbjerg en 1865, des services réguliers commencèrent à sillonner la mer du Nord, facilitant considérablement les rapports commerciaux entre les deux pays. Le paysan danois ne fut pas long à découvrir que, pour que son beurre se vendit, il fallait qu'il fût livré en grande quantité et qu'il fut d'une qualité uniforme. Les acheteurs anglais, en effet, se trouvaient dans l'impossibilité d'examiner une quantité de petits envois et de choisir, parmi ces derniers, ceux qui leur semblaient les meilleurs. Non seulement ils insistaient sur l'envoi de grandes quantités de beurre à la fois, mais encore payaient-ils plus cher quand l'envoi était important. Ainsi, seuls les grands fermiers étaient en mesure d'obtenir ces prix avantageux et de pouvoir satisfaire aux conditions d'uniformité et de quantité du marché extérieur. En 1882, le prix annuel moyen du beurre originaire des petites fermes était de 25 % moins élevé que celui des grands domaines. Ces derniers produits seuls obtenaient donc un rendement avantageux.

Les petits producteurs essayèrent alors de s'organiser pour lutter contre cet état de choses. Leur première tentative dans ce sens fut la création d'« Associations pour l'emballage du beurre ». Chaque fermier fabriquait son

beurre chez lui et l'envoyait ensuite à un établissement central où l'on emballait le beurre destiné à l'exportation. Celui-ci était fait de tous les envois dûment contrôlés et choisis, puis mélangés dans le but de donner un cachet standardisé au produit définitif. Par ce moyen, bien des petits fermiers, possesseurs de quelques vaches seulement, arrivaient à produire un beurre d'exportation. Mais ce procédé ne permettait pas d'atteindre la mesure complète d'utilisation du lait et du beurre; la centralisation des beurres, le traitement utilisé pour leur donner une qualité uniforme, entraînaient par ailleurs nécessairement une dépense qui, en fin de compte, ne se trouvait pas couverte dans le prix de vente; enfin le beurre ainsi exporté n'était pas un produit de première qualité. Aussi ce système ne réussit-il pas.

Ce ne fut qu'avec l'invention de l'écrémeuse centrifuge, celle du Danois L. C. Nielsen en 1878 et celle du Suédois de Laval, un peu plus tard, que l'on parvint enfin à trouver un système susceptible de résoudre le problème.

L'écrémeuse devait tout d'abord transformer la technique de l'industrie laitière. Mais au point de vue de l'organisation cette invention avait également une grande valeur. Jusqu'alors, en effet, l'on s'était heurté à d'énormes difficultés pour essayer d'obtenir du lait provenant de producteurs éloignés et ayant, de ce fait, subi un long transport, un maximum de rendement. Grâce au nouvel appareil on put, dorénavant, centraliser localement les opérations relatives au travail du lait. C'est cette possibilité, d'une importance capitale, qui est à l'origine de toutes les associations laitières fondées par la suite.

Voici schématiquement celles qui durent leur existence à l'écrémeuse centrifuge :

1° Les laiteries des grandes fermes, produisant pour leur propre compte et dont le développement fut considérablement stimulé par l'invention nouvelle ;

2° Les laiteries des grandes fermes achetant du lait dans les environs ; les laiteries de fermes moyennes achetant également leur lait dans les environs ;

3° Les laiteries « collectives » (Fællesmejerier) ainsi appelées parce qu'un seul homme, dans un local loué ou construit par lui, s'y livre à la production laitière en achetant son lait à un même groupe de producteurs ;

4° Les sociétés laitières par actions, constituées par un groupement de personnes dans le but d'acheter et d'exploiter le lait d'un ensemble de producteurs ; enfin,

5° La sorte d'association qui devait triompher de toutes les autres précédemment citées parce que, sans porter préjudice aux petits producteurs en leur prenant leur lait pour le travailler en commun, elle fournissait, par ce procédé, un rendement véritablement industriel : la laiterie coopérative.

b) *Les laiteries coopératives.* — A part deux tentatives pour organiser coopérativement une laiterie à Kaslund (Fionie) en 1875 et à Burgaard (Slesvig) en mai 1882, c'est à la laiterie coopérative de Hjedding (Jutland), fondée le 10 juin 1882, que l'on a l'habitude de faire remonter l'origine des coopératives laitières, et cela pour deux raisons : d'abord parce que dans le « contrat des intéressés », comme s'appelaient les statuts de cette société, était exprimé clairement, pour la première fois, le principe coopératif ; ensuite

parce que toutes les laiteries coopératives fondées par la suite prirent exemple sur cette laiterie coopérative tant pour leur organisation statutaire que pour leur fonctionnement pratique. Bref, elle fit école et il y a là une raison toute naturelle pour la considérer comme la première des laiteries coopératives.

Pour avoir un aperçu de l'esprit qui animait le paysan de cette époque et qui devait l'amener à s'organiser presque exclusivement suivant le mode coopératif par la suite, il est intéressant de connaître la façon dont cette première laiterie coopérative se constitua.

Au cours de l'hiver 1881-1882, un jeune voyageur descendait à l'auberge d'Olgod (situé à environ 35 km. au nord d'Esbjerg). Il fit savoir aux paysans des environs que tous ceux qui s'intéressaient à la fabrication du beurre de bonne qualité étaient invités à se rendre à l'auberge à une date qui serait fixée ultérieurement, où il leur montrerait comment il fallait procéder. La réunion eut lieu et, tout en faisant sa démonstration, le jeune homme en question se mit à parler de l'avantage qu'il y aurait à engager en commun un spécialiste, capable d'enseigner dans les foyers comment il fallait procéder pour obtenir du beurre de première qualité et, d'autre part, comment recevoir à un endroit central, une fois le beurre fait, les envois des différents membres de l'association. Les envois devraient ensuite être pesés, classés, mélangés automatiquement et le produit obtenu, ayant alors toutes les qualités propres aux denrées de grande marque, serait ensuite vendu.

Ces paroles eurent sur les esprits un grand retentissement et l'on ne tarda pas à organiser une réunion dans

l'école du village voisin, Vestkjær, pour discuter la question. A cette réunion assistaient deux jeunes gens, Peder Kristensen et Stilling Andersen, sur lesquels on fondait de grands espoirs à cause de leur apprentissage dans de grandes laiteries du pays.

La séance ouverte, une discussion éclata presque aussitôt. Les fermiers de quelque importance, en effet, soutenaient que, vu la qualité infiniment supérieure de leur propre beurre, celui-ci ne devait, en aucun cas, être mélangé au beurre fabriqué par les petits producteurs. Peu à peu cependant une idée nouvelle germa : celle de recueillir dans l'établissement central non pas le beurre, mais *le lait* et les deux jeunes spécialistes cités appuyèrent énergiquement ce plan. Seulement pour recueillir le lait, pour le travailler ensuite, il fallait construire une laiterie et y mettre les machines nécessaires ; là de nouveau les difficultés surgirent, beaucoup de fermiers présents consentant à livrer leur lait, mais se refusant à participer en quoi que ce fut à l'édification coûteuse d'un bâtiment. C'est alors que, sans même se rendre un compte exact de l'importance de leurs décisions, ces paysans, réunis dans l'école du village de Vestkjær, arrivèrent au plan d'organisation réalisable qui devait prendre une extension si considérable par la suite : celui de la coopérative.

Le principe fondamental en était que chacun serait rémunéré suivant la quantité de lait qu'il fournirait. La majorité s'étant prononcée en faveur de ce plan, on calcula que si l'on arrivait à grouper un nombre de propriétaires possédant ensemble 400 vaches, on pourrait fonder l'association et construire une laiterie. On arriva à un total de

300 vaches. Comme il en manquait encore 100, et que les propriétaires hésitaient, Stilling Andersen, qui avait foi en la nouvelle organisation projetée, proposa de leur acheter leur lait à l'avance et ainsi de les faire inscrire comme membre à ses propres risques et périls.

Une nouvelle réunion eut lieu en mars chez le fermier V. Kristensen et l'on se mit d'accord sur les détails de réalisation pratique. Cette séance fut vraiment l'assemblée générale constituante de la première laiterie coopérative danoise. Stilling Andersen fut nommé directeur technique avec un salaire annuel de 500 couronnes et logement gratuit. On élut un comité directeur de cinq membres avec Kristensen comme président et on confia à un fermier présent à la réunion, N. H. Uhd, le soin de rédiger les statuts. Si grand était l'enthousiasme qui régnait à ce moment, que Uhd se mit immédiatement au travail avec Stilling Andersen et V. Kristensen et que vers 5 heures du matin il put soumettre ce document, devenu historique, aux signatures des intéressés. Le nombre d'adhérents fut d'ailleurs beaucoup plus considérable que l'on n'était en droit d'espérer.

La direction nouvellement élue s'occupa immédiatement et rapidement d'ériger le bâtiment de la laiterie et de se procurer les machines indispensables. A la fin du printemps 1882, ce travail étant achevé, la première véritable laiterie coopérative put ouvrir ses portes à Hjedding le 10 juin de la même année.

Chose curieuse, son succès fut immédiat. Le beurre produit atteignit des prix beaucoup plus élevés que ceux obtenus jusque-là. Et la satisfaction qu'en éprouvèrent les

coopérateurs ne tarda pas à être connue au dehors, de telle sorte, qu'au bout de très peu de temps, quantité de visiteurs affluèrent à Hjedding pour voir comment fonctionnait la nouvelle organisation.

Bientôt d'autres coopératives se fondèrent de par le pays. Suivant le mot de Niels Pedersen, directeur de l'école d'agriculture de Ladelund, l'un de ceux qui contribuèrent le plus à propager le mouvement : « Elles sont venues de la mer du Nord comme une vague qui ne se laissera arrêter qu'après avoir submergé le pays entier. »

A. Accroissement du nombre des coopératives laitières (1885-1926)

	<i>Jutland</i>	<i>Iles</i>	<i>Pays entier</i>
Jusqu'en 1885	57	27	84
1885-1890.....	273	322	595
1891-1895.....	84	69	153
1896-1900.....	75	35	110
Total 1900	489	453	942
1901-1914.....	171	38	209
Non comptées jusqu'en 1914.....	14	3	17
1914-1926.....	65	2	67
Total 1926	739	496	1.235
Sans le Slesvig 1926	127	»	127
Total 1926	866	496	1.362

B. Adhésion aux laiteries coopératives (1909-1923).

	% des troupeaux		% des vaches	
	1909	1923	1909	1923
Seeland	82,3	83	78,5	76,4
Bornholm.....	93,8	97,4	98,4	99,4
Fionie	91,2	94,7	87,4	88,6
Lolland-Falster	87,3	90,1	77,6	75,2
Iles	86,1	88,2	81,6	80,6
Jutland-Est.....	89,2	90,3	88,9	89,8
Jutland-Nord	77,3	86,1	76,4	85,1
Jutland-Ouest	90,4	95,4	92,5	95,3
Jutland	85,8	90,9	86,3	90,3
Total	86	85,6	84,2	86,1

Il est intéressant de noter que ce développement ne se fit pas aux dépens des entreprises privées. Celles-ci continuèrent à se fonder, bien qu'avec moins d'intensité que leurs rivales.

Accroissement du nombre de laiteries privées (1909-1926).

	<i>Jutland</i>	<i>Iles</i>	<i>Paysentier</i>
Jusqu'en 1885	5	15	20
1886-1890.....	8	14	22
1890-1895.....	4	3	7
1896-1900.....	17	10	27
Total 1900	34	42	76
1901-1914.....	67	31	98
Non comptées 1914	10	12	22
1914-1926.....	9	79	88
Total 1926 sans le Slesvig .	120	164	284
Slesvig 1926.....	19	»	19
Total 1926	139	164	303

C'est-à-dire que, des 1.665 laiteries fondées en 1926, 82 % étaient coopératives et 18 % privées.

Ce fait ne peut s'expliquer que par les avantages que procure la laiterie coopérative au petit exploitant — possibilités de monter, avec son maigre capital, une laiterie à grand rendement, solution du problème du petit lait¹ conduite des affaires par les intéressés eux-mêmes, sans pour cela opposer d'obstacle à la fondation de laiteries privées par ceux qui en ont les moyens.

Le tableau ci-dessous illustre ce point de vue.

Participation aux laiteries coopératives
d'après la superficie des propriétés (1923).

Superficie	Partie des laiteries coopératives	
	Troupeaux %	Vaches %
0,55- 1,7 ha	83,5	83,1
1,7 - 3,3 »	88,6	89,3
3,3 - 5 »	89,9	90,4
5 - 10 »	89,3	89,7
10 - 15 »	91	91,6
15 - 30 »	91,2	91,1
30 - 60 »	90,2	89,5
60 -120 »	82,4	80,8
120 -240 »	60	48,9
240 h. et au-dessus	33,3	29,9

Comme on le peut voir, ce sont les petites et les moyennes propriétés qui fournissent le plus fort contingent.

c) *Organisation et fonctionnement.* — Les statuts d'une laiterie coopérative prévoient l'association locale d'un certain nombre de fermiers qui s'engagent, pour une période allant de dix à quinze ans, à livrer tout leur lait, à

1. Voir plus loin, p. 57 et p. 70.

l'exception de la quantité dont ils ont eux-mêmes besoin pour leur consommation personnelle, à une laiterie commune, où ce lait sera traité en vue de la production, principalement du beurre. Les statuts précisent que le lait doit être frais, pur et non falsifié, et parfois aussi comment il doit être traité avant la livraison. Le lait est recueilli, le matin, par un voiturier au service de la laiterie et transporté jusqu'à cet établissement où chaque envoi est minutieusement contrôlé. Les opérations sur le lait une fois terminées, le voiturier s'en va rendre aux fermiers le petit lait qui constitue pour leurs porcs un aliment précieux. A la livraison de leur lait, les sociétaires reçoivent un paiement provisoire calculé suivant la méthode en vigueur dans 97 % des laiteries, c'est-à-dire d'après la teneur du lait en matières grasses¹. C'est en effet de cette teneur que dépend la valeur du produit destiné à la fabrication du beurre. En général, ce paiement s'effectue mensuellement.

Les fermiers ne perçoivent qu'à la fin de l'année la somme définitive à laquelle ils ont droit, au moment où, tous les frais d'exploitation ayant été couverts, l'excédent du prix de vente sur le prix de revient est distribué entre eux en proportion de leurs apports en lait dans l'année.

Le contrat liant les coopérateurs est très rarement établi pour une période excédant dix à quinze ans. Au bout de ce temps et sous aucun prétexte auparavant, sauf quelques cas prévus (changement de propriétaire, affermage, etc...) ils peuvent se considérer comme déliés de leurs engagements, et l'activité de la laiterie est virtuellement terminée. Ce qui se passe généralement alors, c'est

1. Il existe un appareil pour cette mesure : l'appareil Fjord.

d'abord l'établissement du bilan de l'exploitation. Ce qui est en surplus, s'il y a excédent de recettes sur les dépenses, est distribué aux associés; s'il y a déficit, ce dernier est supporté également par tous. Puis on procède exactement comme à la fondation d'une coopérative.

Les sociétaires qui désirent continuer s'engagent pour une nouvelle période.

L'acquisition du capital nécessaire au fonctionnement de ces coopératives est un point très important de leur organisation. Le même système est employé pour toutes les coopératives danoises et peut être considéré comme un trait caractéristique de celles-ci.

A l'encontre de ce qui se passe dans les autres pays où le capital est généralement constitué par l'ensemble des parts respectivement versées par les sociétaires, au Danemark il est emprunté à un établissement de crédit. Cet emprunt est garanti envers les tiers par une caution solidaire de tous les membres de la coopérative, portant sur l'ensemble de leurs biens, mais intérieurement la responsabilité effective de chacun est proportionnelle à la quantité de lait qu'il fournit.

L'autorité suprême de ces organisations appartient à une assemblée générale tenue par les associés et qui a lieu régulièrement une fois par an au moins. On y décide par vote des questions importantes pour la bonne marche de l'entreprise. L'assemblée élit le comité directeur qui est constitué par un nombre impair de membres. Ce comité détient l'autorité, dirige la laiterie conformément aux statuts et aux décisions de l'assemblée générale. Le comité, à son tour, élit dans son sein, un président qui fait aussi

généralement office de comptable, un vice-président et un trésorier.

A côté de ces organes administratifs, il y a, pour l'organisation purement matérielle de la laiterie, un directeur technique spécialisé, touchant des appointements fixes. L'influence de celui-ci est naturellement grande et le fut certainement davantage aux premiers jours des coopératives.

d) *Les fédérations laitières.* — Les laiteries sont groupées en vingt-trois sociétés locales. C'est le président du comité directeur, ainsi que le directeur technique qui sont les représentants de la laiterie auprès de ces sociétés. Celles-ci sont à leur tour groupées en trois grandes fédérations provinciales : celles de Jutland, de Seeland-Lolland-Falster-Bornholm et de Fionie, qui, elles aussi, se sont réunies pour former la Fédération nationale des laiteries danoises (De Danske Mejeri-Foreninger).

La Fédération s'occupe de toutes les questions relatives à l'industrie laitière en général. Elle est dirigée par un comité de sept membres, trois de ceux-ci sont les présidents des organismes provinciaux et les quatre autres sont élus par une délégation de représentants (Repræsentantskabet) pour une période de deux ans. Les représentants sont élus par les sociétés laitières locales au sein des fédérations de provinces à raison d'un représentant par vingt laiteries, membres de ces fédérations.

Les directeurs techniques se sont groupés pour former l'Union danoise des directeurs techniques de laiterie (Dansk Mejeristforening). Cette société, qui comprend actuellement environ 2.180 membres, a pour but de mettre les directeurs de laiterie au courant des

dernières découvertes scientifiques et des plus récents perfectionnements mécaniques concernant la laiterie. Elle doit aussi contribuer à augmenter la valeur technique des personnes travaillant dans l'industrie laitière ainsi qu'à renforcer leur coopération. Elle s'est occupée de fixer un salaire minimum pour les directeurs et a en outre pris une part active dans l'organisation d'expositions de beurre. Elle publie un périodique de la laiterie : le *Mælkeritidende*.

§ 2. Le beurre.

a) *Production*. — De toutes les activités des laiteries coopératives, la plus importante est sans conteste la production du beurre.

Usage fait du lait dans les coopératives laitières.

	LAIT			PETIT-LAIT		
	Vente locale %	Fabrication de fromage %	Fabrication de beurre %	Renv. i au producteur % (1)	Vente locale %	Fabrication de fromage %
1913	0,5	0,5	99	93,5	2,2	2,3
1914	0,5	0,3	99,2	95,2	2,3	4,4
1918	3,9	1	95,1	84,6	6,9	8,5
1919	3,5	1,7	94,8	81,8	7,5	10,7
1920	3,1	2	94,9	87,1	4,1	8,8
1921	2,6	2,4	95	86,5	3,8	9,7

1. Pour éviter tout danger de tuberculose, la loi danoise exige que le petit-lait soit pasteurisé avant d'être renvoyé au producteur.

Si le beurre danois a, sur le marché mondial, un succès aussi retentissant cela est incontestablement dû au fait qu'il a justement rempli les trois conditions de réussite

imposées par ce marché lui-même : qualité supérieure, uniformité du produit, production et livraison constantes au cours de l'année.

Or, ce sont les producteurs eux-mêmes qui, par l'intermédiaire de leurs associations coopératives, en prenant l'affaire en mains, réussirent à satisfaire à ces exigences. Telle est, ainsi que nous l'avons déjà dit, la grande œuvre des coopératives : elles ont mené à bien cet effort d'adaptation.

Une des initiatives qui ont le plus contribué à améliorer et à uniformiser la qualité du beurre est l'organisation des expositions de beurre. Au début de la décade 1890-1900, l'Union danoise des directeurs techniques de laiterie avait, en collaboration avec les sociétés laitières locales, déjà mis sur pied des expositions, dites : expositions de baquets de beurre (*Bötteudstillingen*). Leur but était de développer les connaissances techniques des directeurs de laiterie, mais assez naturellement il en résulta une amélioration quant à la qualité des produits exposés.

Puis ce furent, à la fin de la même décade, les expositions laitières provinciales (*Provinsielle Mejeriudstillingen*) organisées par les fédérations de provinces, l'Union danoise des directeurs techniques et la Société agricole locale. Ces expositions avaient et ont toujours lieu, une fois l'an et, vu l'importance de la région qu'elles intéressent — une province entière —, ont eu une grande influence sur la standardisation de la production.

Enfin, les services d'appréciation du beurre du Laboratoire expérimental agricole de Copenhague, dus à l'initiative personnelle du professeur N. Fjord en 1888 et devenus

en 1912 services officiels, ont tout particulièrement contribué à faire du beurre danois le produit de choix qu'il est aujourd'hui. Des échantillons de beurre provenant d'environ 130 laiteries sont, chaque semaine, soumis au contrôle du laboratoire au point de vue de leur qualité et de leur teneur en eau. Le jury se compose de producteurs et de marchands de beurre, ainsi que de techniciens de la laiterie.

Le beurre est apprécié le jour même où normalement il aurait été servi à la table du consommateur anglais. Une fiche est établie pour chaque échantillon et envoyée à chaque laiterie. Les défauts sont signalés et des remèdes appropriés sont suggérés.

Depuis 1912, ces contrôles sont obligatoires pour toute laiterie qui désire pouvoir porter sur ses produits la marque « Lur », marque nationale qui garantit l'origine et la qualité du produit et qui représente deux paires d'anciens cors danois de l'âge du bronze (fig. 3).



Fig. 3

La marque nationale des « Lur » (marque des cors)
apposée à chaque baril de beurre danois.

Là encore, ce furent les producteurs, les petits producteurs individuels de coopératives, dont le fermier Anders Nielsen, de Svejstrup Ostergaard, fut un des plus actifs, qui fondèrent en 1900 une association : l'Association des laiteries danoises pour la marque du beurre (Danske Mejeriers Smørmærkeforening) voulant par là donner un cachet d'authenticité au produit danois et lutter contre

certaines contrefaçons dont se plaignaient les acheteurs anglais et qui devenaient de plus en plus fréquentes.

L'idée fut reprise avec enthousiasme par la majorité des laiteries et, en 1906, au moment où le Gouvernement jugea utile de consacrer l'usage de la marque des « Lur » par une loi, il n'y avait que 15 coopératives ne faisant pas partie de l'association. Cette loi fut amendée en 1911. Depuis, l'emploi de la marque « Lur » est soumis à de rigoureuses conditions dont les deux principales sont : pasteurisation obligatoire du lait ou de la crème utilisés et limitation à 16 % de la teneur en eau du beurre.

Seul le beurre marqué des « Lur » peut être exporté.

A n'importe quel moment, le producteur peut recevoir par lettre ou télégraphiquement l'ordre d'envoyer immédiatement un échantillon du beurre fabriqué dans la journée au Laboratoire expérimental agricole de Copenhague et il ne peut s'y dérober. Au cas où l'échantillon ne donne pas satisfaction, la laiterie en faute se voit retirer le droit de se servir des « Lur » et ses produits, tant qu'ils ne se sont pas améliorés, restent destinés à la consommation intérieure.

Toute laiterie, ayant l'autorisation de faire usage de la marque nationale, a un numéro qui lui est attribué en même temps que l'autorisation. Le barillet de 112 livres, dans lequel le beurre danois est exporté, doit obligatoirement porter ce numéro sur deux morceaux de papier de soie placés à même le beurre, aux deux bouts. Au cas où le beurre n'est pas satisfaisant, on peut ainsi retrouver le responsable.

Le producteur danois s'aperçut très rapidement des avantages considérables qu'il y aurait à produire et à livrer

ses produits sur le marché anglais d'une façon ininterrompue tout le long de l'année.

L'établissement de cette possibilité fut l'un des facteurs les plus importants de son succès. La Nouvelle-Zélande, l'Australie, gros fournisseurs de beurre de la Grande-Bretagne, ne peuvent en livrer que l'hiver. Durant l'été le détaillant britannique se voit contraint de recourir au produit danois et ce changement de fournisseur lui occasionne suffisamment d'ennuis pour qu'il préfère s'approvisionner pendant toute l'année au Danemark. La figure 4 montre la régularité de la production danoise par rapport à celle de la Nouvelle-Zélande.

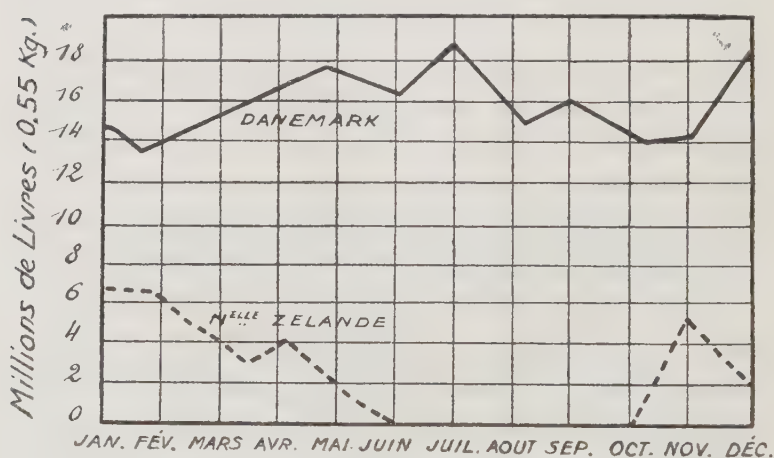


Fig. 4. — Importations comparées de beurre du Danemark et de la Nouvelle-Zélande en Angleterre (1913).

C'est grâce à l'usage, maintenant très répandu, de nourrir les bêtes l'hiver avec des stocks de betteraves que l'on est parvenu à ce résultat.

D'après tout ce qui précède, on voit quelles parts ont prises l'initiative et l'énergie personnelles du producteur danois dans l'essor de l'industrie laitière et beurrière du Danemark. L'Etat n'est intervenu que pour consacrer ce qui était déjà institué. Ceci est vrai pour l'ensemble des coopératives et c'est d'ailleurs pour cette raison qu'elles ont acquis une telle influence et qu'elles se sont vu attribuer une aussi grande importance.

Ce fait fut particulièrement éclatant au cours de la guerre 1914-1918. La réglementation de l'exportation des produits danois auprès des puissances belligérantes fut confiée à un Comité d'exportation (Eksportudvalg) qui, recruté en grande partie au sein des sociétés coopératives, travaillait en liaison étroite avec celles-ci. Elles acquièrent par là une importance toute politique, étant bien souvent appelées à prendre, en ces heures d'angoisse, des décisions dont dépendait le sort du pays entier.

b) *Vente*. — Le but des premières coopératives laitières fut la production et non la vente du beurre. Les statuts des sociétés ne prévoyaient cette dernière opération que sous forme d'achat des produits par des revendeurs ou des exportateurs agissant pour leur compte personnel. Plusieurs années s'écoulèrent avant que, du fait d'un certain mécontentement manifesté à propos des prix que ceux-ci offraient, les producteurs n'en vinssent à se préoccuper aussi de cette opération importante. Les laitiers se plaignaient, en effet, qu'on leur achetât leur beurre à un prix inférieur au cours. Au début, le cours du beurre était tout à fait officieux. Ce ne fut qu'en 1878, que la Société des

marchands de gros de Copenhague désigna un comité pour le fixer, et de ce jour, le beurre fut officiellement coté en Bourse.

Or, comme ce cours ne correspondait pas seulement au prix du beurre sur le marché, mais était également à la base du paiement fait aux laiteries, il arrivait que les deux prix différaient sensiblement.

C'était de cette différence que les laiteries se plaignaient. Elle n'alla qu'en augmentant. En 1887 elle avait atteint de 6 à 7 öre¹ par livre, aussi fut-il décidé, en 1894, d'inclure cette différence dans la fixation du cours. On espérait obtenir, ainsi, une cote correspondant au véritable prix du beurre.

Cependant, la différence continuant à augmenter (le 1^{er} novembre 1894, elle atteignait de 13 à 15 öre par livre), les marchands de beurre ne purent plus en écouler au prix imposé et il en résulta une véritable crise.

C'est de là que sortirent les associations coopératives d'exportation du beurre. La fixation unilatérale par les commerçants du cours du beurre², la différence entre ce cours et les prix réellement payés, ainsi que la certitude que les prix de vente à l'exportation étaient supérieurs à ceux qu'on leur offrait, poussèrent les laiteries coopératives à prendre elles-mêmes l'affaire en mains et à se passer

1. 1 Ore = centième partie de la couronne.

2. Le cours du beurre est actuellement officiellement fixé par un comité qui se réunit le jeudi de chaque semaine à 14 heures. Ce comité se compose de représentants de la laiterie et du commerce privé. Ceux-ci s'entendent ou arrivent à un compromis pour fixer un prix valable jusqu'à la semaine suivante et qui est la cote officielle. Cette cote se base sur les prix obtenus par le beurre danois sur le marché extérieur.

d'intermédiaire. Dès 1895, elles fondaient les premières associations coopératives d'exportation de beurre.

Celles-ci sont constituées par un ensemble de laiterie qui s'engagent à livrer à l'association pendant un an la totalité de leur production de beurre, sauf la quantité qu'elles consomment elles-mêmes. En donnant un préavis de six mois, elles peuvent se retirer au bout de ce temps. Le capital nécessaire à l'entreprise s'obtient par emprunt, tous les membres étant solidairement responsables envers les tiers pour tous les engagements financiers pris par l'association. La direction des affaires intérieures est assurée par l'assemblée générale où chaque laiterie envoie une délégation; l'assemblée des représentants est composée des délégués des coopératives à raison d'un membre par laiterie. Ce conseil élit le comité directeur, composé de cinq membres et qui dirige pratiquement la société. Il y a en outre un directeur commercial appointé.

Le beurre produit dans les laiteries locales est envoyé le lundi soir ou le mardi matin aux magasins de la société d'exportation. Il y est l'objet d'une appréciation d'après laquelle on attribue une prime au producteur ou bien on le frappe d'une amende. Le paiement provisoire, que l'on fait à l'intéressé au moment de la livraison, s'augmente de la prime ou se diminue de l'amende, suivant le cas. Le montant de ce paiement est basé sur le cours probable du beurre du jeudi suivant.

Le paiement définitif se fait en fin d'année sous forme d'un excédent qui est réparti, une fois payés tous les frais d'exploitation. Le beurre ne reste pas en magasin, il est immédiatement vendu, principalement à des grossistes

anglais qui achètent par télégramme chaque semaine et il est expédié par bateau f. o. b.¹.

Il existe onze coopératives d'exportation de beurre, dont la plus importante, l'Association coopérative d'exportation du beurre des laiteries danoises (Danske Mejeriers Andels-smørexportforening), ayant son siège à Copenhague, opère dans le pays entier. Pour la défense de leurs intérêts collectifs, ces coopératives ont formé la Fédération des associations coopératives d'exportation de beurre (De samvirkende danske Andelssmørexportforeninger).

A côté de ces sociétés coopératives d'exportation, il existe des exportateurs privés. Certaines maisons anglaises achètent aussi directement aux laiteries coopératives; une des plus importantes est la « Wholesale » (Fédération des coopératives de consommation) de Manchester. Il y a là un exemple de commerce coopératif international.

Environ 85 % de toute la production de beurre du Danemark sont exportés. A l'intérieur du pays, la margarine a remplacé le beurre sur la table du consommateur. La plus grande partie de cette exportation est destinée à la Grande-Bretagne comme le montre le tableau ci-dessous :

Répartition des exportations de beurre danois (1928).

	100 kg.
Grande-Bretagne	1.010.683
Allemagne	399.546
Suisse	44.755
France	3.142
Norvège	2.790
Total	1.460.916

1. f. o. b. signifie « free on board », c'est-à-dire que le produit est la propriété de l'acheteur au moment de l'embarcation et qu'il voyage aux risques de ce dernier.

	<i>Report.....</i>	1.460.916
Autriche		2.458
Etats-Unis		1.955
Belgique		577
Tchéco-Slovaquie.....		365
Autres pays		1.056
Total.....		1.467.327

Beurre en emballage hermétique :

Cuba	1.924
Reste de l'Amérique	4.028
Espagne	1.518
Reste de l'Europe.....	458
Total.....	10.086
Total général	1.477.413

Ce qui représente approximativement un tiers de l'exportation mondiale de beurre.

Section II. — Les abattoirs coopératifs et l'industrie du « bacon ».

§ 1. *Les abattoirs.*

a) *L'industrie porchère avant la coopération.* — Jusque vers 1750, l'élevage du porc en Danemark ne fut pratiqué que dans quelques fermes et les animaux n'étaient destinés qu'à la consommation personnelle de leurs propriétaires. Aux environs de cette date, les choses se modifièrent. La production commençait à changer d'objet. Stimulé par les progrès techniques considérables que réalisait alors l'agriculture du pays, le passage de la production des céréales à celle des produits animaux amena les paysans à entreprendre l'exploitation commerciale des porcs. Mais les choses ne prirent vraiment une tournure positive qu'avec

le développement de l'industrie laitière. En effet, ce ne fut qu'à partir de ce moment que l'on trouva, dans l'élevage du porc, l'utilisation de cet aliment précieux qu'est le petit lait. Pour cette raison d'ailleurs, on a l'habitude de considérer comme très intimement liées ces deux branches de l'agriculture danoise.

La rapidité avec laquelle alors, l'élevage du porc se développa est tout à fait remarquable. Le tableau ci-dessous, qui montre le nombre de porcs à différentes époques, en donne une idée

1837.....	235.000 porcs
1861.....	301.000 »
1871.....	442.000 .
1881.....	527.000 »
1893.....	829.000 »
1903.....	1.457.000 »
1914.....	2.497.000 »
1925.....	2.546.000 »
1928.....	3.360.000 »

L'histoire de l'industrie porchère du Danemark présente deux périodes bien distinctes : la première est caractérisée par l'exportation des porcs vivants, surtout vers le marché allemand. La seconde, qui débute aux environs de 1887, se distingue par la prédominance du marché anglais, l'exportation du « bacon » sur ce marché et l'apparition des premiers abattoirs coopératifs. A chacune de ces périodes correspond un porc d'une espèce différente, et dans chaque cas l'élevage de cet animal a eu pour but de produire la sorte demandée à ce moment sur le marché.

Vers l'Allemagne, le porc vivant qu'on exportait était celui de race indigène (Landrace) qui était gros, lourd, donnant beaucoup de graisse. Les Allemands admirent son importation libre jusqu'en 1879, date à laquelle ils frap-

pèrent tout animal vivant d'un droit de douane de 2 marks. Ce droit fut triplé en 1885 et porté à 6 marks par tête. En 1887, sous prétexte qu'il y avait une épidémie de peste au Danemark, l'importation des porcs vivants fut prohibée et cette prohibition fut maintenue jusqu'en 1890. Les Danois alors se tournèrent de plus en plus vers l'Angleterre.

En 1860 déjà, les abattoirs de Hambourg revendaient sur le marché anglais certains porcs moins gros et plus riches en lard. Cette sorte d'animal était même payée plus cher aux producteurs danois, ce qui encouragea ceux-ci à en augmenter l'élevage. Vers 1870-1880 des abattoirs privés se fondèrent au Danemark pour vendre directement à l'Angleterre sans passer par Hambourg. Ce furent ces abattoirs qui achetèrent des porcs anglais du Yorkshire, lesquels croisés avec la race danoise, donnèrent une espèce particulièrement bonne pour le lard ou « bacon ».

Ainsi, du fait de la fermeture du marché allemand, les producteurs danois s'adonnèrent-ils de plus en plus à l'élevage du porc croisé destiné à la fabrication de ce « bacon » anglais. Un certain flottement persistait pourtant, le marché britannique ne donnant pas encore un rendement tout à fait satisfaisant.

En 1890, les Allemands rétablirent l'importation libre, ce qui provoqua un regain d'activité dans l'exportation des porcs vivants. Mais en octobre 1895, une quarantaine fut imposée sous l'influence des producteurs du nord de l'Allemagne qui n'appréciaient pas beaucoup la concurrence danoise. Ils espéraient, par là, gêner leurs rivaux, mais ne réussissant pas, ils firent, en décembre 1895, rétablir la prohibition d'antan sous prétexte que quelques porcs

importés du Danemark souffraient d'une infection pulmonaire. Cette fois la prohibition s'étendait à la viande de porc fraîche ainsi qu'aux sous-produits de boucherie. Du coup c'en était fini du marché allemand. Les Danois se tournèrent définitivement vers l'Angleterre et leur production prit alors la forme que nous lui connaissons actuellement : celle du « bacon ».

Les statistiques suivantes permettent fort bien de se rendre compte de cette évolution.

A. Exportation des porcs vivants (moyenne annuelle).

1866-70	31.300 porcs
1871-75	126.000 »
1876-80	195.900 »
1881-85	287.200 »
1886-90	135.300 »
1891-95	135.700 »
1896-1900	74 »

B. Exportation de bacon (moyenne annuelle).

	Millions de kg.
1881-85.....	7,94
1886-90.....	23,98
1891-95.....	41,27
1896-1900.....	64,86
1901-05.....	76,39
1906-10.....	95,40
1911-15.....	130,30
1916-20.....	46,51
1921-25.....	151,53
1926	190,05
1927	256,26
1928	272,21

Ce fut grâce aux abattoirs coopératifs que l'on réussit à établir cette industrie sur une base solide. En effet, aux premiers jours des abattoirs, l'on s'aperçut bien vite de la part importante qu'avait l'éleveur dans le succès de l'en-

treprise. Un abattoir ne pouvait réussir si l'on ne lui fournissait pas le type de porcs destiné à donner du « bacon », tel que le marché anglais l'exigeait.

b) *Les abattoirs coopératifs.* — Aux environs de 1887, on pouvait voir, certains jours de la semaine, dans presque toutes les campagnes du Danemark, de longues files de voitures attendant, aux alentours d'une gare locale de chemin de fer, pour livrer leur chargement de porcs à un acheteur qui les exportait ensuite sur les marchés de Hambourg et d'autres villes. Ces porcs devaient d'abord être pesés sur la balance de la gare, opération qui revenait à environ 35 öre par tête.

Pour éviter une attente qui durait parfois la plus grande partie de la journée, on était généralement contraint, afin d'éviter la perte de temps, d'intervenir à l'aide de pourboires et d'autres rémunérations superflues. L'ensemble de ces vexations ne devait pas tarder à provoquer une réaction, et telle fut la cause incidente de la fondation des abattoirs coopératifs. A la fin de 1887, la Société agricole de Horsens (Jutland) dont P. Bojesen était le président, adressa au ministre de l'Intérieur une demande d'établissement d'un poids privé sur les dépendances de la gare. L'utilisation de ce poids par les fermiers leur permettrait l'économie appréciable de 35 öre. Quelques mois plus tard, la réponse du ministre arriva. Elle était négative. Mais avant même que celle-ci ne leur fût parvenue, les membres de la Société agricole de Horsens s'étaient réunis sur l'inspiration de Bojesen. Ce dernier proposait trois solutions au problème de la vente des porcs, à savoir : 1° création d'un vaste abattoir pour la région entière de Horsens;

2^o fondation de petits abattoirs locaux, à raison de un par paroisse environ¹, 3^o établissement du poids privé. En mai 1887, la Société se prononçait pour le projet d'un unique abattoir et, après une étude approfondie de la question. après des visites faites à quelques abattoirs privés, après aussi qu'une certaine hésitation eût régné dans l'esprit de Bojesen, qui n'arrivait pas à se décider si le nouvel abattoir prendrait la forme d'une société par actions ou d'une association coopérative, une circulaire fut envoyée aux fermiers de la région. Elle les invitait à s'associer pour organiser l'Abattoir coopératif de Horsens et de ses environs (Andels-Svineslagteriet for Horsens og Omegn).

Cette circulaire énumérait les avantages que l'on obtiendrait en s'organisant coopérativement : économie de la somme versée au grossiste, facilité plus grande à se débarrasser des sous-produits de boucherie, rémunération du travail et non du capital, contrôle de la qualité des porcs élevés, etc... Suivait un aperçu des conditions à observer pour pouvoir subvenir à l'organisation du nouvel abattoir, et un schéma du budget prévu pour l'activité de la Société. Une note ajoutait qu'un abattoir coopératif ne pouvait qu'être favorable à la région, du fait qu'il serait le complément naturel de laiteries coopératives déjà existantes.

Ce projet fut discuté dans nombre de réunions et trouva généralement bon accueil, au point qu'à la fin de juin, on pouvait déjà compter 1.200 coopérateurs inscrits avec environ 10.500 porcs, ainsi que 1.100 garants pour une somme de 170.000 couronnes. Ce résultat dépassait les espérances.

Une fois tous les préparatifs terminés, une réunion eut

1. Cette proposition s'inspirait manifestement de la forme d'organisation déjà existante des laiteries coopératives.

lieu à Horsens, le 14 juillet 1887, et l'on y fonda le premier abattoir coopératif du Danemark. Assez naturellement, P. Bojesen fut élu président du comité directeur.

La nouvelle société se heurta à une très grande résistance opposée par le commerce privé. D'abord, le capital nécessaire à l'entreprise fut difficile à trouver; finalement un seul établissement de crédit consentit à avancer les fonds, la Caisse d'épargne de Skanderborg (Jutland).

Les acheteurs de porcs en gros firent contre les nouvelles coopératives, qui ne tardèrent pas à se fonder, une énergique propagande, essayant de faire croire aux paysans que la production du « bacon » n'avait aucun avenir et que l'on reviendrait certainement, tôt ou tard, à l'exportation des porcs vivants.

Mais ce fut en la personne de Phillippe W. Heymann que l'organisation coopérative des abattoirs trouva son plus terrible adversaire. Heymann était le représentant le plus qualifié, à cette époque, des entreprises privées. En 1890, il fit appel à de nombreuses sociétés et à beaucoup de personnages importants de l'agriculture, en leur proposant un plan d'union de tous les abattoirs du pays. Ce plan était évidemment dirigé contre les coopératives. Une grande réunion fut organisée et eut lieu, le 7 juillet de la même année, à la Bourse de Copenhague. Heymann y exposa son projet d'une société par actions groupant tous les abattoirs. P. Bojesen, au nom des coopérateurs présents, objecta que, dans semblable organisation, le capital avait beaucoup trop d'importance. On se sépara en instituant un comité (comprenant Heymann et Bojesen), chargé d'étudier la question de plus près. Peu après, ce comité fut dissous sans être parvenu à un résultat.

Heymann, dans les mois qui suivirent cet échec, attaqua de front les abattoirs coopératifs, critiquant publiquement leur fonctionnement. Puis en 1891, il invita à nouveau les intéressés à se réunir à la Bourse de Copenhague pour discuter une proposition d'association mixte, qui porterait le nom de « Les abattoirs danois » (De danske Svineslagterier).

Cette société, dont le capital serait constitué par actions, grouperait les abattoirs privés et coopératifs. La réunion eut lieu en juin, mais sans résultat. En 1896, un dernier essai d'union fut tenté, mais sans plus de succès.

Les coopératives résistèrent donc victorieusement, et cela parce qu'elles voyaient dans le projet d'une association sous forme de société par actions, le danger d'éloigner les éleveurs, c'est-à-dire les producteurs, de la direction des affaires. Elles craignaient aussi la formation d'un véritable *trust* qui aurait compromis l'esprit d'indépendance dont les coopératives s'étaient toujours inspirées.

Elles progressèrent ensuite sûrement, gagnant peu à peu la presque totalité de l'industrie porchère du pays.

Développement des abattoirs coopératifs.

<i>Années</i>	<i>Nombre d'abattoirs</i>	<i>Nombre de coopérateurs</i>	<i>Nombre de porcs abattus (1000)</i>	<i>Chiffre d'affaire (millions de couronnes)</i>
1888	1	1.218	23	1
1890	10	15.648	147	8
1895	17	env. 25.000	529	23
1900	26	60.000	660	28
1905	31	70.000	1.038	60
1910	34	90.000	1.397	105
1915	44	146.000	2.170	253,2
1920	44	161.000	721	258,6
1925	47	175.000	2.945	528
1927	48	180.000	4.201	407
1928	48	180.000	4.484	452,8

Adhésions aux abattoirs coopératifs (1909-1923).

	1909		1923	
	<i>Troupeaux de porcs %</i>	<i>porcs %</i>	<i>Troupeaux de porcs %</i>	<i>Porcs %</i>
Seelande.....	43,9	66	74,5	82,8
Bornholm.....	72,2	90,4	94,2	98,5
Lolland-Falster	53,8	76,2	77,8	87,3
Fionie	40,5	60,8	64,3	77,7
<i>Iles</i>	45,4	67	72,5	82,6
Jutland Est	70,1	70,9	76,7	84,7
Jutland Ouest	45,1	53,4	67,1	71,6
Jutland Sud	—	—	22,6	32
Jutland Nord	43,1	57,7	76,8	82,1
<i>Jutland</i>	49,4	60,7	67,5	71
Pays entier	47,6	63,9	69,4	75,4

Le tableau suivant nous montre l'importance qu'ont prise les abattoirs coopératifs, par rapport aux autres abattoirs.

Nombre moyen de porcs abattus.

	<i>Dans l'ensemble des abattoirs</i>	<i>Aux abattoirs coopératifs</i>	<i>Proportion pour les abattoirs coopératifs</i>
1911-14	2.503	1.998	79,8
1921-24	2.824	2.309	81,7
1925	3.766	2.945	78,2
1926	3.838	3.034	79,1
1927	5.098	4.201	82,4
1928	5.373	4.284	83,4

Ce sont les propriétés moyennes qui prédominent au sein des abattoirs coopératifs :

Participation aux abattoirs coopératifs
d'après la superficie des propriétés (1923).

<i>Superficie</i>	<i>Font partie des abattoirs coopératifs</i>	
	<i>Troupeaux de porcs %</i>	<i>Porcs %</i>
0,55 — 1,7 ha	38,7	45 6
1,7 — 3,3 »	58,7	64,
3,3 — 5 »	65,7	70,5
5 — 10 »	71,5	76,3
10 — 15 »	72,1	76,5
15 — 30 »	74,8	79,2
30 — 60 »	74,6	77,8
60 — 120 »	67,8	68,7
120 — 240 »	57	56,5
240 ha. et au dessus	40,6	55,9

c) *Organisation et fonctionnement.* — Un abattoir coopératif groupe les fermiers d'une même région qui peut comprendre plusieurs paroisses¹. Celles-ci s'engagent à livrer pendant plusieurs années (de 5 à 20 ans), à l'abattoir en question, tous leurs porcs destinés à l'exportation. Les coopérateurs qui manquent à cet engagement s'exposent à être frappés d'une amende de 10 à 25 couronnes par tête d'animal non livré.

Les membres sont solidairement responsables des engagements financiers de la société. C'est à la paroisse qu'incombe cette responsabilité et chacune d'elles est garante pour la somme globale des cautions individuelles de ses membres. On a été obligé de procéder ainsi, les membres d'une même paroisse s'étant montrés peu désireux de s'engager aussi étroitement avec les membres inconnus d'une autre paroisse.

Le capital initial, ainsi que celui nécessaire à l'exploitation de l'entreprise, s'obtiennent par emprunts. L'acquisition de ce capital d'exploitation ne se fait pas suivant le

1. La paroisse, le « Sogn » est une division administrative du Danemark.

mode utilisé dans les laiteries coopératives, ce qui s'explique par le fait que, d'après la nature même de sa production, un abattoir est obligé de garder des marchandises en stock beaucoup plus longtemps (salaison du lard) et, par conséquent, a besoin d'un fond de roulement bien plus considérable. Ainsi, la somme qui, en fin d'année, est généralement mise de côté en vue de former un fond de réserve, se trouve bien souvent ici employée en grande partie comme capital d'exploitation.

L'abatage a lieu en pratique trois fois par semaine. Les porcs sont généralement transportés jusqu'à l'abattoir par les soins du producteur, mais aux frais de l'établissement.

Chaque animal est marqué aux oreilles du numéro de son éleveur, ce numéro n'est retiré qu'après que l'animal a passé par toutes les opérations d'abatage, d'échaudage, de grattage et de flambage et que les organes internes ont été enlevés; la carcasse, avec la tête et les pieds, est classée suivant sa qualité et son poids qui doit être obligatoirement de 176 à 220 livres.

Les numéros, accompagnés d'une fiche de classement, sont alors expédiés au bureau qui, d'après les indications données, remet au producteur, désigné par son numéro, un paiement provisoire basé sur le cours du « bacon ». Ce cours est établi à la fin de chaque semaine par un comité des abattoirs. Il est valable pour la semaine suivante.

Les producteurs reçoivent leur paiement définitif à la fin de l'année sous forme d'un excédent qui, une fois tous frais d'exploitation réglés (amortissement du capital, apports au fonds de réserve, etc.) est partagé entre eux au

prorata de la valeur des pores qu'ils ont livrés dans l'année. La méthode qui consiste à évaluer le montant du paiement sur le poids et la qualité de la carcasse et non de l'animal vivant, n'a été établie que lors du développement des abattoirs coopératifs. Elle permet de se rapprocher davantage de la valeur marchande du porc.

Les organismes dirigeants de ces coopératives sont :

1^o L'assemblée générale de tous les associés où chacun d'eux a le droit de vote et possède une seule et unique voix. Cette assemblée se réunit une fois annuellement et est appelée à se prononcer sur les décisions à prendre pour la bonne marche de l'entreprise.

2^o Le comité directeur qui est élu soit par l'assemblée générale, soit par une assemblée de représentants constituée à cet effet. Dans ce but, on divise le champ d'action de la coopérative en districts, chacun de ceux-ci élisant un représentant. Le but de cette institution est de rapprocher les coopérateurs de leurs directeurs. Les représentants, en effet, en dehors de leur mission d'élire le comité directeur, tiennent environ trois ou quatre réunions par an dans leur district, dans le but de tenir toujours en éveil l'intérêt des associés pour leur association et servent par là de traits d'union entre les dirigeants et les dirigés. Le comité directeur, qui est composé de sept à dix-huit membres, élit un président choisi dans son sein. Ce dernier est généralement le seul appointé du comité. Les autres membres ne reçoivent de rémunération que quand ils sont appelés à siéger.

3^o Le directeur technique. Celui-ci, comme dans les laiteries coopératives, s'occupe de l'organisation matérielle et de la marche des affaires. Il peut être soit techni-

cien de la fabrication du « bacon », soit spécialiste commercial pour sa vente. De nos jours, c'est cette deuxième qualité qui semble être la plus appréciée.

d) *Fédération*. — Dès 1890, les quelques abattoirs coopératifs qui existaient à cette époque, sentant la nécessité qu'il y avait à discuter en commun certaines questions qui les intéressaient tous, fondaient à Horsens le Bureau des Abattoirs coopératifs (Andelsslagteriernes Fælleskontor). Avec le développement de ces coopératives, le besoin d'une organisation plus puissante se fit sentir et aboutit à la fondation, en 1897, de la Fédération danoise des Abattoirs coopératifs (De samvirkende danske Andels-Svineslagterier).

Cette fédération s'occupe de toutes les questions intéressant, en général, l'industrie du porc en Danemark. Elle a particulièrement encouragé l'élevage. Son siège est à Copenhague.

§ 2. Le « bacon ».

a) *Production*. — C'est surtout à la production du « bacon » destiné à l'Angleterre que travaillent les abattoirs coopératifs danois, mais, ainsi que le montre le tableau suivant, il y a d'autres produits encore, de moindre importance.

Produits des abattoirs coopératifs (1000 kg.)

<i>Produits</i>	1913	1925
Bacon » ¹	140.872	221.038
Têtes et pieds	12.169	18.296
Foies, cœurs et rognons	7.393	10.199
Graisses	7.230	11.813

1. La pièce de « bacon » consiste en une moitié de porc avec épaule et jambon, mais sans pieds ni tête.

Bien que le « bacon » ne soit pas soumis sur marché extérieur à une concurrence aussi considérable que le beurre, par exemple, les Danois ont tenu à assurer son succès en maintenant la supériorité de sa production. A cet effet, des mesures sévères ont été prises et sont rigoureusement observées.

C'est ainsi qu'en 1905, les abattoirs coopératifs adressèrent au ministre de l'Agriculture une demande de contrôle gouvernementale du « bacon » produit par eux. Cette demande fut satisfaite par la nomination de deux vétérinaires attachés à chaque abattoir et ayant pour mission d'examiner l'état de santé de chaque animal abattu, et d'exclure toute pièce ne satisfaisant pas aux conditions du marché. Le « bacon » produit est divisé en deux classes. Seule la première (classe 1 A), donnant entière satisfaction, est exportée. Ce « bacon » est estampillé du sceau de contrôle officiel et porte en rouge la marque des « Lur » avec le mot « Danmark » et le numéro de l'abattoir exportateur (fig. 5).

Depuis 1929 chaque pièce doit être, en outre, marquée au fer rouge du mot « Danish ».

Il est interdit d'exporter le « bacon » autrement que par

l'intermédiaire d'abattoirs ou d'autres firmes autorisés par l'Etat à le faire. Des expositions-concours de « bacon » ont lieu quatre fois par an depuis 1907. Celles-ci, organisées par la Fédération danoise des abattoirs coopératifs, princi-



Fig. 5. — Marques apposées à chaque pièce de « bacon » danois destiné à l'exportation.

palement à Esbjerg, port d'exportation vers l'Angleterre, ont certainement contribué au plus haut point à maintenir la qualité du produit, en harmonie avec les exigences du marché extérieur. Les propriétaires d'abattoirs qui y prennent part de leur propre gré, sont invités, sans préavis, à soumettre leur production du moment qui est examinée en tant que produit destiné à l'exportation (salaison, découpage, etc.). Une lettre est alors adressée à chaque établissement pour lui donner les résultats du contrôle. Les noms de ceux qui sont classés premiers sont rendus publics.

La régularité de l'approvisionnement en « bacon » du

marché, autre facteur important de la réussite, résulte, d'autre part, du mécanisme suivant : Le fermier danois, pour utiliser tout le petit-lait qu'on lui livre aussi régulièrement qu'il livre lui-même son lait à la fabrication du beurre, est obligé de pourvoir d'une façon constante à l'élevage de ses porcs. Une fois que ceux-ci ont atteint le poids réglementaire de 176-220 livres, il a intérêt à les vendre, quel que soit d'ailleurs à ce moment le prix offert. En effet, en tardant trop, il risque de faire une perte, ses animaux étant entre temps devenus trop lourds.

L'interdépendance étroite qui existe entre l'élevage du porc et la laiterie apparaît nettement ici. On voit également combien la coutume d'exiger que les porcs aient un certain poids et de les payer un prix maximum s'ils satisfont à la condition requise, contribue à la régularité de la production.

Le tableau suivant donne une idée de cette régularité :

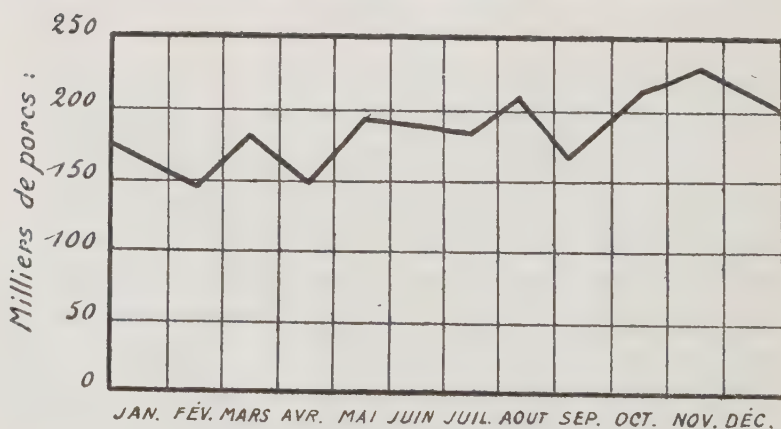


Fig. 6. — Moyenne annuelle de l'abatage des porcs dans les abattoirs coopératifs danois (1922).

L'année 1922 marque la reprise des affaires après la période de dépression de la guerre de 1914-1918.

b) *Vente*. — Contrairement aux laiteries coopératives, où la production du beurre et non sa vente a toujours été, et est encore, le but principal, les abattoirs coopératifs se sont occupés, depuis leur fondation, de la vente et plus spécialement de l'exportation coopérative de leurs produits.

A l'origine, la vente du « bacon » sur le marché anglais se faisait par l'intermédiaire d'un agent de l'abattoir, habitant l'Angleterre. Aujourd'hui il existe une trentaine d'abattoirs coopératifs qui utilisent ce système, alors que les dix-huit autres se sont organisés coopérativement et vendent leurs produits directement en Angleterre par l'entremise de leur propre société : la « Danish Bacon Co ».

Suivant le premier système, l'agent, qui est soit un Anglais, soit un Danois résidant en Angleterre, s'occupe, moyennant commission, de procurer des ordres d'achats à l'abattoir pour le compte duquel il travaille, bien qu'il existe quelques abattoirs qui vendent directement aux détaillants. Ce sont les maisons de gros qui passent ordinairement les commandes et répartissent ensuite le « bacon » entre les détaillants.

La totalité du « bacon » exporté en Angleterre, à l'exception de celui de la « Danish Bacon Co », est vendu à la Bourse du « bacon », « The Home and Foreign Produce Exchange Ltd. » à Londres. Les agents des abattoirs danois s'y rencontrent trois fois par semaine, le lundi, le mercredi et le vendredi, avec les représentants des maisons de gros anglaises. Cette Bourse ne prétend pas fixer un cours, mais, en fait, son influence sur la cote du « bacon » est incontestable.

Les agents communiquent ensuite aux abattoirs les com-

mandes qu'ils ont pu obtenir et les envois sont faits f. o. b. directement aux acheteurs.

La « Danish Bacon C^o » fut fondée en 1902 dans le but de supprimer ces deux intermédiaires : l'agent et le grossiste, ainsi que pour lutter contre le « ring » des agents qui s'était formé à cette époque et qui les rendait tout puissants.

Malgré le désir qu'on avait d'organiser coopérativement la société, il fut impossible de le faire au début, trois abattoirs seulement s'étant associés pour cette organisation. La société devint donc une société par actions.

Il fallut donc attendre 1906, date à laquelle cinq autres abattoirs se rallièrent à la cause, pour réorganiser la société sur une base coopérative.

Mais un nouvel obstacle surgit alors. Les sociétés coopératives étaient inconnues de la législation anglaise et il se présenta quelques difficultés à propos de la récupération de certaines dettes. On remania donc l'organisation de la « Danish Bacon Agency », comme elle s'appelait alors, et de ce jour elle prit en Angleterre la forme, en apparence paradoxale, d'une société par actions, la « Danish Bacon C^o Ltd », et au Danemark, celle d'une société coopérative, la « Dansk Bacon Compagni ».

Ce n'est là, en fait, qu'une pure question de forme, les coopérateurs de la société danoise possédant la totalité des actions de la société anglaise, mais il est quand même intéressant de noter cet exemple d'organisation pratique parce qu'il illustre fort bien ce que nous avons dit déjà, à savoir que, si les agriculteurs danois se sont organisés coopérativement, c'est parce que cette forme est celle qui est pour eux la plus avantageuse. Si, par suite des circonstan-

ces, elle cesse de l'être, aucune considération idéaliste ne peut les empêcher de s'organiser d'autre manière.

Actuellement, d'ailleurs, la société ne vend pas exclusivement du « bacon » danois provenant des abattoirs de ses membres. Comme elle éprouvait certaines difficultés à vendre tout le « bacon » qu'elle avait en stock parce que d'autres maisons étrangères lui faisaient concurrence (maisons irlandaises, canadiennes, américaines, etc.), elle passa des contrats avec ces maisons, et aujourd'hui elle met en vente toute une gamme de « bacons » de provenance différente.

Dix-huit abattoirs coopératifs sont maintenant membres de cette société coopérative de vente. Ils s'engagent à lui livrer leur production hebdomadaire pendant toute la durée du contrat qui les lie. La société a ses propres bureaux, magasins et voitures de livraison en Angleterre. Elle traite directement avec les détaillants britanniques. Elle a remporté une victoire décisive et définitive sur le « ring » des agents. En opposant une concurrence bienfaisante, elle a fait baisser le montant de leur commission et empêche toute tentative de fixation des prix dans un but de spéculation.

Pour compléter cet exposé des méthodes suivant lesquelles le « bacon » danois arrive sur le marché extérieur, il nous faut ajouter qu'un des abattoirs coopératifs du Danemark est la propriété de la « Wholesale » de Manchester, qui l'exploite pour le compte de ses très nombreux adhérents.

Environ 87 % du « bacon » produit dans les abattoirs coopératifs sont exportés, principalement vers Londres et le sud de l'Angleterre.

Répartition des exportations de « bacon » danois (1928).

Grande-Bretagne	2.710.297
Allemagne	6.302
Autres pays	5.495
Total	2.722.094

Ce qui représente environ la moitié de l'exportation mondiale de « bacon ».

Section III. — L'exportation coopérative des œufs.

Dans aucune autre branche de l'agriculture danoise, l'influence du marché extérieur sur la formation d'une coopérative groupant une quantité de petits producteurs qui, sans elle, n'auraient jamais pu obtenir un rendement avantageux de leur production, n'est mieux illustrée, croyons-nous, que par la production et la vente coopérative des œufs.

a) *Le commerce des œufs avant la coopération.* — Les débuts de l'exportation danoise des œufs furent très modestes. Aux environs de 1820, quelques commerçants achetaient des œufs chez les fermiers qui ne possédaient de poules que pour leur consommation personnelle d'œufs et les exportaient, très irrégulièrement d'ailleurs, en Norvège, sur des bateaux à voiles de faible vitesse.

Avec la création du port d'Esbjerg et celle de services réguliers avec l'Angleterre en 1865, quelques exportateurs de beurre commencèrent à recueillir, à emballer et à exporter des œufs vers ce dernier pays. L'exportation gagna en importance sans doute, mais les prix de vente restèrent

assez modiques, les œufs danois ne jouissant que d'une médiocre réputation.

Et ceci se conçoit fort bien quand on sait de quel manque d'organisation souffrait ce commerce à l'époque. Il faut ajouter que la source de revenus constituée par la production et par la vente des œufs n'intéressait encore personne. Ce ne fut qu'avec l'abandon de la culture des céréales que les Danois eurent l'idée de cette nouvelle exploitation. Les chiffres suivants, qui montrent l'accroissement extraordinaire du nombre des poules pondeuses au cours des cinquante dernières années, permettent de se faire une idée de l'intérêt croissant que l'on porta, à partir de ce moment, à cette exploitation.

1888	4,6 millions de poules	
1893	5,9	—
1898	8,8	—
1909	11,8	—
1914	15,1	—
1920	14	—
1926	17,7	—
1933	27	—

Au début, le nombre excessif d'intermédiaires entre le producteur et le consommateur ne permit pas d'obtenir un rendement tant soit peu avantageux. Le propriétaire de quelques poules vendait ses œufs à un commerçant local qui, lui, les revendait à un acheteur plus important. Celui-ci s'adressait en général à un exportateur qui, à son tour, faisait parvenir la cargaison à un importateur. Entre ce dernier et le consommateur éventuel, il y avait encore un grossiste et un détaillant.

Si l'on songe que chacun de ces intermédiaires, pour des motifs de spéculation, gardait souvent les œufs un certain

temps avant de les revendre, on peut se figurer l'état de fraîcheur dans lequel ils parvenaient sur la table du consommateur.

La fraude se mêlait également à ce trafic. Ainsi nombre d'importateurs anglais se plaignaient de ce qu'on leur livrât sous la dénomination d'œufs frais danois, des œufs de conserve, des œufs russes ou d'autres produits étrangers à bon marché.

Les plaintes affluèrent de plus en plus. Le journal *The Grocer* écrivait en 1880 : « Les Danois qui, eux-mêmes, aiment à bien manger, nous obligent à fermer les yeux et à nous boucher le nez quand nous mangeons leurs œufs. »

La perspective de perdre le marché anglais stimula les énergies. Et cela surtout parce que, depuis la débâcle des blés, les petits producteurs ne négligeaient plus aucune source de revenus.

La tâche de redressement était difficile. On ne savait pas où frapper. Les producteurs rendaient les commerçants responsables de leurs déboires et ces derniers rejetaient la faute sur les producteurs.

Aussi est-ce avec un remarquable sens des réalités qu'aux environs de 1890, des tentatives d'organisation rationnelle furent faites par les producteurs ; non pas seulement afin d'améliorer la production, mais également pour s'efforcer d'avoir, directement et personnellement, un intérêt appréciable dans la vente et dans l'exportation des œufs.

b) *La Coopérative danoise d'exportation d'œufs.* — Dès les dernières années de la décade 1880-1890, des acheteurs d'œufs avaient organisé, dans les régions de leur activité,

certaines associations locales, dont les membres s'engageaient à ne livrer que des œufs pondus au cours de la semaine. Mais la vente de ces œufs s'opérait toujours par l'intermédiaire du commerçant. En 1894, on alla plus avant dans la voie du progrès.

La société agricole de Horsens (Jutland) fonda une association comprenant un certain nombre de producteurs d'œufs dans le but d'améliorer leur production et de l'exporter. A la tête de cette organisation, nous trouvons les noms de ceux qui devaient, par la suite, prendre la direction de l'exportation coopérative des œufs : le président de la Fédération des coopératives de consommation : Severin Jørgensen, l'instituteur Frédéric Möller de Lindet près de Vejle (Jutland) et l'instituteur P. Rasmussen de Horsted, également aux environs de Vejle, sur la côte est du Jutland. Cette association contribua indiscutablement à ouvrir la voie, mais, en pratique, elle ne fonctionna jamais.

En juillet 1894, la Société Agricole de Vejle, sur la proposition de Fr. Möller, élit un comité pour l'étude d'une organisation embrassant tous les degrés de la production et de la vente des œufs. Severin Jørgensen, qui faisait partie de ce comité, suggéra que chaque œuf soit estampillé chez le producteur de façon à ce qu'on puisse aussi bien étudier son exportation que retrouver sa provenance (fig. 7). Cette idée devait finalement aboutir à la solution du problème de l'organisation rationnelle du commerce des œufs. En effet, cette méthode, reprise par la suite, dans bien des pays, est la seule qui permette un contrôle efficace de la qualité de la denrée. L'intérêt que l'on manifesta dans le pays pour les travaux du comité



Fig. 7. Tampon
de la D. A. Æ.

d'études fut si grand que l'on décida d'étendre le champ d'action de l'organisation projetée au pays entier. C'est ainsi qu'en février 1895, on fondait à Vejle « La Coopérative danoise d'exportation d'œufs (Dansk Andels-Ægexport ou D. A. Æ.) ». Son premier président fut Fr. Möller qui la dirigea jusqu'à ces toute dernières années. A l'origine, le siège social fut installé à Vejle, mais, en 1900, on le transféra à Copenhague.

Le tableau suivant permet de se rendre compte du développement de cette société :

Quantité d'œufs vendus et chiffres d'affaires de la D. A. Æ.

	<i>Millions de Kg. d'œufs</i>	<i>Millions de couronnes</i>
1895	0,1	0,1
1896-1900 (moy.) ..	1,9	1,7
1901-1905	4,2	3,9
1906-1910	4,4	5,3
1911-1915	4,7	5,7
1916-1920	3,8	12,5
1921-1925	7,1	19,1
1926	9,3	15,2
1927	9,1	14,5
1928	9,1	14,6

c) *Organisation et fonctionnement.* — Le but de la « Coopérative danoise d'exportation d'œufs » est de gagner, sur le marché extérieur, la meilleure place possible, en garantissant au consommateur la qualité et la fraîcheur indiscutables des œufs.

Elle est organisée comme suit : Les producteurs locaux, au nombre de 45.000 environ, sont groupés en environ 700 associations dénommées « cercles » (Kredse) auxquelles ils s'engagent à livrer tous les œufs pondus depuis

moins de 7 jours, exception faite naturellement de ceux qu'ils réservent à leur usage personnel. Les œufs doivent être propres, non lavés. Chaque producteur, comme chaque cercle, a son numéro. Les deux numéros sont marqués sur tous les œufs de façon à ce que, le cas échéant, on puisse retrouver le producteur coupable, ce qui est possible en partant de la table du consommateur. Tout producteur ayant livré un œuf de mauvaise qualité se voit frappé d'une amende la première fois. En cas de récidive, l'amende, qui est de cinq couronnes par œuf, est doublée. La persistance entraîne l'exclusion soit du nombre de ceux qui touchent à la fin de l'année leur part du bénéfice réalisé, soit de la société même. Chaque cercle a son récolteur d'œufs qui passe deux fois par semaine pour rassembler dans des caisses spéciales les œufs ramassés. Il remet aux producteurs un paiement provisoire dont le montant est fixé par une cote établie par le cercle.

Les œufs sont alors expédiés, soit à la société centrale, soit à l'une de ses 17 agences réparties dans le royaume. Là, ils font l'objet d'un examen méticuleux; chaque œuf est miré, classé, estampillé de la marque de D. A. Æ. (fig. 7) et emballé définitivement dans des caisses standards contenant 360, 720, 960 et 1440 œufs. Seuls les œufs d'une même catégorie sont emballés dans la même caisse. Les cercles, au moment de la livraison, touchent également un paiement provisoire qui se base sur les cours établis par la société centrale. Ce cours varie suivant les prix qu'obtiennent les œufs danois sur le marché européen.

Comme dans les autres coopératives, le paiement définitif n'est fait qu'à la fin de l'année sous forme d'une ris-

tourne qui est distribuée, une fois tous les frais d'exploitation réglés (amortissement du capital, dépôt du fonds de réserve, etc...) au prorata des apports en œufs de chaque membre pendant l'année. Tous ces paiements sont établis suivant le poids des œufs.

Le capital nécessaire à la création de la société centrale et des cercles locaux, s'obtient par emprunt. Les membres d'un même cercle sont solidairement responsables de tous les engagements financiers que ce cercle contracte, alors que les cercles ne sont responsables envers la société centrale que du montant de leur part dans le fond de réserve de celle-ci.

Les organismes administratifs de la « Coopérative danoise d'exportation d'œufs » sont :

1^o l'assemblée générale des coopérateurs qui tient une séance annuelle et qui comprend un délégué par cercle local, le comité de direction et l'assemblée des représentants. Seuls les délégués ont le droit de vote et possèdent une seule et unique voix¹.

2^o le comité de direction qui comprend cinq membres élus pour cinq ans. Ce comité est nommé par l'assemblée générale.

3^o l'assemblée des représentants qui est un organisme jouant le rôle d'intermédiaire entre la direction et les cercles en ce qui concerne la conduite pratique des affaires courantes. Elle est composée de représentants élus pour quatre ans, à raison de un par province. Ce sont les assemblées provinciales à laquelle chaque cercle envoie un délé-

1. Un délégué peut pourtant représenter deux cercles. Un délégué de l'île de Bornholm peut même en représenter cinq. En ce cas, ils ont autant de voix qu'ils représentent de cercles.

gué qui procèdent à cette élection. Les représentants ne sont pas appointés, ils ne reçoivent de rémunération que quand ils sont appelés à siéger.

Comme le beurre, les œufs danois exportés par la D. A. Æ. sont vendus à des grossistes et à des détaillants britanniques auxquels les envois sont faits f. o. b. La société a des agents en Angleterre et ils se chargent d'obtenir les commandes.

Pour maintenir la régularité de l'approvisionnement du marché, condition importante de la stabilité du commerce, la société met de côté chaque printemps une certaine quantité d'œufs qui, conservés, sont vendus en automne et au début de l'hiver sous la dénomination de « *Pikled Eggs* ». Ces mots doivent être tracés distinctement sur la caisse.

d) *Les abattoirs coopératifs, exportateurs d'œufs.* — Dès 1876, l'abattoir coopératif de Frederiksbund (Seeland) organisait la récolte des œufs recueillis dans le ressort de son activité afin de favoriser les producteurs et « d'encourager les producteurs d'œufs dans le champ d'action de l'abattoir ».

Actuellement, il y a sept abattoirs coopératifs qui exportent des œufs. Les soins qu'ils y apportent sont identiques à ceux que pratique la « Coopérative danoise d'exportation d'œufs ».

Dans certains abattoirs, nuls statuts particuliers ne régissent la récolte des œufs appartenant aux membres des dits abattoirs. Les œufs sont ramassés par un récolteur spécialement employé à cet effet. Tout le côté économique de cette activité est maintenu en dehors des comptes de l'abattoir en question, et l'excédent éventuel provenant de la

vente des œufs est distribué indépendamment des bénéfices ordinaires de l'abattoir.

Dans d'autres abattoirs, des cercles pareils à ceux de la Coopérative danoise d'exportation d'œufs ont été créés avec, à leur tête, une direction spéciale chargée d'expédier les affaires intérieures. Leurs membres sont ceux mêmes de l'abattoir et sont soumis aux règles édictées par celui-ci concernant la livraison, la fraîcheur et l'estampillage des œufs. Ils s'engagent d'ordinaire à livrer leurs œufs pendant un an, mais n'ont, en ce qui concerne le fonctionnement économique de l'affaire, aucune obligation financière. Ce fonctionnement est du ressort de l'abattoir lui-même. Les membres du département des œufs peuvent pourtant influencer sur lui par l'intermédiaire de l'assemblée générale de l'abattoir où ils sont appelés à siéger comme membres.

Le paiement provisoire, à la livraison des œufs, est fait sur la base des cours établis chaque semaine par l'ensemble des abattoirs exportateurs d'œufs (Slagteriernes Fællesnotering for Andelsæg).

e) *Importance de l'exploitation coopérative des œufs.*— Un cinquième de l'ensemble des fermiers du Danemarck est actuellement membre des sociétés locales de la D. A. Æ. et des abattoirs coopératifs.

La majorité des membres se recrutent parmi les petits propriétaires.

**Participation aux sociétés d'exportations d'œufs
d'après la superficie des propriétés (1923)**

Font partie des sociétés locales :

<i>Superficie</i>	<i>Basses-cours %</i>	<i>Poules %</i>
0,55 — 1,7 ha	18,6	22,6
1,7 — 3,3 »	24,4	28,6
3,3 — 5 »	21,9	25,3
5 — 10 »	21,1	26,2
10 — 15 »	20	24,3
15 — 30 »	21,3	25,9
30 — 60 »	23,1	27,2
60 — 120 »	19,1	22,3
120 — 240 »	15,9	17,1
240 ha. et au-dessus	16,7	25,5

Sur l'ensemble des œufs exportés, 25 % environ le sont par l'intermédiaire des coopératives.

	<i>Millions de kgs.</i>				<i>% des exportations coopératives dans l'ensemble des exportations</i>
	<i>Exportation totale</i>	<i>D. A. Æ.</i>	<i>Abattoirs</i>	<i>Total de l'exportation coopérative</i>	
1919-1923 (moy.)	36,8	4,3	2,9	7,2	18,3
1924	50	7,4	4	11,4	21,1
1925	48,4	7,2	4,4	11,6	22
1926	50	7,9	3,9	11,8	22,5
1927	50,7	8,1	3,5	11,6	22,8
1928	46	7,9	3,6	11,5	24,3

C'est la nature même de l'objet d'exportation qui explique, à notre avis, que cette proportion ne soit pas plus élevée.

En effet, à l'encontre de la production du beurre et du « bacon », celle des œufs ne comporte aucune modification

qui tende à lui donner un cachet d'uniformité. Cette denrée le possède déjà à un degré relatif, bien entendu, mais enfin plus que le beurre et les porcs. Il est aussi relativement aisé de la produire en grande quantité. Un producteur indépendant peut donc arriver, au prix d'un certain effort, nous l'admettons, à satisfaire aux deux conditions qu'exige le marché extérieur. Par conséquent, le besoin de coopération se fait peu sentir en ce domaine.

Mais pour ce qui est de la qualité des œufs, c'est là une autre question. Le producteur n'en est pas le maître. Ce n'est généralement pas lui qui exporte ses œufs. Il les vend à un commerçant qui s'en charge, qui spéculé sur eux et qui, nous l'avons vu, compromet tout le labeur accompli.

Et c'est bien là le grand mérite de la coopération d'avoir assuré la qualité des œufs par ses méthodes rigoureuses de contrôle précédemment décrites, et surtout d'avoir directement intéressé les producteurs au marché extérieur et fait d'eux des commerçants.

La concurrence a alors obligé les commerçants privés à réagir eux aussi et à apporter plus d'attention à la qualité de leur marchandise.

Les coopératives ont établi un niveau au-dessous duquel nul exportateur ne peut descendre s'il veut réussir.

Une fois ce but atteint, la mission des coopératives était terminée. Les exportateurs privés, contraints de vendre des œufs de bonne qualité ne compromettent plus les producteurs qui, eux, de ce fait, ne se sentent plus nécessairement astreints à faire partie d'associations coopératives.

Les évaluations des services de statistiques relatives à la proportion des propriétaires de poules, membres de sociétés coopératives d'exportation d'œufs, semblent d'ailleurs venir confirmer cette thèse. Un premier recensement en 1903 évaluait cette proportion à 20 %. En 1909, alors que celle correspondante pour les laiteries et les abattoirs coopératifs avait considérablement augmenté, elle demeurait stationnaire en ce qui concernait les coopératives d'exportation d'œufs. Le dernier recensement, établi en 1923, estime que cette proportion est actuellement de 22 %, ce qui revient à dire qu'à peu de chose près elle continue à ne pas croître.

Le rôle des coopératives agricoles danoises se trouve démontré une fois de plus par cet exemple.

Les œufs danois sont exportés principalement vers l'Angleterre et vers l'Allemagne.

Répartition des exportations d'œufs danois (1928)

(100 *vingtaines*).

Grande-Bretagne	286.354
Allemagne	105.917
Suède	1.904
Autres pays	325
Total	394.500

Ce total représente un dixième de l'exportation mondiale des œufs.

CHAPITRE III

L'EXTENSION DU MOUVEMENT

AUX AUTRES BRANCHES DE L'AGRICULTURE.

C'est donc dans le domaine de la production destinée à l'exportation, domaine directement soumis à l'influence du marché extérieur, que la coopération fit son apparition dans l'agriculture du Danemark. Nous avons vu quel succès elle remporta. Aussi ne devait-elle pas tarder à s'étendre aux autres branches agricoles, bien souvent sous l'influence des mêmes hommes qui avaient assuré sa réussite jusque-là.

Et cela parce que, ayant ressenti les bienfaits de la coopération et ayant pris l'habitude de conduire eux-mêmes leurs affaires, ces hommes ne purent se résigner à les abandonner à d'autres ou à leur sacrifier les avantages incontestables que cette coopération leur valait.

Ainsi, toutes les opérations nécessaires à la vie agricole ne tardèrent pas à être du domaine des sociétés coopératives. De nouveaux besoins, nés du changement de production, furent satisfaits par leur intermédiaire comme, par exemple, l'importation du fourrage. Par ailleurs, une des plus anciennes exploitations du pays, celle des bêtes

à cornes, fut même en partie réorganisée sur le mode coopératif et c'est par elle que nous commencerons cet exposé des diverses activités agricoles du Danemark gagnées par la coopération.

Section I. — Les sociétés coopératives d'exportation de bétail

a) *Les exportations de bestiaux antérieurement au recours à la coopération.* — A l'époque de la primauté des blés, la vente sur le marché extérieur de l'excédent des bestiaux que possédait le Danemark, était déjà pour lui une source de revenus. Elle constituait même, en ce temps-là, la seule exploitation dans le domaine animal qu'il y eût dans le pays.

Les animaux étaient généralement achetés par un exportateur qui les revendait pour son compte sur les marchés étrangers.

De par sa nature même, ce commerce dépendait beaucoup plus des conditions du marché que de celles de la production. En effet, à l'encontre de ce qui se faisait pour le beurre et le « bacon », le producteur n'était pas aussi contraint de vendre à un moment donné. Il pouvait attendre que le marché lui fût favorable. Aussi l'exportateur était-il beaucoup mieux placé pour saisir le moment propice et il en résultait des abus dont étaient victimes les producteurs.

Avec l'apparition de la coopération, ces derniers entrevirent un moyen de sortir de leurs difficultés. En se groupant en coopératives, ils supprimaient l'exportation, traitaient directement avec le marché étranger et pouvaient ainsi se tenir personnellement et directement au courant de ses fluctuations.

b) *Les coopératives d'exportation de bétail.* — Les premières coopératives d'exportation de bétail furent fondées dans cet esprit. Leurs fondateurs soutinrent aussi cette idée que le commerce des bêtes à cornes avec l'étranger était une véritable branche productive de l'agriculture et non pas seulement le moyen de se débarrasser du surplus des bestiaux du pays. En conséquence, ce commerce ne devait pas être abandonné à lui-même comme il l'avait été jusque-là, mais, au contraire, devait être organisé sérieusement.

La première de ces coopératives, l'association « Sydthy » fut fondée en 1898 dans la région où le bétail jouait un rôle plus grand que dans le reste du Danemark, la région de Thy, au nord-ouest du Jutland. Le but de cette association était l'exportation de bestiaux vivants vers l'Allemagne et de viande vers l'Angleterre.

Tout en ne s'engageant pas réciproquement à livrer leurs bêtes à l'association, les membres se déclaraient solidairement responsables vis-à-vis d'une assurance commune, ayant pour objet de garantir leurs envois contre les risques d'accidents susceptibles de survenir pendant le voyage, ainsi que contre ceux de mévente pour cause de tuberculose.

Les bénéfices de cette assurance étaient répartis en fin d'année en proportion des apports en bétail des participants.

Ce ne fut que plus tard, en 1905, que d'autres sociétés s'organisèrent. A cette date l'abattoir exportateur de viande de Frederikshavn (Jutland-est) se transforma en société coopérative, avec obligation cette fois pour ses

membres de livrer à l'association tous leurs bestiaux destinés à l'exportation. Cette transformation fit beaucoup de bruit à l'époque.

En 1914, il y avait en tout neuf coopératives d'exportation. La guerre, en augmentant la demande de viande sur le marché extérieur, devait stimuler considérablement leur développement. En 1920, on en comptait dix-sept dont douze au Jutland, deux dans l'île de Seeland, une dans l'île de Fionie et une dans les îles de Lolland et de Falster.

Depuis, les tendances protectionnistes des divers pays ainsi que la concurrence ont quelque peu compromis cette branche de la production agricole du Danemark. Les sociétés d'exportation en ont assez souffert, comme il ressort du tableau suivant :

	<i>Nombre d'associations</i>	<i>Nombre de membres</i>	<i>Chiffre d'affaire (millions de couronnes)</i>	<i>Nombre d'animaux livrés</i>
1919-23	17	23.200	23,8	53.344
1924.....	17	20.200	18,9	42.200
1925.....	18	15.500	16,1	40.350
1926.....	16	15.755	9,8	36.074
1927.....	16	15.548	9,5	34.496
1928.....	15	14.729	10,3	37.931

En 1916, les sociétés se groupèrent pour la défense de leurs intérêts communs en une fédération, la Fédération des sociétés danoises d'exportation de bétail (De samvirkende danske Andelskreatureksportforeninger).

c) *Organisation et fonctionnement.* — L'organisation des différentes sociétés est analogue. Elle est basée sur l'asso-

ciation d'un certain nombre de fermiers qui s'engagent à livrer, à la société, au cours d'une période de temps déterminée, généralement trois ans, tout l'excédent de bétail dont ils disposent et qu'ils destinent à l'exportation. Tout manquement à cette obligation entraîne une sanction qui consiste habituellement en une amende correspondant à 10% du prix de vente.

Chaque animal livré est marqué aux oreilles du numéro que possède son propriétaire dans l'association. Le propriétaire reçoit à la livraison un paiement provisoire, qui, durant longtemps, a fait l'objet de difficultés en ce qui concernait l'évaluation de son montant. En effet, il y a entre les diverses bêtes une différence considérable de valeur; elles peuvent être de tout genre, « depuis le jeune veau gras jusqu'à la vache à saucissons » comme on l'a dit à certaine occasion.

On a donc eu recours au système suivant : chaque tête de bétail est l'objet d'une évaluation, puis d'un classement, de la part du directeur technique de l'association et de deux appréciateurs (Vurderingsmænd) élus l'un par l'assemblée générale de la coopérative et l'autre par la paroisse. Le montant du paiement provisoire est alors calculé en tenant compte de ce classement ainsi que des prix probables sur le marché de la semaine suivante.

Une fois ce paiement remis aux producteurs, le sort du bétail est entre les mains du directeur technique. Ce dernier peut, suivant ce qu'il juge à propos de faire, l'exporter, le vendre à des exportateurs privés, le faire abattre dans des abattoirs municipaux et vendre la viande, ou

le livrer à la consommation intérieure. Le bétail est, pourtant, en général, exporté.

Le paiement définitif est fait aux associés à la fin de l'année, une fois tous les frais d'exploitation payés et un dépôt de fonds de réserve effectué; l'excédent est partagé proportionnellement à l'apport en bestiaux de chacun.

Le capital nécessaire à la fondation et au fonctionnement de ces entreprises s'obtient, comme dans les autres coopératives, par emprunt, garanti par une caution déposée solidairement par tous les membres.

La coopérative est administrée par l'assemblée générale des associés où chacun a droit à une voix, ainsi que par le comité directeur élu par cette assemblée et composé de sept à neuf membres. Parfois l'on nomme un comité de direction chargé d'expédier les affaires courantes. Un directeur technique qui est un marchand de bestiaux spécialisé dans sa profession, est engagé pour s'occuper, comme nous venons de le voir, de tout ce qui touche à la conduite commerciale des affaires.

Le succès des coopératives d'exportation de bétail dépend, dans une très grande mesure, de l'habileté de ce directeur, étant données les fonctions très importantes qui lui sont dévolues.

d) *Importance de l'exportation coopérative de bétail.* — Les coopératives d'exportation de bétail, groupent actuellement 11 % des fermiers danois. Les propriétés moyennes sont les plus nombreuses dans ces sociétés, sans doute parce que les petits propriétaires n'ont pas de bétail et que les grands possèdent des troupeaux suffisamment importants pour pouvoir vendre indépendamment.

Participations aux coopératives d'exportation de bétail
d'après la superficie des propriétés (1923).

		<i>Font partie des coopératives d'exportation de bétail</i>	
		<i>Troupeaux %</i>	<i>Bêtes %</i>
0,55- 1,7 ha.		1,8	2,1
1,7 - 3,3 —.....		3,2	4,1
3,3 - 5 —.....		5,2	6,1
5 - 10 —.....		7,9	10
10 - 15 —.....		12,4	15,2
15 - 30 —.....		16,5	18,9
30 - 60 —.....		20,7	23,9
60 -120 —.....		17,6	19
120 -240 —.....		14,3	14,7
240 ha. et au-dessus.....		15,3	16,7

L'exportation se fait principalement vers l'Allemagne.

Répartition des exportations de bétail danois (1928).

	<i>Têtes</i>
Allemagne	254.621
Tchéco-Slovaquie.....	489
Autres pays	77
Total.....	255.187

Répartition des exportations de viande de bœuf et de veau (1928).

	<i>100 kg.</i>
Allemagne	25.651
Grande-Bretagne	15.161 (1926)
Hollande	734
Norvège.....	182
Tchéco-Slovaquie.....	80 (1925)
Autres pays	40
Total.....	26.607 (1928)

Section II. — Les coopératives d'approvisionnement.

Nous avons groupé, sous ce titre, l'ensemble des sociétés coopératives qui ont pour objet, soit par importation, soit par achat à l'intérieur du pays, voire même par production, de fournir aux producteurs les matières premières ou le matériel indispensable à leur activité.

Il nous est ainsi possible de grouper sous une même rubrique, les coopératives d'importation de fourrages, celles d'achat d'engrais, celles de fabrication de machines pour la laiterie, celles de production de graines, ainsi que celles de marnage, d'importation de charbon et de fabrication de ciment, toutes différentes selon la méthode appliquée mais toutes tendant au même but : l'approvisionnement des producteurs.

Il faut noter que c'est parmi ces mêmes producteurs que se recrutent les membres de ces sociétés et cela parce que, autant par souci d'indépendance que par intérêt personnel, ils ont tenu à se charger eux-mêmes de toutes les phases de leur industrie. D'abord, vers 1890, ce fut par l'intermédiaire de la Fédération des coopératives de consommation qu'ils tentèrent de le faire. Mais ce moyen se montra vite insuffisant pour satisfaire à leur désir de s'émanciper du commerce privé. Aussi ne tardèrent-ils pas à fonder des sociétés coopératives spéciales pour chacune de ces opérations d'approvisionnement.

§ 1. *Les sociétés coopératives d'importation de fourrage.*

Il est souvent question d'une « industrie agricole » danoise. Cette expression peut paraître justifiée si l'on

considère que l'agriculture moderne du Danemark se caractérise par deux grands courants d'activité : d'une part, la production et l'exportation de produits animaux transformés et perfectionnés; de l'autre, l'importation, en plus de ce que le pays possède lui-même, des matières premières nécessaires à cette production.

Nous avons vu que le Danemark, pays d'abord exportateur de grains était devenu pays importateur, et cela s'explique par le fait qu'au premier rang de ces matières premières indispensables, se place le fourrage dont le paysan danois a besoin pour nourrir ses porcs et ses vaches.

Le tableau suivant donne une idée de l'importance qu'a prise cette importation depuis que la production agricole danoise a changé d'objet :

	(Millions de kg.)			
	<i>Avoine</i>	<i>Maïs</i>	<i>Tourteaux</i>	<i>Son</i>
1881-85	13	41	27	52
1886-90	32	55	57	96
1891-95	20	69	80	93
1896-1900	18	386	147	60
1901-05	28	268	322	56
1906-10	49	320	435	57
1911-15	46	398	537	47
1916-20	2	228	213	8
1921-25	14	421	560	62
1926.....	4	385	661	57
1927.....	27	842	770	89
1928.....	30	653	745	102

Voyons comment la coopérative a réussi également à s'imposer dans ce domaine.

a) *Le commerce du fourrage avant la coopération.* — De tout temps le paysan a compris l'importance de bien nourrir ses bêtes. Un dicton populaire danois dit : « On traite la vache par ses dents. » On comprend alors qu'avec le développement de l'industrie laitière, cette question ait pris plus d'importance encore.

Pendant longtemps, les bêtes furent nourries avec l'excédent des céréales locales. Mais vers 1840-1860 déjà, ce moyen ne suffit plus. Il fallut recourir à des fourrages d'importation, et, avec le bouleversement de 1870-1880, l'usage de ceux-ci augmenta énormément. A partir de ce moment, l'achat de fourrages, dits fourrages commerciaux (Andels-Foderstoffer) fut prévu dans le rendement de toute ferme.

De grandes compagnies, généralement des sociétés par actions, eurent vite fait de se monter pour exploiter ces nouvelles possibilités de commerce, et même, bientôt après, ces sociétés en arrivèrent à former un véritable « trust » des fourrages et, devenues ainsi toute puissantes, purent imposer leur prix sur le marché.

Il en résulta une augmentation de l'écart séparant le producteur du consommateur et la qualité de la marchandise fut rapidement compromise. C'est ainsi qu'une des analyses pratiquées régulièrement à partir de 1890, révéla, par exemple, qu'un fourrage, particulièrement en vogue sur le marché de cette époque, le « Spidsmel » revenant à 2,5 Öre la livre, n'était qu'un agrégat de « 21 % de substances azotées, de 37 % de substances minérales, dont 30 % de sable ». Le laboratoire qui s'était chargé de l'analyse ajoutait : « Il faut supposer que ce produit est fait

des poussières agglomérées de greniers à grains et de dépôts de fourrages » et concluait en exprimant sa surprise que « malgré son infecte apparence, il se trouvât encore des fermiers qui le donnassent en nourriture à leur bétail ».

Devant l'indignation que provoqua pareil état de choses le législateur crut bon d'intervenir. Une loi de 1898 vint réglementer le contrôle de la qualité des fourrages vendus, mais comme dans le texte même de cette loi, il était dit que les mesures qu'elle prévoyait ne seraient prises qu'au cas où d'autres dispositions ne viendraient pas les modifier, les fraudes continuèrent de plus belle. Seulement les marchands, cette fois, firent imprimer sur leurs factures ou sur les étiquettes qu'ils attachaient à leurs envois des remarques telle que celle-ci : « Composition du fourrage inconnue » ou bien : « Nous ne garantissons pas la qualité de ce fourrage comme satisfaisant aux exigences de la loi de 1898 mais comme bon fourrage ordinaire. »

Une telle situation ne pouvait durer. Devant le succès que la coopération valait à leur activité productrice, les producteurs décidèrent d'agir et d'organiser également coopérativement leur approvisionnement en fourrage.

b) *Les sociétés coopératives d'importation de fourrage.* — Dès qu'il fut connu que certains fermiers comptaient prendre sur eux d'importer coopérativement de pays lointains du grain destiné à nourrir leurs bêtes, il se trouva immédiatement, parmi les représentants du commerce privé, des détracteurs pour les accuser de folie.

La première société coopérative d'importation de fourrage fut néanmoins fondée à Aarhus en 1898 sous le nom d'Entreprise coopérative jutlandaise de fourrage (Jysk

Andels-Foderstofforretning). Parmi ceux qui firent le plus pour mener à bien sa réalisation, il faut citer le fermier Anders Nielsen, de Svejstrup Østergaard, ainsi que Chr. S. Nielsen qui fut le premier directeur technique de cette société. C'est grâce à eux qu'une nouvelle conquête venait s'ajouter au palmarès de la coopération.

Cette première organisation coopérative d'importation de fourrage, fondée malgré l'antagonisme direct de la toute puissante Compagnie des Fourrages (Foderstof-Kompagniet) de Aarhus, eut quelques difficultés à se procurer le capital dont elle avait besoin. Elle ne réussit à l'emprunter, en définitive, qu'à une banque privée, sous caution d'un des membres de sa direction et de son assemblée des représentants.

Elle fit école. Au début de 1901, la Société coopérative des îles pour l'achat de fourrage (Öernes Andelsselskab for Indkøb af Foderstoffer) se fondait. Elle comptait originellement grouper les fermiers des cinq îles principales de Seeland, de Fionie, de Lolland, de Falster et de Bornholm, mais dut se contenter finalement de réunir ceux de la première, une faible partie de ceux de la seconde et d'avoir une agence dans l'île de Bornholm. Et cela parce qu'en mars 1901, les îles de Lolland et de Falster fondaient leur propre association sous le nom d'Entreprise coopérative de fourrage de Lolland-Falster (Lolland-Falsters Andels-Foderstofforretning) et que le 30 septembre de la même année la Fionie, à son tour suivait le mouvement avec l'Entreprise coopérative de fourrage de Fionie (Fyns Andels-Foderstofforretning).

A cette liste, il nous faut ajouter l'Association d'achat

de fourrage de l'arrondissement de Ringkøbing (Ringkøbing Amts Indkøbsforening for Foderstoffer) sur la côte ouest du Jutland. Cette petite société fut fondée en 1886 comme une simple association non-coopérative, mais a continué à fonctionner, en se réorganisant coopérativement depuis.

Les sociétés coopératives d'importation de fourrage répondaient à un réel besoin. Aussi se développèrent-elles rapidement. Nous en avons un exemple dans ce tableau représentant l'extension de l'Entreprise coopérative jutlandaise de fourrage, qui est à l'heure actuelle, la société la plus importante de ce genre :

**Nombre des membres et affaires traitées
par l'Entreprise coopérative de fourrage (1898-1919).**

	<i>Nombre de sociétés locales membres de l'association 1</i>	<i>Fourrage livré</i>	
		<i>Poids (millions de kg.)</i>	<i>Valeur (millions de couronnes)</i>
1898-99.....	68	13	1,1
1905-06.....	249	116	12,1
1910-11.....	587	176,5	18,8
1915-16.....	745	323	67
1916-17.....	821	288	74,3
1917-18.....	848	23	8,1
1918-19.....	842	6,5	2,8

La guerre de 1914, comme on le voit par cet exemple, porta atteinte à la prospérité de ce commerce. Les coopératives d'importation de fourrage, du fait qu'elles n'avaient comme membres que des producteurs, purent garantir, pendant toute la durée de cette période trou-

1. Voir plus loin, p. 113.

blée, qu'elles n'importaient de fourrage que dans l'unique but de nourrir les bêtes, nécessaires à la production de produits animaux perfectionnés que le Danemark exportait. Elles eurent par là un avantage très net sur les autres firmes importatrices de marchandises semblables.

Le développement de ces coopératives depuis 1919 ressort du tableau suivant :

	<i>Nombre de sociétés locales</i>	<i>Nombre de membres</i>	<i>Nombre de vaches inscrites¹</i>	<i>Marchandises livrées (millions de Kg.)</i>	<i>Chiffre d'affaire (millions de couronnes)</i>
1919-23	1.332	75.100	491.200	266,1	85
1924	1.284	75.614	458.500	534	142,8
1925	1.283	73.800	452.500	663,5	196,5
1926	1.285	74.100	453.750	565,5	114,9
1927	1.299	74.771	470.871	608	99
1928	1.275	73.014	462.421	773,4	143,8

c) *Organisation et fonctionnement.* — L'organisation et le fonctionnement des différentes sociétés coopératives d'importation de fourrage sont à peu près identiques.

Alors que nous avons vu les autres coopératives se former graduellement « par le bas », il peut être question, ici, d'une organisation « par le haut », du fait que c'est avec intention et suivant un plan préconçu que l'on s'est décidé à fonder ces sociétés.

Elles comprennent une société centrale dont sont membres des sociétés locales, principalement, mais auxquelles peuvent s'ajouter des laiteries coopératives, des sociétés coopératives de consommation, ou tout autre association distribuant du fourrage à ses associés.

1. Voir plus loin p. 112.

La société centrale achète directement à l'étranger des chargements entiers de grains ou de tourteaux, les fait décharger dans ses entrepôts, puis, livre à chaque société locale, la quantité que celle-ci a commandée, en lui accordant trente jours de crédit pour le paiement.

Ces sociétés locales sont constituées par les fermiers d'une même région. Quand ceux-ci prennent personnellement livraison de leur fourrage, ils doivent payer comptant, ou du moins dans un délai permettant à leur association de se décharger à temps vis-à-vis de la société centrale.

La vente des marchandises se fait aux prix du commerce. Il y a ristourne à la fin de l'année, une fois tous frais intérieurs réglés (amortissement du capital, dépôt à un fonds de réserve, etc.) du trop-perçu au prorata des achats de chacun.

Les sociétés locales s'engagent à acheter tout le fourrage dont elles ont besoin, à l'association centrale, pour une période de cinq ans. Au sein de ces sociétés locales, les membres individuels se lient pareillement envers elles, sauf dans la Société coopérative des Iles qui fait exception. Là, l'obligation des sociétaires est limitée à 330 kg. de fourrage par vache annuellement.

Le capital nécessaire à la fondation et au fonctionnement d'une société d'importation de fourrage s'obtient par emprunt. Chaque association locale garantit cet emprunt, comme d'ailleurs tout autre engagement financier de la société centrale, par une caution fixée à deux couronnes par vache (vache-inscrite) avec un minimum de 500 couronnes par association.

Dans chacune des sociétés locales, les membres autorisent leurs dirigeants à signer un document stipulant de quelle somme ladite société est responsable. L'ensemble des documents est ensuite envoyé à l'association centrale et c'est sur la foi de ceux-ci que cette dernière emprunte le capital dont elle a besoin. Les sociétés locales, n'ayant pas d'entrepôts, n'ont pas besoin de capital.

Les sociétés locales se dirigent elles-mêmes, sans qu'il y ait d'organe d'administration bien défini. Par contre, la société centrale compte d'abord l'assemblée générale à laquelle chaque société locale envoie des délégués, généralement en raison du nombre de vaches inscrites. L'assemblée générale élit une direction qui a plutôt le caractère d'une assemblée de représentants, par le nombre de membres qu'elle comporte. A son tour, cette dernière élit dans son sein, un comité directeur. Il y a également, comme dans toutes les autres coopératives que nous avons étudiées jusqu'ici, un directeur technique, lequel est un marchand de grains éprouvé, qui s'occupe de l'achat et de la répartition du fourrage.

Il est à remarquer que le fourrage est actuellement livré tout préparé, alors qu'au début des sociétés d'importation, le grain était livré tel quel aux sociétés locales, il est aujourd'hui broyé et mélangé par les soins de la société centrale qui a pris par là l'allure d'une véritable usine.

d) *Importance de l'importation coopérative de fourrage.* — 31 % des fermiers danois sont membres de sociétés coopératives d'importation de fourrage. Les petites et les moyennes propriétés prédominent dans ces sociétés.

**Participation aux sociétés coopératives d'importation
de fourrage d'après la superficie des propriétés (1923).**

<i>Superficie</i>	<i>Font partie des sociétés d'importation de fourrage</i>		
	<i>Propriétés %</i>	<i>Porcs %</i>	<i>Vaches %</i>
0,55- 1,7 ha	12,5	16,6	18,2
1,7 - 3,3 »	20,9	24,2	24,1
3,3 - 5 »	26,9	29,6	29,3
5 - 10 »	31,3	34,6	34,1
10 - 15 »	35,5	38,4	38,4
15 - 30 »	38	40	39
30 - 60 »	37,6	38,6	37,5
60 - 120 »	25,3	23	24,2
120 - 240 »	10	7,1	6
240 ha. et au-dessus	1,4	2,7	2

Quant à la part sur l'ensemble du fourrage consommé qui passe par les coopératives, elle ressort du tableau suivant :

	<i>Consommation totale de fourrage au Danemark (millions de kg.)</i>	<i>Part des coopératives (millions de kg.)</i>	<i>Proportion sur l'ensemble</i>
1921-25	1.460	600	41
1925-26.....	1.347	566	42
1926-27.....	1.570	608	39
1927-28.....	1.425	773	54

§ 2. La société coopérative d'achat d'engrais.

L'emploi intensif d'engrais chimiques est, comme l'importation de fourrage, une des caractéristiques de l'agriculture moderne du Danemark. Il y a là, la satisfaction d'un nouveau besoin né du changement dans la production, car une partie du fourrage donné aux bêtes est tout de

même produite dans le pays, et c'est pour subvenir à la culture de celui-ci que l'engrais chimique devient une nécessité.

Ici nous retrouvons un de ces aspects d'industrialisation de l'agriculture danoise : consommation d'une matière première dans le but de produire.

a) *L'approvisionnement en engrais, avant la coopération.*

— Ce fut aux environs de 1870 que l'on commença au Danemark à faire usage d'engrais chimiques. Jusque-là, on s'était contenté, comme nous l'avons vu, d'engrais animaux. Le tableau suivant donne un aperçu de l'importance croissante que prit, à partir de cette date, l'importation d'engrais chimiques :

Millions de kg.

1871-1880.....	15,1
1881-1890.....	17,7
1891-1900.....	47,1
1901-1910.....	98,3
1911-1920.....	222,9
1921-1925.....	378,3
1926.....	547,3
1927	474,2
1928	497,8

Les commerçants qui, les premiers, vendirent le nouveau produit aux paysans ne purent s'empêcher de céder à la tentation d'exploiter la crédulité de ces derniers, et sous de pompeuses dénominations telles que « Engrais Universel concentré », « Engrais normal pour la culture », « Engrais du paysan danois », ou encore « Engrais agricole jutlandais », ils leur fournirent, à des prix exorbitants par rapport à la valeur réelle de la marchandise, des engrais de qualité très inférieure. Pour un engrais très en faveur à

cette époque, vendu sous le nom d' « Engrais animal et minéral », l'analyse révéla que ce que l'on offrait pour trente-sept couronnes, valait en réalité deux couronnes. Les fermiers, victimes de ces fraudes, devaient réagir.

b) *L'approvisionnement coopératif en engrais.* — Aux environs de 1880, quelques associations locales s'organisaient déjà pour l'achat en commun d'engrais chimiques. Les associations, avec l'apparition et le succès corrélatif de la coopération dans le domaine de la production, s'organisèrent bientôt suivant le nouveau mode. Mais elles étaient encore trop disséminées par le pays, et ne travaillaient pas suffisamment ensemble pour avoir une influence quelconque.

Des tentatives pour coordonner leurs efforts et organiser, sur une base solide, le commerce des engrais, furent faites par des hommes tels qu'Anders Nielsen et Severin Jörgensen, déjà maintes fois cités et dont la réputation d'énergie et de dévouement à la cause coopérative nous est connue, ainsi que par I.-C. La Cour, le professeur Westerman, le directeur de laboratoire agricole d'essai N.-J. Nielsen, les conseillers K. Hansen et Fr. Hansen, pour ne citer que les principaux noms connus dans ce domaine forcément plus limité de l'approvisionnement en engrais.

Leurs efforts aboutirent à la fondation à Aarhus en 1901 de l'Entreprise coopérative danoise des engrais (Dansk Andels-Gödningsforretning). Cette société groupait vingt-deux associations coopératives d'achat d'engrais. Son activité s'exerçait, pour la plus grande partie, dans la péninsule jutlandaise.

A ses débuts la société n'avait fait aucune tentative pour remanier l'organisation intérieure des associations qu'elle groupait. Elle se bornait à les obliger à lui acheter tout l'engrais dont elles avaient besoin pour dix ans, sans exiger que les membres individuels dans chacune des vingt-deux associations fussent tenus par des engagements similaires vis-à-vis de celles-ci.

Mais devant le succès de l'Entreprise coopérative et par suite du nombre de cultivateurs qui désiraient en être membres, il fallut bien songer à modifier cette organisation primitive.

Une refonte eut lieu en 1907. On divisa les acheteurs d'engrais en trois classes : 1° Ceux qui formaient une société locale membre de l'Entreprise coopérative, et qui étaient liés à leur société locale par une obligation d'achat ; 2° Ceux qui tout en formant une société locale, n'étaient pas tenus d'acheter à celle-ci tout l'engrais dont ils avaient besoin, mais dont l'association locale l'était auprès de l'Entreprise coopérative ; 3° les associations simplement clientes de l'Entreprise coopérative et qui n'étaient tenues par aucune obligation envers celle-ci.

En 1916, on réorganisait définitivement la coopérative, pour lui donner la forme qu'elle a encore actuellement.

Le développement de cette société ressort du tableau suivant :

	<i>Engrais livré (millions de kg.)</i>	<i>Chiffre d'affaire (millions de couronnes)</i>
1902-05	16,2	0,9
1906-10	31,9	2
1911-15	60,8	4,4
1916-20	48,3	11,8
1921-25	141,7	24,7
1926	200,4	22,7
1927	182	17
1928	190	18,2

Elle groupe aujourd'hui 1,535 sociétés locales et 76.300 membres.

c) *Organisation et fonctionnement.* — L'organisation et le fonctionnement de l'Entreprise coopérative danoise des engrais se rapprochent beaucoup de ceux des sociétés d'importation de fourrage.

Sont membres d'une société centrale les sociétés locales disséminées de par le pays. Ces dernières prennent l'engagement d'acheter pendant dix ans, à la société centrale, tout l'engrais dont elles auront besoin. Un engagement similaire lie, à chacune des sociétés locales, les membres individuels de celles-ci. Toute contravention à ces obligations entraîne une amende se montant à 20% de la valeur de la marchandise achetée en fraude.

L'activité de la société centrale, qui a son siège à Copenhague, deux filiales et plusieurs entrepôts en province couvre actuellement tout le pays. La société achète ou importe directement l'engrais qu'elle estime pouvoir écouler auprès de ses membres. Puis, suivant les commandes, cet engrais est distribué aux sociétés locales qui en prennent directement livraison en gare et n'ont pas de magasin.

La vente des marchandises se fait aux prix du commerce. A la fin de l'année, une fois tous les frais intérieurs payés et un dépôt fait au fonds de réserve, le trop-perçu est réparti entre les coopérateurs au prorata de leurs achats dans l'année.

La responsabilité des sociétés locales pour les engagements financiers de la société centrale (emprunt du capital initial et du capital d'exploitation, par exemple) est limitée à une caution que fournissent les membres de celle-ci, caution qui se monte à 0,5% de la valeur imposable de leurs propriétés. Un document est établi dans chaque société locale par les dirigeants de celle-ci, énonçant le montant de cette caution. L'ensemble des documents est ensuite envoyé à la société centrale et c'est sur leur foi que cette dernière s'engage. En dehors de cette garantie, les sociétés locales ne sont pas responsables des agissements de l'Entreprise coopérative.

La société centrale est administrée par une assemblée générale annuelle où chaque société locale envoie un délégué. Ce corps élit une assemblée de vingt-trois représentants chargés chacun d'un district dans le rayon d'action de l'Entreprise coopérative.

Les représentants élisent le comité directeur de sept membres. Il y a un directeur technique, commerçant expérimenté, pour s'occuper de la marche commerciale des affaires.

d) *Importance du commerce coopératif des engrais.* — L'entreprise coopérative danoise des engrais groupe actuellement dans ses sociétés locales 24% des fermiers danois.

Ceux-ci sont surtout des petits et de moyens exploitants :

**Participation à l'Entreprise coopérative danoise des engrais
d'après la superficie des propriétés (1923).**

<i>Superficie</i>	<i>Font partie des sociétés locales</i>	
	<i>Propriétés %</i>	<i>Superficie %</i>
0,55- 1,7 ha.	4,6	5,2
1,7 - 3,3 "	10,8	11,4
3,3 - 5 "	16,5	16,7
5 - 10 "	22,2	22,6
10 - 15 "	28,5	28,5
15 - 30 "	35	35,2
30 - 60 "	33,9	33,8
60 -120 "	26,2	25,1
120 -240 "	10,6	9,9
240 ha. et au-dessus	4,2	5,3

Sur l'ensemble de l'engrais *importé*, 37 à 40% le sont par l'intermédiaire de l'Entreprise coopérative.

Sur l'ensemble de l'engrais *consommé* dans le pays, 30 à 33% sont fournis par elle.

§ 3. — *La société coopérative d'achat et de fabrication
du matériel de laiterie*

a) *L'approvisionnement en matériel de laiterie avant la coopération.* — L'idée que les laiteries pourraient s'associer pour acheter le matériel dont elles avaient besoin, semble s'être fait jour très tôt. Les statuts des premières associations laitières prévoyaient déjà des acquisitions en commun.

Ces associations s'adressaient généralement directement à une maison de gros et, en transigeant sur un prix, arrivaient par ce moyen, à obtenir une meilleure qualité de marchandises à des prix abordables. Mais il n'y avait encore rien de coopératif dans ces procédés. Avant d'orga-

niser quoi que ce soit dans cet esprit, il fallait d'abord attendre que la coopération, qui venait de faire son apparition dans la production laitière, s'affirmât et gagnât à elle la confiance d'un plus grand nombre de producteurs.

Aussi ce ne fut qu'aux environs de 1895 qu'une certaine agitation commença à se manifester dans les milieux laitiers, afin d'organiser une entreprise, de forme coopérative, que dirigeraient les laiteries elles-mêmes, pour les approvisionner directement de tout le matériel dont elles avaient besoin, sans passer par l'intermédiaire du commerce privé.

b) *L'approvisionnement coopératif en matériel de laiterie.*

— La discussion d'une semblable coopérative fut à l'ordre du jour de l'Assemblée des délégués de la Fédération des Associations laitières du Jutland, en 1898. Une commission fut nommée pour étudier la question et, grâce aux encouragements d'Anders Nielsen et de Severin Jørgensen, on fonda, en 1901, la Société d'achat en commun des laiteries danoises (De danske Mejeriers Fællesindkøb).

Ne faisaient partie de cette coopérative, au début, que des laiteries du Jutland et de Fionie, mais, quelques mois déjà après sa fondation, l'île de Seeland y comptait également des membres.

Parmi les marchandises que la coopérative s'occupa de fournir à ses membres sociétaires, il y avait, entre autres, du charbon. Cette activité rencontrant, de la part du commerce privé, une certaine résistance et, après que les importateurs de charbon du Jutland eurent interdit à qui que ce fût de vendre autrement que directement aux laiteries coopératives sans passer par l'intermédiaire de la Société, elle fut abandonnée.

Trois ans plus tard, en 1903, l'association achetait une usine pour la fabrication de machines laitières à Kolding (Jutland-est), remontant ainsi à la source et produisant elle-même le matériel nécessaire. Elle changea de nom, en conséquence, s'appelant à partir de cette date : La Société d'achat en commun et de fabrication de machines des laiteries danoises (De danske Mejeriers Fællesindkøb og Maskinfabrik). Son siège social fut installé à Copenhague où il se trouve aujourd'hui.

Le tableau suivant permet d'apprécier le développement de cette société coopérative :

	<i>Chiffre d'affaire annuel moyen (1.000 couronnes)</i>	<i>Nombre de membres</i>
1901-05	529	»
1906-10	1.963	678
1911-15	3.173	1.021
1916-20	4.185	»
1921-25	6.136	1.635
1926	5.670	1.603
1927	5.318	1.578
1928	5.599	1.581

c) *Organisation et fonctionnement.* — Toute laiterie coopérative peut être membre de la Société. En outre, la direction est autorisée, en obéissant à certaines conditions, à admettre toute association ou établissement preneur de marchandises mises en vente par la société.

Les membres ne sont pas et n'ont jamais été liés par une obligation d'achat, contrairement à ce qui se passe dans les autres coopératives.

Alors qu'au début la société n'avait pensé traiter qu'avec ses membres, elle en vint par la suite à vendre également à

d'autres. Mais il n'est pas, bien entendu, distribué à ces derniers la ristourne du trop-perçu que reçoivent les membres au prorata de leurs achats, à la fin de chaque année.

Les laiteries coopératives, membres de la société, sont responsables des engagements financiers de celle-ci, chacune jusqu'à concurrence d'une somme fixée originairement à 100 couronnes, mais qui depuis a été augmentée et est actuellement de 2.000 couronnes.

Le capital nécessaire à la fondation et au fonctionnement de l'entreprise a été obtenu par un emprunt garanti par cette caution.

En ce qui concerne la direction de l'entreprise, elle est confiée à une assemblée générale de représentants, élus chacun par un des districts en lesquels le pays est divisé à cette fin, à un comité de direction de cinq membres élu par l'assemblée et à un directeur technique.

La Société a de nombreux bureaux et magasins de par le pays, de façon à maintenir en éveil l'intérêt local pour ses activités.

§ 4. — *Société coopérative d'approvisionnement en graines.*

Avec le changement dans la production, il devait y avoir également changement dans la culture des céréales. Les paysans danois se mirent rapidement à la culture de celles qui constituaient le meilleur fourrage pour leurs bêtes : trèfle, luzerne, herbes, etc... L'approvisionnement en graines de ces espèces, après avoir été aux mains du commerce privé, devait également être assuré par la coopération.

a) *L'approvisionnement en graines, avant la coopération.*

— Aux environs de 1880, cet approvisionnement se faisait par importation. Mais la qualité des graines importées laissait beaucoup à désirer. La fraude s'y mêlait, entre autres celle qui consistait à mélanger aux graines une certaine espèce de sable provenant d'une carrière des environs de Prague, en Bohême, et dont les grains ressemblaient à s'y méprendre à de véritables graines.

On citait l'exemple de ce fermier, qui, ayant payé 1,60 couronne une livre de graines, constata, une fois celles-ci semées, qu'il avait poussé en tout vingt herbes, ce qui les faisait revenir à 8 Öre pièce. La moitié d'ailleurs était d'une espèce différente de celle qu'il avait cru acheter. Les marchands poussaient l'impudence jusqu'à recommander les produits falsifiés, soutenant que l'on allait ainsi à l'encontre de la mauvaise habitude des paysans de semer trop serré !

Pour se défendre, les fermiers commencèrent, aux environs de 1880-1890, à se grouper en des sociétés d'achat en commun n'ayant encore aucun caractère coopératif. Mais, vu la faible importance de celles-ci elles ne réussirent à apporter qu'une imperceptible amélioration à cet état de choses.

Ce fut seulement du jour où la coopération s'empara de ce commerce qu'une transformation heureuse se fit vraiment sentir.

b) *L'approvisionnement coopératif en graines.* — En 1898, la Fédération des coopératives de consommation ouvrait un département spécial destiné à approvisionner ses associés en graines.

En même temps qu'elle s'occupait de livrer aux produc-

teurs une marchandise d'importation dont elle pouvait garantir la qualité; la Fédération prit l'initiative d'encourager la culture et la production de graines dans le pays même. A cette fin, elle fit cultiver des graines dans plusieurs fermes, sous la surveillance et suivant les conseils de spécialistes et d'experts délégués par elle. Elle acheta même deux fermes pour faire des expériences et des recherches de nouvelles espèces.

Cette initiative eut un succès retentissant. On vit dans cette méthode le moyen le plus sûr d'obtenir des graines de bonne qualité et l'idée ne tarda pas à être reprise par les fermiers qui, par l'intermédiaire de leurs sociétés agricoles, fondèrent à Copenhague, en 1906, la Société coopérative d'approvisionnement en graines des sociétés agricoles danoises (Danske Landboforenings Frøforsyning).

Le but que se proposait d'atteindre ces sociétés était « d'encourager la culture des bonnes graines, d'assurer, des rapports meilleurs entre producteurs et consommateurs ainsi que d'organiser une vente avantageuse de bonnes graines, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. »

Comme nous le verrons plus loin, cette coopérative, par sa rigide organisation et l'efficacité de ses méthodes, a réussi à transformer le commerce des graines de fond en comble. Le fossé malsain qui séparait le consommateur du producteur a été comblé par elle et, en conséquence, l'association fonctionne actuellement sur une base solide, alors que bien des commerces privés chancellent. Son développement ressort du tableau suivant :

	Nombre de membres	Chiffre d'affaire (1000 couronnes)	Graines vendues (1.000 couronnes)	
			A la Fédération des coopératives de consommation ¹	En gros
1911.....	562	718	325	80
1916.....	1.648	2.216	1.417	679
1921.....	2.822	6.915	3.179	2.567
1926.....	2.789	4.585	2.898	1.269
1927.....	2.842	4.264	2.829	1.149
1928.....	2.959	3.088	2.294	610

c) *Organisation et fonctionnement.* — Le siège de la Société coopérative d'approvisionnement en graines des sociétés agricoles danoises se trouve à Roskilde (Seeland) où elle possède également un entrepôt modèle. Cinq autres sont disséminés de par le pays, tous munis d'un atelier de nettoyage et de séchage des graines.

Ses membres sont divisés en deux classes : 1^o les membres A, qui sont des sociétés agricoles ne s'occupant pas de culture mais qui, néanmoins, l'encouragent et, qui tout en ne tirant aucun profit de l'association, prennent toutefois l'initiative de faire cultiver des graines sous contrôle, contribuent à l'exercice de ce contrôle et stimulent l'intérêt des associés pour l'emploi de graines contrôlées; 2^o les membres B, qui sont des cultivateurs de graines proprement dits. Seul un membre d'une société agricole recommandé par le comité de culture des graines de la Société agricole provinciale, peut être présenté comme cultivateur à la Coopérative. S'il est admis, il doit se soumettre à l'obligation contrac-

1. Voir plus loin, p. 129.

tuelle de travailler suivant les directives et les instructions de la Société. On lui remet des graines sélectionnées, en lui recommandant de ne faire aucun croisement. Tout terrain appartenant à un membre cultivateur,ensemencé par lui, est l'objet, pendant toute la croissance des plantes, d'une inspection régulière de la part d'inspecteurs spécialisés, au service de la Société coopérative.

Toutes les recherches scientifiques, pouvant profiter à la culture des graines, sont confiées à un comité de trois membres. Ceux-ci sont des experts nommés par une assemblée élue par les sociétés agricoles, à raison de un représentant par dix mille membres de ces sociétés.

Pour la vente des graines, un accord, unique en son genre, a été conclu entre la Société coopérative d'approvisionnement en graines des sociétés agricoles danoises et la Fédération des coopératives de consommation. D'après cet accord, la Société coopérative s'engage à écouler tout le produit de ses cultures par l'intermédiaire de la Fédération, qui se charge de la vente au détail. La Société coopérative ne peut vendre que la qualité de graines que la Fédération ne lui prend pas, et seulement en gros.

La Fédération s'engage de son côté à ne pas cultiver de graines et à s'approvisionner exclusivement auprès de la Société coopérative.

Le prix que paye la Fédération à la Société coopérative, pour les graines que celle-ci lui fournit, est fixé par une entente entre les deux associations, et se base sur le prix annuel moyen des graines.

Chaque membre de la Société coopérative d'approvisionnement en graines des sociétés agricoles danoises se porte

garant envers celle-ci pour une somme de 120 couronnes par hectare. 5 % du prix de vente des graines sont portés au compte d'un fonds employé comme capital d'exploitation, et il est payé aux cultivateurs, suivant leurs parts dans ce fonds, 5 % d'intérêt. Leur part leur est ainsi remboursée au bout de deux ans. En général, 2 % du prix de vente sont également mis de côté afin de constituer un fonds de réserve jusqu'à ce que le montant de celui-ci soit égal à 10 % de la valeur de la production annuelle de graines.

Ce qui reste ensuite de l'excédent du prix de vente sur le prix de revient est distribué aux producteurs suivant l'apport de chacun en graines.

La société est administrée par l'assemblée générale annuelle des délégués des membres A et des membres B, à raison pour les premiers, de un délégué par quinze cents membres à l'intérieur de chaque société agricole et de un délégué par vingt cultivateurs, pour les autres; par le comité directeur de quinze membres, élu par l'assemblée; par un comité de direction pour les affaires courantes, élu à son tour par les directeurs, et enfin par un directeur technique.

25 à 35 % de la superficie du Danemark vouée à la culture des graines sont actuellement la propriété de la Société coopérative; 25 % de la vente totale de graines au détail sont assurés par la Fédération des coopératives de consommation. La société a, en outre, un important commerce d'exportation.

§ 5. — *Les Sociétés coopératives de marnage.*

Le marnage des terres a été pratiqué au Danemark depuis très longtemps. En plusieurs endroits du pays, se trouvent des bancs de marne particulièrement riches en carbonate de chaux. L'exploitation coopérative de ces bancs ne devait pas tarder à se faire grâce à l'extension considérable que prenait, de plus en plus le principe coopératif.

La première société coopérative de marnage fut fondée en 1906 sous le nom de « Société d'approvisionnement en marne des Landes » (Alhedens Mergelforsyning). En 1907 se fondait celle qui, par la suite, s'est développée au point de devenir aujourd'hui la principale association dans cette branche : la Société coopérative d'approvisionnement en marne du Jutland de l'ouest (Andels-Selskabet Vestjyllands Mergelforsyning). En plus de ces sociétés, il existe environ cinquante petites associations locales. Ces dernières sont constituées par des fermiers habitant près d'un banc de marne et qui se sont groupés coopérativement pour l'exploiter. Ils sont propriétaires des machines, des voitures, des rails et en général de tout le matériel nécessaire à cette exploitation.

Les grandes sociétés sont des associations de fermiers qui n'ont pas de banc de marne dans leur voisinage, mais qui ont organisé l'exploitation coopérative d'un ou de plusieurs grands bancs du pays. Ces sociétés comportent généralement un organisme central qui s'occupe de l'enlèvement et du transport de la marne et la livre à des organismes locaux. La Société coopérative d'approvisionnement

en marne du Jutland de l'Ouest, compte ainsi aujourd'hui environ 100 sociétés locales.

§ 6. — *La fabrication coopérative de ciment.*

La consommation de ciment a été considérable au Danemark depuis que l'on fait usage de ce produit.

Sa fabrication était, jusqu'au moment où la coopération y contribua également, aux mains de grandes sociétés capitalistes qui étaient arrivées à imposer leur prix sur le marché, en formant un « trust » comprenant, non seulement le Danemark, mais l'ensemble des pays scandinaves et une partie de l'Allemagne du Nord. La puissance de ce « trust » atteignit son apogée en 1911, au moment où éclata ce qu'on a appelé la « guerre du ciment ». Les consommateurs de ciment qui étaient surtout des agriculteurs, irrités par l'omnipotence des producteurs, décidèrent de se libérer de ce joug insupportable, en tentant d'organiser une fabrication coopérative de ciment.

Le mérite de cette initiative revient à l'Entreprise coopérative jutlandaise de fourrage qui, avec le fermier de Svejstrup Østergaard, Anders Nielsen, à sa tête, invita, en 1911, près de deux mille sociétés coopératives et une grande quantité de petits fabricants de briques et de matériaux en ciment, à se réunir, dans le but d'étudier le projet d'organisation d'une fabrique coopérative de ciment.

En novembre de la même année, trois cents sociétés coopératives, ainsi que plusieurs consommateurs particuliers de ciment, signaient un contrat les liant pour cinq ans. Ils s'engageaient à s'approvisionner auprès d'une coopérative nouvellement fondée sous le nom de Fabrique

coopérative danoise de ciment (Dansk Andels-Cement-fabrik).

Une usine fut construite et, au cours de l'été 1913, la société était en état de livrer régulièrement jusqu'à 300.000 barils de ciment par an. On comptait à ce moment 400 sociétés coopératives et 116 consommateurs individuels membres de la coopérative. La construction de la fabrique avait coûté 1 million 120 mille couronnes, en chiffres ronds.

Le problème de l'obtention du capital nécessaire avait été, à ce propos, particulièrement difficile à résoudre. Toutes les banques auxquelles on s'était adressé, se refusèrent à avancer l'argent nécessaire, malgré les garanties qu'on leur offrait : caution solidaire des membres du comité directeur et du président de l'assemblée des représentants, engagement contractuel des coopérateurs de ne s'approvisionner qu'à la coopérative pendant cinq ans, capital de 200.000 couronnes avancé à cette fin par les membres. Les établissements de crédit exigeaient que l'on abandonnât la forme coopérative et que l'on s'organisât en sociétés par actions.

Comme ce n'était pas là le but poursuivi, les dirigeants de la nouvelle société s'évertuèrent à trouver l'argent autre part. Ils y réussirent en empruntant individuellement aux associés.

La Fabrique coopérative danoise de ciment compte aujourd'hui comme membres des associations et des individus.

Les associations doivent participer, par un versement minimum de 500 couronnes, à la constitution d'un capital

social. La participation correspondante des membres individuels est fixée en proportion de leurs commandes de ciment au cours de l'année.

Les deux catégories de membres s'engagent, en outre, à ne s'approvisionner pendant cinq ans qu'à la Fabrique. Ils ne sont responsables de leurs engagements financiers que jusqu'à concurrence du montant de leurs parts dans son capital.

Le ciment est vendu aux prix du commerce et le trop perçu est ensuite distribué au prorata des achats.

L'administration comprend l'assemblée générale des délégués des membres à raison, pour chaque association, de un pour cent membres de celle-ci, et pour les individuels, de un pour cinq membres; l'assemblée des représentants, au nombre de vingt-cinq, élue par la première assemblée; le comité directeur et le directeur technique.

La lutte entre la Fabrique coopérative et le commerce privé fut particulièrement âpre. Elle entraîna la fermeture de la fabrique de 1915 à 1916, à l'occasion d'un procès intenté par le « trust » du ciment à la Fédération des coopératives de consommation, accusant celle-ci d'avoir contribué à la fondation de la Fabrique, alors qu'elle, la Fédération, avait pris l'engagement en 1911, au moment où elle était cliente du « trust », de ne pas favoriser la réalisation d'un semblable projet.

Mais le principe coopératif finit par sortir vainqueur de ce duel. La production annuelle de la Fabrique coopérative danoise de ciment, est actuellement d'environ 700.000 barils, son chiffre d'affaire de 5, 5 millions de couronnes et le nombre de ses membres se monte à 1050, dont 850 sociétés coopératives.

En dehors du fait que cette coopérative fournit actuellement un cinquième du ciment utilisé au Danemark, elle en exporte également en Norvège, en Suède, en Allemagne, ainsi qu'au Brésil, en Extrême-Orient et aux Antilles.

Son siège social est à Nørre-Sundby sur le Limfjord (Jutland-nord).

§ 7. — *La Société coopérative d'importation de charbon.*

Avec le développement des coopératives de production telles que laiteries, abattoirs, etc..., un plus grand besoin de combustible devait se faire sentir au Danemark. Il était assez naturel que les producteurs, habitués de plus en plus à agir pour leur propre compte et à ne pas souffrir d'intermédiaires, dussent, à propos de leur approvisionnement en charbon, chercher également à se grouper coopérativement.

Nous avons vu déjà que la Société d'achat en commun des laiteries danoises avait, à ses débuts, entrepris de fournir du charbon à ses associés. Nous avons également vu comment cette société se heurta à l'interdiction des importateurs défendant de vendre du charbon par son intermédiaire aux laiteries coopératives. Bien que la société en question eut renoncé à engager une lutte contre le commerce privé et préféré s'abstenir, l'idée de s'approvisionner coopérativement en charbon ne fut pas abandonnée pour cela.

A l'automne de l'année 1912, plusieurs laiteries coopératives du Jutland se réunirent sur l'initiative de l'Association Laitière de Aarhus et de Severin Jørgensen, président de la Fédération des coopératives de consommation. Il en résulta qu'en mai 1913, l'Entreprise coopérative jut-

landaise de charbon (Jysk Andels Kulforretning) fut fondée.

La Fionie à son tour fondait, en 1914, l'Entreprise coopérative de charbon de Fionie (Fyns Andels Kulforretning). Enfin l'île de Seeland, cherchant à son tour à fonder une société coopérative pour approvisionner ses producteurs en charbon, s'associait à l'Association jutlandaise qui, changeant de nom, s'appela à partir de 1915, l'Entreprise coopérative danoise de charbon (Dansk Andels Kulforretning).

Les membres de cette société sont des coopératives (laiteries, abattoirs, coopératives de consommation, etc...) qui s'engagent à lui acheter pendant cinq ans tout le charbon dont elles auront besoin. Elles se portent garantes également des engagements financiers de l'Entreprise, pour une somme fixée à dix couronnes par tonne de charbon qu'elles achètent.

La vente aux membres se fait aux prix du commerce, le trop perçu étant ensuite distribué au prorata des achats de chacun.

La direction est confiée à l'assemblée générale des délégués des membres (un délégué par association-membre); l'assemblée des représentants choisis à raison de un par comptoir régional de la Société; le comité directeur et le directeur technique.

L'Entreprise coopérative danoise de charbon comptait en 1928, 750 membres, elle avait un chiffre d'affaire de 4 millions de couronnes et livrait 70.000 tonnes de charbon annuellement. Celui-ci est surtout acheté directement en Angleterre.

Le siège social de la coopérative est à Aarhus.

Section III. — Le crédit coopératif

Nous avons vu que c'est par l'emprunt que les sociétés coopératives danoises se procuraient le capital dont elles avaient besoin d'abord pour se fonder, ensuite pour fonctionner.

C'était principalement aux caisses d'épargne très répandues dans les campagnes et dont l'origine remonte à 1810, qu'avaient recours les coopératives. Ces caisses nuirent pendant longtemps au développement provincial des établissements bancaires et c'est pour cette raison que l'on ne peut citer que quelques cas de prêts à des associations coopératives par des banques locales.

Les Kreditforeninger, ces associations de crédit que nous avons étudiées dans le premier chapitre de cette deuxième partie (p. 39) prêtaient également aux coopératives ainsi que les associations de crédit à court terme, dites Landøkonomiske Forskudsforeninger, fondées en 1898 sur l'initiative et avec l'aide de l'Etat.

Mais ces opérations n'allèrent pas sans difficultés. Rappelons à titre d'exemples, que le premier abattoir coopératif, fondé en 1887, n'obtint un emprunt qu'auprès de la caisse de Skanderborg après s'être heurté au refus de tout autre établissement de crédit; que l'abattoir coopératif de Bornholm fondé en 1891 n'obtint de prêt qu'à la caisse d'épargne de Horsens (Jutland); que l'Entreprise coopérative jutlandaise de fourrage ne réussit à emprunter l'argent dont elle avait besoin qu'après que tous les membres de son comité directeur se fussent déclarés solidairement garants; enfin que la Société coopérative danoise d'Exportation

d'œufs ne put emprunter, en 1895, la somme minime de 2.000 couronnes dans la ville de sa fondation, Vejle, qu'une fois que son comité de direction eut cautionné cet emprunt.

Devant tant de difficultés, il était assez naturel que les sociétés coopératives se décidassent à comprendre également le crédit, dans l'ensemble de leurs activités déjà nombreuses.

a) *La banque coopérative.* — L'idée d'organiser une banque coopérative naquit avec les premières ententes entre coopératives agricoles, aux environs de 1898-1899, au sein du Comité coopératif (Andelsudvalget) (voir plus loin, p. 144), fondé à cette époque.

Au début, on ne chercha pas à réaliser le projet. On se contentait d'en menacer les banques afin d'exercer sur elles une pression.

En 1905, un comité d'études pour la fondation d'une banque coopérative fut nommé par le Comité coopératif. Cette mesure provoqua l'envoi d'une circulaire à toutes les banques du pays, par les deux grandes banques danoises, la « Landmandsbanken » et la « Privatbanken », les avertissant du « danger national » que représenterait la création d'une banque coopérative !

La guerre ainsi déclarée par la finance privée, ne fit que tendre plus âprement les volontés vers la réalisation du projet.

Un comité de trois membres — Anders Nielsen, Severin, Jørgensen et Fr. Möller (de la D. A. Æ.) — fut désigné pour étudier la question plus en détail et hâter le résultat. Après de nombreuses réunions des représentants des différentes coopératives du pays, l'assemblée constituante

de la Banque coopérative danoise (Den danske Andelsbank) se tint à Aarhus en 1909.

Mais il fallut attendre 1914 pour que cette banque entrât en fonction. Et cela parce que des scandales politiques et financiers, malheureusement trop fréquents dans nos démocraties modernes, avaient quelque peu compromis le bon renom du crédit danois, et que l'on préféra attendre que la confiance fut restaurée.

Poussée par le vent de la guerre de 1914-1918, la banque coopérative eut un succès d'une rapidité inouïe. En 1922, elle avait un capital de 15.689.700 couronnes et une réserve de 1 million. Elle groupait 1698 sociétés coopératives dont 30 fédérations, 422 laiteries, 24 abattoirs, 750 coopératives de consommation, et près de 500 sociétés coopératives diverses.

Un tiers du capital était souscrit par 22.194 membres individuels, comprenant surtout des fermiers.

C'est qu'en effet, à l'inverse des sociétés coopératives étudiées précédemment, le capital de la Banque coopérative était obtenu par souscriptions des membres, chacun pour une part. A la fin de l'année, tout bénéfice fait sur les opérations bancaires était distribué, après paiement de l'intérêt du capital, constitution d'un fonds de réserve, etc..., aux membres, en proportion de leurs transactions avec la banque dans l'année écoulée.

Les délégués des membres formaient l'assemblée des représentants au nombre de vingt, choisis à raison de un par district.

Ce corps, à son tour, élisait le comité directeur, qui désignait des directeurs techniques, lesquels devaient être approuvés par les représentants.

Après l'essor prodigieux des temps de guerre, la banque coopérative devait subir des revers à partir de 1922. Ceux-ci s'aggravèrent au point qu'en 1925, elle entraît en liquidation et fermait ses portes.

Mais ceux qui la dirigeaient ne se laissèrent pas abattre par ces difficultés passagères. En novembre 1925, elle rouvrait sous le nom de Banque coopérative danoise populaire (Dansk Andels- og Folkebank). Celle-ci, organisée de la même façon que sa devancière, avait, trois ans plus tard, un bénéfice de 80.000 couronnes et traitait pour 10 millions de couronnes d'affaires.

Son siège social est à Copenhague. Elle a 19 bureaux répartis dans le pays.

b) *Les caisses coopératives (Andelskasser)*. — Telle était devenue l'enchevêtrement du réseau des coopératives agricoles au Danemark que les fermiers se trouvaient, le plus généralement, être membres de plusieurs coopératives à la fois. De ce fait il y avait un va-et-vient tout à fait inutile de sommes d'argent souvent importantes, qui se traduisait par des dépenses, dont on aurait très bien pu se passer, pour frais d'administration, paiement d'intérêts, etc...

Aux environs de 1914-1915, un mouvement naquit dans le sud-ouest du Jutland pour remédier à cet état de choses.

Le fermier N. H. Jessen, de Outrup, petite ville de cette région eut l'idée que l'on pouvait créer des établissements locaux, dits caisses coopératives (Andelskasser), qui fonctionneraient, en quelque sorte, comme « clearing houses », entre coopératives.

Elles pourraient, en outre, dans l'idée de Jessen, faire

office de banques locales pour leurs membres et auraient un service complet de crédit à leur disposition.

La première de ces caisses se fondait à Outtrup en 1915. N. H. Jessen en était président. Le mouvement ne tarda pas à gagner du terrain, et, actuellement, il y a environ 150 de ces établissements de par le pays.

Leur caractère local les distingue tout particulièrement. Elles groupent dans une région restreinte les sociétés coopératives qui s'y trouvent et s'administrent elles-mêmes. Leurs membres sont solidairement responsables des engagements de l'association. Les prêts ne sont accordés qu'aux membres.

Ces sociétés se sont associées sous le nom de Caisses coopératives danoises (Danske Andelskasser). On évaluait récemment le chiffre d'affaire de l'ensemble des caisses coopératives à 300 millions de couronnes.

Section IV. — Autres coopératives

En dehors des grandes sociétés coopératives précédemment décrites, il y a au Danemark une quantité de petites coopératives de moindre importance que nous allons, sans insister, passer en revue.

a) *Assurances mutuelles*. — Bien que les premières assurances mutuelles danoises datent de 1810, il existe quelques sociétés de ce genre dont la fondation est certainement due au mouvement coopératif de ces cinquante dernières années.

Nous pouvons citer dans cet esprit :

1° L'Assurance-accidents des laiteries et des agriculteurs (Mejeriernes og Landbrugets Ulykkesforsikring) fondée en 1898 à Odense (Fionie). En 1933, cette société comptait 328.000 membres. Elle encaissait pour 3.200.000 couronnes de primes par an.

2° L'Association danoise d'assurance contre les dégâts d'orage (Dansk Forsikringsforening mod Stormskade) fondée en 1903. Elle encaissait, en 1933, 200.000 couronnes de primes.

3° L'Etablissement coopératif Tryg (Andels-Anstalten Tryg), société d'assurance sur la vie fondée en 1904, remaniée en 1911. En 1933, elle comptait 168.809 membres et avait un chiffre d'affaire (primes) de 4.500.000 couronnes.

4° L'Association des conseillers de paroisses pour l'assurance des cultivateurs contre les accidents (Sogneraadsforeningernes Ulykkesforsikring for Landbrugere) fondée en 1909; 13.781 membres; montant des primes: 300 mille couronnes en 1933.

A côté de ces sociétés principales, il y a toute une floraison d'associations mutuelles d'assurances contre la grêle, l'incendie, les accidents du bétail, l'insolvabilité des employeurs, etc... Les abattoirs coopératifs ont fondé en 1899 leurs propres assurances les couvrant pour tous risques attendant à leur activité.

b) *Association pour sanatoria des sociétés coopératives.* — Il y a eu ici une dérogation à la ligne de conduite habituelle des coopératives danoises, qui ne cherchent qu'à faire des affaires et laissent toute œuvre sociale à l'initiative d'autrui.

L'association fut fondée en 1904, sous le nom d'Association pour sanatoria des sociétés coopératives (Andelsforeningernes Sanatorieforening). Elle a des sanatoria à Krabbesholm, près de Skive (Jutland), et à Faxinge près de Præstø (Seeland), à ce dernier endroit en collaboration avec l'Union Nationale de Lutte contre la tuberculose.

1074 sociétés coopératives sont actuellement (1933) membres de l'association, ce qui représente 190.880 membres individuels.

c) *Société coopérative de retraites.* — Autre dérogation aux principes habituels des coopératives, l'Association coopérative de retraites (Andelspensionsforening) fondée en 1919, groupe des sociétés coopératives de l'agriculture et assure une pension à leurs membres pour cause d'invalidité et de vieillesse. Elle paie environ 1 million 700 mille couronnes de pensions par an. Elle compte 1 million 820 mille membres (1933).

d) *Sociétés coopératives diverses.* — Outre les sociétés que nous venons d'énumérer il y a environ trois cents sociétés coopératives d'exploitation électrique, un grand nombre de syndicats de machines agricoles, des fruiteries coopératives, six sociétés coopératives d'exportation de pommes de terre et deux fabriques coopératives de farines de fécule de pomme de terre.

CHAPITRE IV

LA FEDERATION DES SOCIETES COOPERATIVES DANOISES

En 1898 se fondait, sur l'initiative de Severin Jørgensen président de la Fédération des coopératives de consommation, un organisme central du nom de Comité coopératif (Andelsudvalget) « pour la défense extérieure des intérêts communs à l'ensemble des sociétés coopératives danoises ».

Ce premier effort d'organisation stable du mouvement coopératif danois fut suivi, en 1917, par la formation de la Fédération des Sociétés coopératives danoises (De Samvirkende danske Andelsselskaber) avec comme but l'encouragement et le développement de la coopération au Danemark ainsi que l'établissement de rapports avec le mouvement coopératif international.

La représentation, auprès de la Fédération, des diverses sociétés coopératives, au nombre desquelles se trouvent également les coopératives de consommation, est assurée par des délégués. Ceux-ci choisissent à leur tour les membres du Comité coopératif qui devient comité directeur de la Fédération.

En dehors de ses activités au service de la coopération,

la Fédération a fondé en 1919, en collaboration avec les sociétés agricoles danoises et la Société royale d'agriculture du Danemark, le Conseil de l'Agriculture (Landbrugsraadet) dont l'aide précieuse pour la défense des intérêts de l'agriculture dans ses négociations avec le Gouvernement, l'étranger et l'industrie a été maintes fois appréciée.

Le journal de la coopération (*Andelsbladet*) est publié par les soins du Comité coopératif.

TROISIEME PARTIE

Les Coopératives et la Crise Économique Mondiale

Le passage à la production de produits animaux et l'organisation de celle-ci sur une base coopérative, sauvèrent l'agriculture danoise de la crise de 1870-1880 et donnèrent au Danemark un regain de prospérité, pendant près de cinquante ans.

Mais voici que ces derniers temps une nouvelle crise, peut-être plus dangereuse encore, du fait de ses conséquences possibles, est venue menacer à nouveau l'économie nationale.

En effet, c'est à la nouvelle production agricole des denrées animales et à son exportation que s'attaque la crise économique mondiale, ressuscitant par là le spectre du naufrage économique.

Les coopératives qui n'existent, comme nous avons pu l'observer, qu'en fonction de la forme actuelle prise par l'agriculture danoise en vue d'exporter sa production, se

trouvent également menacées et c'est avec inquiétude que l'on se demande ce qu'elles vont devenir.

Supposons, en effet, que le Danemark soit obligé d'abandonner, pour différentes raisons, son commerce d'exportation des produits animaux, il est certain qu'alors les coopératives, telles du moins que nous les connaissons aujourd'hui, seraient appelées à disparaître, ayant perdu toute raison d'être et qu'elles n'auraient plus qu'à entrer dans l'histoire économique du pays, comme les vestiges d'une époque révolue.

Nous examinerons dans ce chapitre les manifestations de la crise économique actuelle ainsi que les répercussions qu'elle a eues sur la vie économique danoise. De cette façon, nous ferons ressortir la menace qui pèse aujourd'hui sur l'avenir des sociétés coopératives agricoles du Danemark.

CHAPITRE PREMIER

LES ASPECTS EXTERIEURS DE LA CRISE

Extérieurement, sur le marché mondial, la crise se manifeste principalement par une baisse des prix et par un protectionnisme grandissant.

Section I. — La baisse des prix.

C'est à partir de 1928 qu'une baisse de prix des produits exportés par le Danemark sur le marché extérieur se fit sentir.

Le graphique suivant permet de se rendre compte de cette baisse :

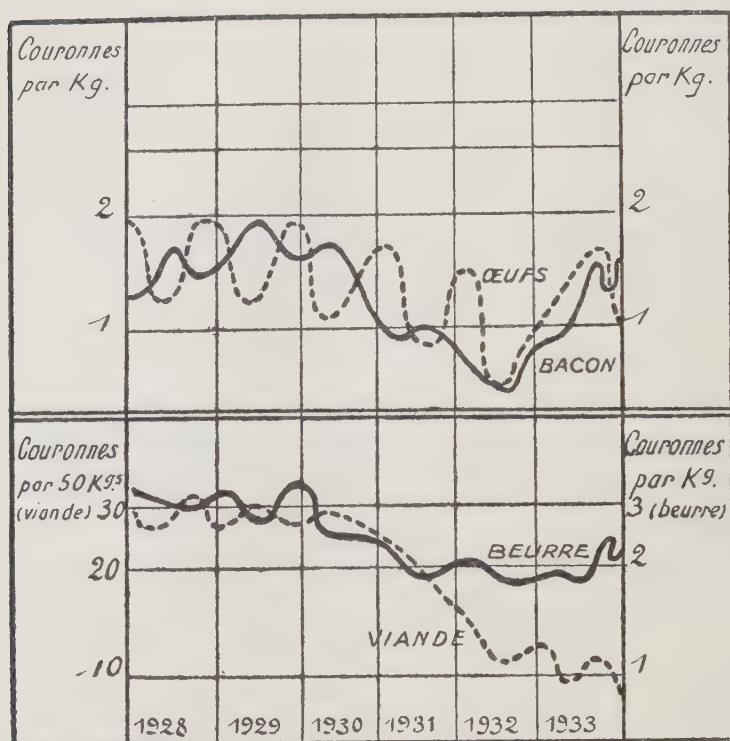


Fig 8 — Courbes des prix pour les principaux articles d'exportation du Danemark.

Mais s'il y a eu baisse de prix, il n'y a pas eu pour cela baisse d'importance du volume des exportations, comme le montre le tableau suivant :

	Beurre (100 kg.)	Bacon (100 kg.)	Œufs (100 vingtaines)	Viande de bœuf (100 kg.)
1928.....	1.477.413	2.722.094	394.500	26.607
1929.....	1.590.383	2.488.684	392.845	47.384
1930.....	1.689.891	3.063.886	421.115	192.779
1931.....	1.716.517	3.761.226	487.160	314.400
1932.....	1.577.984	3.897.695	552.355	134.712
1933.....	1.507.143	941.189	535.168	118.405

L'effet de cette baisse de prix n'aurait pas été aussi grave, si le coût de production des denrées en question avait baissé dans la même proportion.

Les chiffres indices suivants nous permettent d'illustrer clairement ce fait, qui est à la base du rendement déficitaire de l'agriculture, déficit dont nous nous occuperons plus loin (p. 162).

Chiffres indices des produits et du coût de production
de l'agriculture danoise (1909-14 = 100).

	1929-30	1931-32	1932-33
Céréales	129	99	87
Denrées animales	140	77	80
Total.....	139	79	81
Salaires.....	188	168	160
Fourrage	139	89	96
Engrais.....	95	81	87
Autres frais.....	170	163	152
Coût de production au total ...	160	131	129

Jusqu'ici l'histoire se répète. Entre 1870 et 1880, comme nous l'avons vu, c'étaient les prix du blé qui étaient tombés sur le marché extérieur et aujourd'hui, avec la chute de prix des denrées animales, le Danemark se trouve devant une crise analogue à celle qu'il avait su si bien surmonter au siècle dernier. Mais un élément nouveau s'ajoute, rendant la crise actuelle beaucoup plus sérieuse dans ses conséquences possibles : le protectionnisme.

Section II. — Le protectionnisme.

Pour des raisons dont l'exposé n'entre pas dans le cadre de cette étude, le protectionnisme douanier a, ces dernières années, fait des progrès continus.

Cette nouvelle tendance des Etats à s'enfermer économiquement de plus en plus à l'intérieur de leurs frontières est des plus funestes au Danemark, qui vit de son exportation de produits agricoles, seule véritable source de richesses qu'il possède.

Aussi, est-ce avec angoisse que les Danois ont vu les débouchés se limiter de plus en plus. Les récentes restrictions anglaises, venant clore une longue ère libre-échangiste ont brutalement surpris les esprits qui ne voulaient pas croire que la Grande-Bretagne, principale cliente du Danemark, rompit avec une tradition, en apparence fortement établie.

Voici, groupées par pays, dans l'ordre chronologique, les principales mesures de protection venues limiter ou fermer les débouchés du Danemark :

a) *Allemagne*. — Le 16 décembre 1929, l'Allemagne esquissait un projet de limitation des importations de bétail danoises pour les ramener au même niveau que celles de la Suède : contingent de 5.000 têtes payant un droit de douane de 16 marks par Dctw¹. Tout ce qui dépasserait cette quantité aurait à payer un droit de 25,50 marks par Dctw. En même temps, une augmentation des droits sur la viande danoise importée, de 37,50 marks par Dctw. et l'importation libre de 50 millions de kilogrammes de

1. Dctw. — double « cent weight » équivalant à environ 100 kg.

viande frigorifiée de provenance extra-européenne, étaient proposées. Une réunion de protestation eut lieu à Aarhus (Jutland). Le 22 décembre 1929, l'augmentation proposée, allant jusqu'à 24,50 marks des droits sur le bétail en sus du contingent de 5.000 pièces qui avait été adopté, prit effet. Le 23 avril 1930 des droits de douane variables sur divers groupes de marchandises (porcs vivants, par exemple) sont établis. On décide simultanément que l'importation extra-européenne libre de viande congelée devra cesser le 1^{er} juin (elle ne cessera en fait que le 1^{er} octobre).

Pendant toute la première moitié de 1930, différentes mesures prohibitives sont venues de temps à autre limiter l'importation danoise, prétextant toujours des précautions vétérinaires (fièvre éphémère dans les régions de Aabenraa et de Tönder, au Slesvig) alors que le véritable motif de ces interventions était, certainement de mettre un frein aux exportations du Danemark.

Puis ce fut au beurre que l'Allemagne s'attaqua. En 1929 déjà, l'idée de protéger davantage la production nationale avait été longuement discutée, mais ce ne fut que le 27 novembre 1930 que l'on se décida à agir, en augmentant le droit déjà existant de 27,50 marks à 50 marks le Dctw.

Au cours de l'année 1931 les droits sur la viande passèrent de 32 marks à 55 marks les 100 kilogrammes. Pour la viande de porc, de 37,50 marks à 55 marks également les 100 kilogrammes, et pour les œufs de 5 à 70 marks les 100 kilogrammes, ce qui équivalait presque à une prohibition d'importation !¹

1. Une entente hollando-allemande suivit en 1933 qui diminua le droit de moitié.

Les droits sur le beurre furent de nouveau augmentés (jusqu'à 100 marks) pour la partie de l'importation des pays bénéficiant de la clause de la nation la plus favorisée qui dépasserait le contingent accordé à la Finlande, de 5.000 tonnes par an, à 50 marks les 100 kilogrammes. Un supplément de 36 marks serait en outre perçu sur le beurre des pays ayant abandonné l'étalon-or (le Danemark entre autres).

Le 1^{er} mars 1932 il fut stipulé que, chaque mois, seule une quantité maximum de 500 tonnes du contingent serait admise à bénéficier du tarif de 50 marks.

A partir du 1^{er} juillet 1932, la Prusse taxa chaque kilogramme de viande danoise d'un droit de 10 pfennings en sus du tarif douanier valable pour l'Allemagne entière.

Enfin, à la fin de 1932, le 15 novembre, l'importation du beurre fut prohibée, exception faite pour un contingent annuel de 55 millions de kilogrammes au taux de 75 marks les 100 kilogrammes. Cette quantité devait être répartie entre les différents pays exportateurs en proportion de leur importation en Allemagne de 1929 à 1931. Ainsi le Danemark a droit à 15.000 tonnes, c'est-à-dire à la moitié de ses importations de 1931.

Le 15 février 1933 les tarifs douaniers sont de nouveau augmentés : de 100% pour les importations de bétail et de moutons, de 300% pour la graisse, et d'une quantité variable suivant les différentes espèces de viande importées ainsi que pour les porcs vivants.

Le 1^{er} mars 1934, un accord germano-danois intervint. Nous nous en occuperons ultérieurement (voir p. 173).

b) *Angleterre*. — En 1930 déjà, les demandes d'établis-

sement de barrières douanières pour protéger l'Empire britannique se faisaient de plus en plus pressantes. Mais l'Angleterre, fidèle à ses principes libre-échangistes, hésitait encore. La question prit une tournure plus sérieuse à la Conférence d'Empire à Londres en octobre 1932. Ce ne fut pourtant que le 4 mars 1932 qu'il fut décidé, que toute une série de marchandises, dont les produits laitiers et les œufs provenant de pays autres que ceux de l'Empire britannique, seraient frappés dorénavant d'un tarif douanier de 10% établi *ad valorem*.

Après tant d'années de commerce libre, cette décision avait, aux dires des exportateurs danois, tous les caractères d'un événement historique.

Le 17 novembre de la même année, la conférence d'Ottawa remplaça le tarif *ad valorem* par un tarif calculé d'après le poids. Ainsi le beurre fut taxé 15 schillings par cwt¹. Les œufs danois, généralement de dimensions plus grandes que les autres œufs d'importation, se trouvaient ainsi défavorisés.

Le 23 novembre, une décision du 7 novembre entra en vigueur : l'approvisionnement du marché en « bacon » était limitée à un contingent de 108.000 à 110.000 porcs par semaine. Cette mesure était valable pour deux mois à partir du 23 novembre, mais elle fut ensuite prolongée jusqu'au 22 février.

A partir de cette date, le contingent devait être diminué chaque mois de 2,5% jusqu'au 1^{er} juin, date à laquelle des mesures définitives devaient être prises.

L'ensemble de cette nouvelle politique douanière anglaise

1. Cwt. — « Cent weight ». Environ 50 kg. (100 livres).

entraîna des pourparlers anglo-danois qui aboutirent aux accords du 24 avril 1933, dont nous aurons l'occasion de parler plus loin (voir p. 172).

Ajoutons, pour compléter cet exposé des mesures protectionnistes de l'Angleterre, qu'en septembre 1933 et le 10 novembre de la même année, le contingent admis de « bacon » fut limité de façon à ce qu'il ne puisse être que de 73.000 par semaine. Il a été récemment augmenté de nouveau de 3,5% pour la période mars-juillet 1934, ainsi que l'a été d'ailleurs, en même temps, la part des exportations danoises dans l'ensemble des importations anglaises, de 62 à 63,5%. Ceci représente 83.000 à 85.000 porcs par semaine. En revanche, pour le reste de l'année, la quantité admise devra se limiter à 69.000 porcs par semaine.

c) *France*. — Au cours de l'année 1931, la France devait mettre un contrôle sur ses importations et prendre une mesure touchant les exportations danoises, à savoir : taxe douanière de 15%, perçue *ad valorem* sur toutes marchandises provenant de pays à change déprécié. Beaucoup de produits agricoles, dont le beurre, furent l'objet d'un contingentement.

L'année suivante, le 1^{er} octobre 1932, le contingentement du beurre était supprimé, mais le droit d'entrée sur ce produit était porté de 200 francs les 100 kilogrammes à 700 francs, plus la taxe de 15% qui était maintenue.

Au début de 1933, le 16 février, le droit d'entrée sur le beurre augmenta considérablement (de 700 à 850 francs les 100 kilogrammes) et le contingentement, supprimé le 1^{er} octobre 1932, fut remis en vigueur.

Le 14 juillet 1933, les taxes douanières furent décidées pour une quantité de nouveaux produits. Le 14 septembre le contingentement de ces mêmes produits était supprimé. En même temps, on décidait de changer de méthode dans le mode de continger les importations. Dorénavant, 25% de l'ensemble des importations devaient être répartis arbitrairement à l'avance, entre les différents pays, en se basant sur leurs importations passées, tandis que la répartition des 7% restants devait se faire par entente avec les pays qui accordent des réciprocités à la France.

Le Danemark réussit, pendant cette année 1933, à exporter une quantité assez considérable de bestiaux au Maroc. Ce marché nouveau a été fermé depuis, par décision chérifienne du 13 février 1934.

Le 1^{er} janvier 1934, la taxe de 15% était levée pour les importations d'origine anglaise, comme elle l'avait été d'ailleurs pour tous pays à change déprécié mais stable sauf pour le Danemark. La nouvelle méthode de contingentement entrainait en même temps en vigueur. Ainsi, depuis janvier 1934, le Danemark a le droit d'importer en France 6.800.000 kilogrammes de beurre, 4.600.000 kilogrammes de porcs et 7.350.000 kilogrammes de bétail. Ajoutons enfin que le 17 février, le droit d'entrée sur le beurre danois a été abaissé de 850 francs à 700 francs les 100 kilogrammes, mais qu'en revanche, le prix de la licence d'importation pour ce même produit est porté de 50 à 200 francs les 100 kilogrammes. Le 31 juillet une entente franco-danoise, dont nous parlerons plus loin intervint (voir p. 174).

d) *Belgique*. — Après avoir, en janvier 1931, interdit les importations de bétail à cornes du Danemark, la Belgique admit, le 22 avril 1931, un contingent de 850 bêtes par semaine.

Le 27 novembre, le droit sur le bétail est porté à 35 francs et celui sur la viande de bœuf à 105 francs les 100 kilogrammes. En même temps le tarif du beurre est fixé à 140 francs les 100 kilogrammes.

Le 1^{er} avril 1932, tout bétail importé est frappé d'une taxe de 50 francs les 100 kilogrammes.

Le 1^{er} mai, le contingent d'importation des bestiaux est définitivement fixé de 800 à 900 têtes de bétail par semaine.

Le 1^{er} septembre de la même année, en même temps que le droit sur le beurre est augmenté de 15%, il est convenu que le gouvernement décidera des quantités de beurre, de viande et de bétail qu'il sera permis d'importer et les répartira entre des importateurs désignés. Le gouvernement s'engage, en même temps, à porter chacune de ses décisions à la connaissance du Conseil de l'Agriculture du Danemark.

Au cours de l'année 1933, la Belgique adopta entièrement le système du contingentement, le trouvant plus efficace que celui des tarifs douaniers. Ainsi, le contingent des produits danois après avoir été de :

Beurre	15.000 tonnes
Viande de bœuf (bestiaux vivants compris) ..	300 —
Viande de porc (porcs vivants compris).....	200 —

est passé, en août 1934, à :

Beurre	300 tonnes
Viande de bœuf	0 —
Viande de porc.....	0 —
Bacon.....	10 —

En juin et juillet de la même année, le contingent pour le beurre n'avait été que de 150 tonnes.

Le 25 août 1934, un accord dano-belge a fixé les importations danoises jusqu'à la fin de l'année, comme suit :

Beurre	1.440 tonnes
Bétail	4.275 têtes
Viande de bœuf	550 tonnes

e) *Hollande*. — Le 1^{er} janvier 1931, les droits de douane à l'entrée furent tous augmentés de 25 %. Le 25 janvier 1932 les droits sur la viande furent doublés et son importation contingentée à 60 % des importations de 1928-1930. Cette réglementation fut plus tard modifiée et l'importation fixée à 60 % des importations de 1929-1931.

En 1933, la viande danoise fut assujettie à une taxe douanière égale à 20 % d'un prix fixé mensuellement, d'après le tarif courant de la viande sur le marché intérieur.

Actuellement, le tarif d'entrée pour la viande est de 55 florins les 100 kilogrammes.

f) *Suisse*. — Après avoir, en septembre 1930, frappé le beurre d'un droit d'entrée de 120 francs, la Suisse a porté ce droit à 180 francs en décembre 1931. Il a été ramené,

en février 1932, à 120 francs devant la hausse des prix intérieurs. Depuis, la Suisse est passée, en mars 1932, au système du contingentement.

g) *Suède*. — Ce pays a établi, en 1932, un droit de 20 Öre par kilogramme d'œufs. Depuis le 1^{er} mars 1934 et jusqu'au 30 juin 1935 l'importation d'œufs n'est admise qu'avec le consentement du Comité suédois de direction de l'agriculture.

CHAPITRE II

LES REPERCUSSIONS INTERIEURES.

La crise économique mondiale, qui se manifestait sur le marché extérieur par l'ensemble des événements que nous venons d'examiner, ne devait pas tarder à se faire également sentir à l'intérieur du pays. Elle a eu, ici, deux conséquences principales : baisse du rendement agricole et surproduction des denrées destinées à l'exportation.

Ce furent les petits producteurs qui, les premiers s'en ressentirent et cela parce que, par l'intermédiaire des vastes coopératives qu'ils ont eux-mêmes fondées, ils sont devenus étroitement dépendants des possibilités de vente de leur production, principalement sur les grands marchés des centres industriels d'Angleterre et d'Allemagne.

Pour parer au danger qui menace ainsi l'agriculture, atteinte dans ses couches les plus profondes, le gouvernement danois a pris des mesures qui, évidemment tout en étant loin de résoudre la crise actuelle, en atténue cependant les effets.

Voyons tout d'abord comment se traduit la crise, en ce qui concerne la production agricole danoise.

Section I. — Les effets de la crise

a) *Baisse du rendement agricole.* — Le prix des produits finis, vendus sur le marché mondial, ayant baissé dans une bien plus grande proportion que leur coût de production, il en est résulté une baisse de rendement de l'agriculture.

Celle-ci peut se traduire par le graphique suivant, éta-

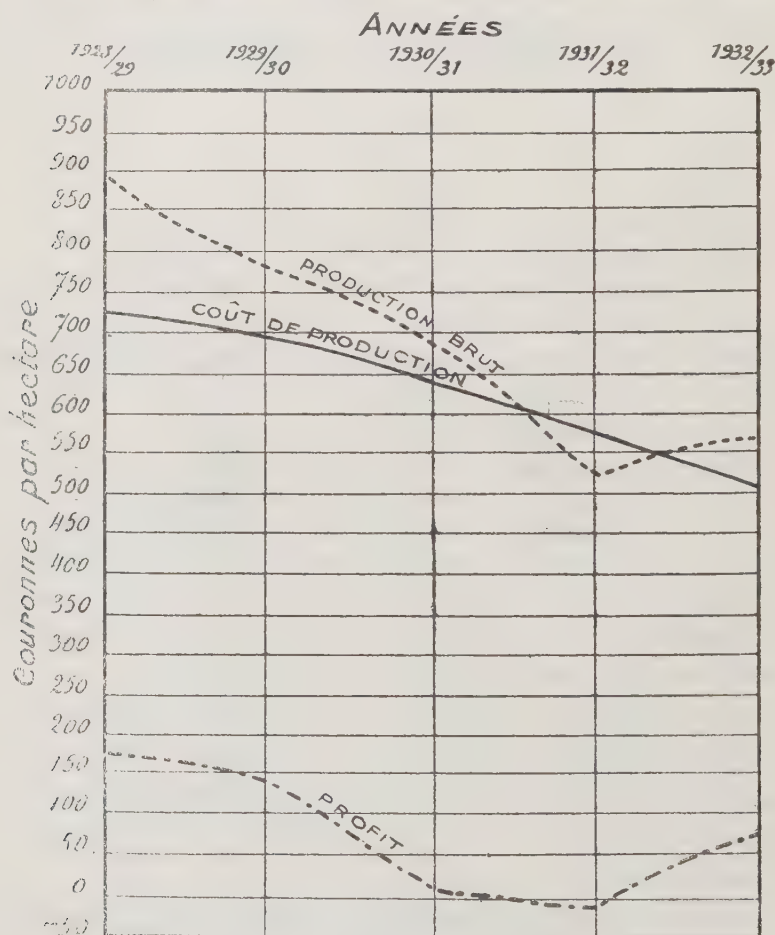


Fig. 9. — Rendement de l'agriculture danoise 1928-33.

bli d'après les chiffres publiés par le Bureau économique du rendement agricole (Landökonomisk Driftsbureau). Ce graphique permet de suivre les variations de valeur de la production brut, du coût de production et du profit agricole, calculées en couronnes par hectares.

En pourcentage du capital agricole pris dans son ensemble, le profit réalisé par l'agriculture, peut s'exprimer également de la façon suivante :

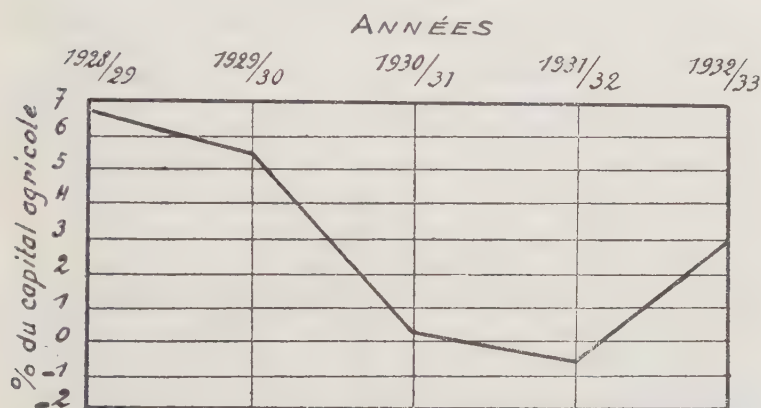


FIG. 10. — Courbe du profil de l'agriculture en pourcentage du capital agricole.

Comme on peut le voir, le rendement, après avoir été négatif en 1931-32, s'est amélioré au cours de l'année suivante. On s'attend à ce que les résultats pour l'année 1933-1934 soient, à peu de chose près, semblables. Cette amélioration est due, sans doute à un meilleur rapport entre le prix de vente et le prix de revient, mais elle résulte principalement des mesures prises par le gouvernement, mesures dont nous aurons à nous occuper plus loin.

b) *La surproduction.* — L'autre conséquence principale de la crise est, nous l'avons dit, la surproduction des produits d'exportation.

Pour les porcs et le bétail, cette surproduction résulte de la politique du contingentement de l'Angleterre et de l'Allemagne.

Voici quelques chiffres :

Importance des Troupeaux :

	<i>Porcs</i> (1.000 pièces)		<i>Bestiaux</i> (100 pièces)
1929.....	3.616	1927-29 (moy.).....	2.987
1930.....	4.872	1930.....	3.101
1931.....	5.444	1931.....	3.197
1932 (janvier).....	5.487	1932.....	3.238
— (novembre)....	4.826	1933.....	3.141
1933.....	4.390	1934 (juillet)	3.053
1934 (juin)	3.027		

La diminution de quantité que l'on observe à partir de 1932 est due aux mesures prises par le gouvernement pour combattre la surproduction.

En ce qui concerne, d'autre part, le beurre et les œufs, lesquels n'ont pas été contingentés au même degré sur les marchés principaux, il ne peut être question que d'une production qui, vu les prix sur le marché extérieur, a cessé d'être avantageuse et devrait être réduite en conséquence.

Les chiffres suivants permettent de se rendre compte qu'ici, encore c'est à partir de 1932 qu'une réadaptation a commencé à se dessiner.

	<i>Exportation annuelle de beurre danois (millions de kg.)</i>		<i>Exportation annuelle d'œufs danois (millions de vingtaines)</i>
1927-29 moy. .	150	1926-29 moy..	41
1930.....	169	1930	43
1931.....	172	1931	49
1932.....	158	1932	55
1933.....	116	1933	53

La production agricole danoise ne s'accorde donc plus avec les conditions du marché extérieur.

Il nous faut maintenant examiner, quelles sont les mesures prises par le gouvernement pour tâcher de remédier à cette situation et de ramener une atmosphère plus saine dans l'agriculture du pays.

Section II. — La réaction

La crise de 1870-1880 fut résolue, nous l'avons vu, par l'initiative privée. Pourquoi, alors, la crise actuelle est-elle caractérisée par une intervention gouvernementale marquée? Ce fait s'explique, croyons-nous, de la façon suivante :

Le malaise économique qui pèse actuellement si lourdement sur l'agriculture du Danemark et qui se propage, de là, à l'ensemble de la vie économique du pays peut être surmonté de deux façons.

Ou bien on peut, à l'exemple de ce qui se fit au siècle dernier abandonner la production agricole sous sa forme actuelle et chercher d'autres sources de revenus, ou bien on peut s'efforcer de maintenir cette production et de lui rendre sa prospérité perdue.

Or, jusqu'à présent la première de ces solutions ne semble pas être possible. Quant à la seconde, à laquelle il faut alors nécessairement se résoudre, elle exige de l'initiative privée l'accomplissement d'une tâche qui la dépasse et auquel les moyens dont elle dispose ne se prêtent pas. Le temps n'est plus, où la bonne marche des affaires dépendait de l'habileté et de l'activité des individus. Des éléments infiniment plus vastes entrent actuellement en jeu, sur lesquels, seul l'Etat peut avoir quelque influence; aussi, est-ce résolument que le gouvernement danois a pris le parti d'intervenir.

Les mesures gouvernementales peuvent se classer sous trois rubriques : mesures pour améliorer le rendement agricole, mesures pour combattre la surproduction, mesures pour conserver à l'agriculture ses débouchés.

§ 1. *Mesures pour améliorer le rendement agricole.*

a) *Diminution de la dette agricole.* — En 1926, on évaluait déjà la dette de l'agriculture à 50% de la valeur foncière des terres. Avec la baisse des prix et le rendement décroissant qui en résulta, cette dette ne fit qu'augmenter. Aussi, un des premiers soucis du législateur, dans ses efforts pour porter secours à l'agriculture, fut-il de soulager le paysan du poids de cette dette.

Les lois tendant vers ce but peuvent être classées comme suit :

1° Lois facilitant les accords à l'amiable entre débiteurs et créanciers (28 avril et novembre 1931 : dix millions de couronnes sont mis à la disposition de ceux qui contractent de semblables accords, moyennant tout un ensemble

de conditions. 13 mars 1933 : un moratoire pour le paiement des dettes est également accordé à certaines conditions¹.

2° Loi restreignant le nombre des ventes forcées (16 novembre 1931).

3° Loi sur les dettes hypothécaires (16 juin 1932 : le paiement des dettes hypothécaires ne peut être exigé avant le 11 juin 1933 si certaines conditions ont été remplies par le débiteur).

4° Lois encourageant l'amélioration des terres compromise par la crise (16 février 1932, 23 mars 1932 : L'Etat met un million de couronnes à la disposition des paysans nécessiteux; 31 mars 1933 : possibilité d'obtenir des prêts de l'Etat pour certains travaux d'amélioration; dix millions de couronnes sont accordés aux associations pour l'amélioration des terres).

5° Lois modifiant le taux de l'intérêt (25 mars 1933 : prêts accordés par l'Etat aux petits propriétaires sur ses domaines pour leur faciliter le paiement des intérêts de leurs dettes. 1^{er} mai 1933 : fixation du taux d'intérêt des banques et caisses d'épargne rurales. 15 décembre 1933 : réglementation du taux de l'intérêt des associations de crédit).

b) *Abandon de l'étalon-or.* — Cette mesure est considérée à juste titre comme la plus importante qui ait été prise par le gouvernement danois. C'est qu'en effet, après la crise monétaire de 1931 en Angleterre et l'abandon par ce

1. Le principe fondamental, dont s'inspirent les conditions imposées par le législateur, est que ces facilités s'accordent d'après le prix du beurre et du « bacon » sur le marché extérieur, pendant un certain nombre d'années.

pays de l'étalon-or, la couronne danoise ne suivait plus du tout les fluctuations de valeur qu'accusait la livre sterling. Il en résultait naturellement un avantage pour les importations danoises de provenance anglaise, mais un désavantage relativement plus grand pour le commerce d'exportation du pays, d'où il s'ensuivait que l'agriculture devait supporter tout le poids de la nouvelle politique monétaire anglaise.

Après que le Conseil de l'Agriculture, dans une séance extraordinaire le 27 septembre 1931, eût voté une résolution tendant à ce que la couronne suivît de plus près la livre anglaise, et après que la Norvège et la Suède eussent résolu d'abandonner l'étalon-or, le gouvernement décida (29 septembre 1931) que le Danemark, à son tour, agirait de même.

Les fluctuations de valeur de la livre depuis cette date ressortent du graphique suivant :

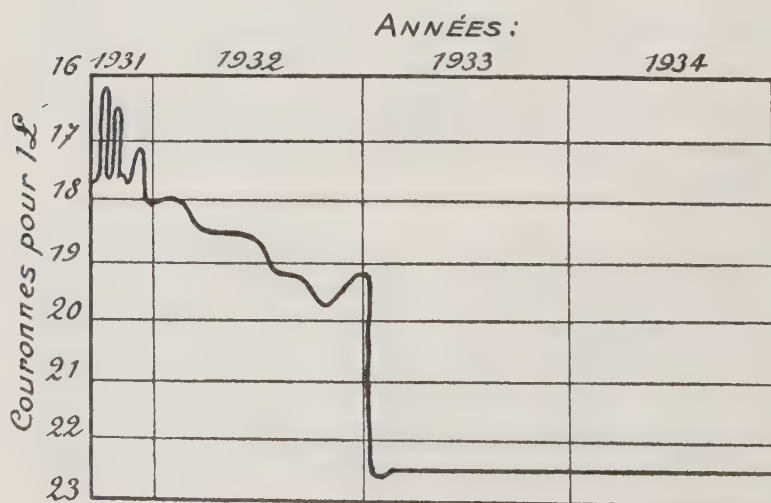


Fig. 11. — Cours de la livre par rapport à la couronne.

Le paysan danois obtient, ainsi, un meilleur prix en couronnes chaque fois qu'il vend un produit sur le marché anglais. Les effets de la crise sont également mieux répartis de par le pays. Cette mesure fait bien ressortir l'importance qu'a, pour le Danemark, le débouché britannique.

c) *Allégement des charges fiscales de l'agriculture.* — Les lois portant allégement des charges fiscales de l'agriculture sont les suivantes : loi du 16 octobre 1931 : 2% de la somme par laquelle la dette de l'agriculteur dépasse sa fortune personnelle sont payées par l'Etat; la dette qui dépasse la valeur imposable de sa propriété n'est pas comptée. Loi du 23 juin 1932 : l'impôt départemental (Amtsskat) sur la propriété agricole est payé par l'Etat; une somme de deux millions de couronnes est mise à la disposition des communes nécessiteuses; sept millions de couronnes sont distribués aux paroisses nécessiteuses, pour alléger de 80% le paiement de l'impôt sur les automobiles. Loi du 20 mai 1933 : les propriétés agricoles ne devront plus au département que l'impôt foncier; l'impôt sur la propriété bâtie est supprimé; l'augmentation que subit corrélativement l'impôt foncier est supporté par l'Etat.

d) *Taxe sur le beurre et la margarine.* — Pour augmenter sensiblement les revenus des fermiers, il est décidé, qu'à partir du 13 décembre 1933, le beurre, vendu sur le marché intérieur, sera frappé d'une taxe, de façon à ce que son prix soit de 2,15 couronnes le kilogramme. La somme ainsi perçue sera distribuée aux agriculteurs, suivant leur production de fourrage. La margarine est simultanément frappée d'une taxe de 30 Öre le kilogramme. Le

bénéfice de celle-ci est employé à raison de cinq millions de couronnes pour la distribution de margarine aux personnes nécessiteuses et de deux millions de couronnes pour la distribution de viande aux mêmes personnes.

§ 2. *Mesures pour combattre la surproduction*

a) *Taxe d'abattage et destruction du bétail.* — Les restrictions allemandes sur l'importation de viande de bœuf et de bétail ayant eu des effets désastreux pour ce commerce, le gouvernement, sur l'avis du Conseil de l'Agriculture, eut recours, le 24 février 1932, à des mesures navrantes. Il fut décidé que toute bête stérile serait détruite, qu'une taxe de dix couronnes par bête destinée à l'alimentation serait perçue à l'abattage, que la vente de viande non contrôlée par le service vétérinaire serait prohibée.

Dix mille animaux furent abattus par mois, en 1932, et treize mille en 1933. La taxe d'abattage fut portée, le 13 décembre 1933, à vingt couronnes. La somme ainsi perçue est employée à couvrir les frais de destruction de bétail, à combattre la tuberculose bovine, et à instituer une prime à l'exportation de viande danoise sur de nouveaux marchés.

b) *Limitation de la production porchère.* — Avec le contingentement des importations de « bacon » en Angleterre, il devenait nécessaire d'adapter la production danoise aux nouvelles conditions. Le gouvernement est intervenu plusieurs fois à cette fin. La dernière réglementation en date est celle du 13 décembre 1933. Elle est valable jusqu'au 31 décembre 1934.

D'après celle-ci, les prix du « bacon » sur le marché intérieur sont fixés d'après les prix sur le marché anglais. Une vente hebdomadaire de 15 à 20.000 porcs est autorisée sur le marché intérieur.

La quantité de porcs destinée à l'exportation est réglementée à l'aide de cartes. Chaque propriété agricole reçoit une carte par 500 couronnes de sa valeur foncière. Le maximum de cartes que l'on puisse obtenir est de quatre. Chaque producteur de porcs a ainsi droit à la livraison de 1/7^e de sa production de l'année passée, d'un porc par 1.000 couronnes de valeur foncière, et d'un porc par 1.500 kilogrammes de petit-lait qui lui est rendu par la laiterie dont il est membre.

Les porcs destinés à d'autres marchés que le marché intérieur ou le marché anglais, sont cotés moins chers. La différence entre cette cote et celle sur les marchés précités est couverte par une taxe, variant de 32 à 64 couronnes, perçue sur les porcs vendus sans cartes.

c) *Taxe sur les céréales d'importation.* — Bien que cette mesure puisse être classée parmi celles prises pour améliorer le rendement agricole, nous l'avons rangée ici, du fait que le but principal visé par le législateur est de limiter la production porchère qui risquerait de s'accroître, si le fourrage, qui lui est destiné, baissait de prix.

La loi du 13 décembre 1933 frappe toutes céréales importées d'une taxe calculée de façon à ce que le prix de ces marchandises soit compris entre 11 et 13 couronnes. Cette mesure pourra éventuellement être appliquée à d'autres espèces de fourrage.

Le blé destiné à l'alimentation est également visé par la

loi, mais la somme perçue sera partiellement remboursée. Une partie de la somme rapportée par cette taxe est employée à couvrir les frais de distribution de viande à des personnes nécessiteuses. Le reste est réparti entre les agriculteurs en se basant sur la valeur foncière de la terre de chacun, jusqu'à concurrence d'une valeur maxima de 55.000 couronnes, mais de façon à ce qu'on ne calcule que jusqu'à la valeur de 10.000 couronnes et que la somme au-dessus de cette limite soit ensuite diminuée de 10%, pour autant de tranches de 5.000 couronnes qu'il y a au-dessus de ces 10.000 couronnes.

§ 3. *Mesures pour conserver à l'agriculture ses débouchés*

Le gouvernement du Danemark s'est, enfin, efforcé de maintenir ouverts ses débouchés les plus importants, en concluant des ententes commerciales avec les clients principaux de sa production agricole.

a) *Traité anglo-danois*. — Le premier accord en date est le traité commercial avec l'Angleterre, le 24 avril 1933, qui prit effet le 20 juin de la même année et dont nous avons déjà signalé les modifications ultérieures (voir p. 156). Il est valable pour trois ans.

D'après ce traité, la Grande-Bretagne s'engage à importer annuellement du Danemark, 62% de son importation annuelle totale de « bacon » et de jambon provenant d'autres pays que ceux de l'Empire Britannique. Elle s'engage en outre, au cas où il serait question d'un contingentement du beurre, des œufs ou du poisson, à prendre au Danemark un minimum qui se monterait, pour le beurre à 2,3 millions de cwts, pour les œufs à 38% du chiffre total des importa-

tions d'œufs de pays autres que ceux de l'Empire Britannique.

Si les importations du beurre en Angleterre venaient à dépasser 8,1 millions de cwts, la part à laquelle aurait droit le Danemark serait alors augmentée.

Le Danemark a également obtenu par ce traité, l'abaissement du tarif douanier pour quelques produits de son industrie (fourneau, machines laitières etc...).

Le Danemark s'engage, de son côté, à prendre en Angleterre au moins 80% de la consommation danoise de charbon¹.

Le Danemark abaisse également ses droits de douane sur toute une série de produits industriels anglais, ainsi que sur les produits de l'industrie textile anglaise. Enfin, il promet d'encourager la vente dans le pays, du fer et de l'acier anglais. Pour les travaux publics, par exemple, la préférence est donnée aux produits britanniques, même si leurs prix dépassent de 10% ceux du fer et de l'acier d'autres nations.

b) *Traité germano-danois*. — Un traité commercial a été passé avec l'Allemagne le 1^{er} mars 1934. Il est valable pour le reste de l'année. L'Allemagne s'engage à ne pas augmenter ses tarifs douaniers sur l'importation du bétail et du fromage. Elle garantit également au Danemark, la même importation de beurre, d'œufs, de graisse et de sous-produits de boucherie qu'en 1933. Enfin, elle admet une augmentation de 50.000 têtes de bestiaux sur la quantité qui en était importée.

1. Ceci représente pour l'Angleterre 1.325.000 tonnes de charbon exportés en plus de la quantité exportée en 1931.

Le Danemark, de son côté, s'engage à ne pas porter atteinte à l'importation dans le pays de toute une série de produits industriels allemands.

c) *Traité franco-danois*. — Enfin, le 31 juillet 1934, un accord commercial a été conclu avec la France. Celle-ci supprime la taxe de 15 % qui restait encore appliquée aux importations danoises. Le Danemark, en échange, admet à nouveau l'importation de champagne, vins et liqueurs français (lesquels avaient été prohibés) avec l'autorisation du Comité central de réglementation des importations (Valuta-Central). Cet accord doit entrer en vigueur le jour où il sera publié au *Journal officiel*, à Paris.

L'intervention gouvernementale est, comme on le voit par l'ensemble de ces mesures, assez étendue. Jusqu'à présent, elle semble avoir donné les résultats escomptés. Malheureusement, les dissensions politiques et les querelles de partis ne permettent pas à cette intervention d'être toujours aussi rationnelle ni aussi scientifique qu'il serait désirable qu'elle fut.

CONCLUSION

L'heure est grave pour les coopératives. Après avoir sauvé de la crise de 1870-1880 l'agriculture danoise, voici que cette dernière, à nouveau compromise, menace de les entraîner dans sa ruine ou de se séparer d'elles. Leurs jours sont-ils comptés et leurs missions, qu'elles ont, jusqu'à ce jour, remplies avec tant de succès, est-elle achevée ?

Tout dépend, en somme, du sort réservé à la production agricole danoise, sous sa forme actuelle.

Prédire l'avenir n'est pas chose aisée. Mais il est cependant possible, en tenant compte des circonstances présentes de se représenter comment se passeront les choses.

Comme nous l'avons dit autre part, il n'y a que deux solutions : abandonner la production actuelle et s'écarter des coopératives — ce qui reviendrait très cher, car on ne change pas ainsi, deux fois en un siècle, de production — ou bien persister dans la voie suivie depuis cinquante ans, en s'efforçant de supporter la crise, tant bien que mal, jusqu'à ce que celle-ci passée, les affaires reprennent à nouveau.

Et c'est à cette dernière solution que l'on a l'air, jusqu'à présent, de se rallier. L'intervention gouvernementale, en apparence, semble apporter quelque soulagement. Mais, à vrai dire, il ne peut être question ici que de mesures transitoires faites, justement, pour atténuer la crise économique et la rendre plus supportable, tant qu'elle durera.

A condition, bien entendu, que le marché ne se ferme pas aux exportations modernes du Danemark — ce qui

serait alors un motif sérieux pour changer de productions¹ — il n'y a que trois façons de résoudre la question :

1^o Hausse des prix sur le marché extérieur.

2^o Baisse du coût de production des denrées destinées à l'exportation.

3^o Perte de capital et réadaptation, conformément à un plan plus modeste, aux nouvelles conditions du marché extérieur.

A notre avis, c'est cette dernière solution qui nous paraît la plus probable. Le tout est d'amortir, le plus possible la chute et c'est d'ailleurs à quoi travaille, à l'heure présente, le gouvernement danois.

Faisons donc confiance à cet énergique peuple danois, pour qu'il lui soit bientôt possible de ramener chez lui la prospérité pour laquelle il a si vaillamment lutté. La nation qui a réussi à faire du commerce d'un article aussi modeste en lui-même qu'un œuf, une de ses plus importantes sources de richesses, n'est pas près de sombrer encore dans l'océan déchainé des difficultés économiques d'aujourd'hui.

1. Depuis que ces lignes ont été écrites (septembre 1934) de mauvaises nouvelles sont parvenues d'Angleterre. A partir du 1^{er} octobre 1934 le contingent de « bacon » et d'œufs sera réduit de 5 % et il est probable que de nouvelles restrictions suivront, le 1^{er} janvier 1935.

Vu : Le Doyen,
Edgard ALLIX.

Vu : Le Président de la Thèse,
William OUALID.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris.
S. CHARLETY.

BIBLIOGRAPHIE

I. Ouvrages.

- Jens Warming** (Prof.). — *Danmarks Erhvervs og Samfundsliv*, Copenhagen, G. E. C. Gads Forlag, 1930.
- Larsen** (C. C.). — *Det danske Landbrugs Historie*, Copenhagen, Gyldendal, 1925.
- Kristensen** (K. J.). — *Det danske Landbrug*, Copenhagen, Martins Forlag, 1933.
- Axelsen Drejer** (A.). — *Den danske Andelsbevægelse*, Copenhagen, Martins Forlag, 1930.
- Hertel** (H.). — *Andelsbevægelsen i Danmark*, Copenhagen, Gyldendal, 1917.
- Hollman** (A. H.). — *Die Entwicklung der dänischen Landwirtschaft unter dem Druck der international Konkurrenz und ihre gegenwärtige Stellung auf dem Weltmarkt*, Berlin, 1904.
- Brinkman** (Th.). — *Die dänische Landwirtschaft. Die Entwicklung ihrer Produktion seit dem Eintreten der international Konkurrenz und ihre Anpassung an den Weltmarkt vermittelt Genossenschaftlichen Organisationen*, Jena, 1908.
- Desbons** (Georges). — *Coopération rurale au Danemark*, thèse, Paris, 1916.
- Anders Hedberg**. — *Dansk Bondekooperation*, Stockholm, Kooperativa förbundets bokförlag, 1930.
- Madsen-Mygdal**. — *Landbrugets Ordbog*, t. I, Copenhagen, 1908.

II. Brochures, annuaires et périodiques.

Agricultural cooperation in Denmark, publié par le département agricole des Etats-Unis. Rédigé par Chris. L. Christensen, Washington, 1924.

- Kort Oversigt over det danske Landbrug*, publié par la Société royale d'agriculture du Danemark et rédigé par H. Hertel Copenhague, 1924.
- Economic conditions in Denmark after 1922*, publié par l'Institut d'Histoire et d'Economie et rédigé par Jørgen Pedersen, Copenhague, 1931.
- Le Danemark*, publié par le ministère des Affaires étrangères et le département des statistiques du Danemark, Copenhague, 1929.
- Annuaire statistique* 1927, 1928, 1929, 1931, 1933, 1934, publiés par le département des Statistiques.
- Statistiske Efterretninger* 1934, publiés par le département des Statistiques.
- Udenrigsministeriets Tidsskrift* 1934, publié par le ministère des Affaires étrangères du Danemark.
- Ökonomi og Politik* 1930-1934, revue publiée par l'Institut d'Histoire et d'Economie.
- Tidsskrift for Landøkonomi* 1929-1934, revue publiée par la Société royale d'agriculture du Danemark.
- Samfundskrav*, Mars 1934, revue publiée par la « Dansk Forening for social Oplysning ».
- Nationalökonomisk Tidsskrift*. 5 Hefte 1933, revue publiée par la Nationalökonomisk Forening.
-

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	1
--------------------	---

PREMIERE PARTIE

LA RAISON D'ETRE DES COOPERATIVES

Chapitre premier. — Le Danemark	7
Section I. Aperçu général	7
Section II. L'organisation agraire	13
Section III. Les écoles populaires supérieures	20
Chapitre II. — Les débouchés	25
Section I. La production agricole au début du XIX ^e siècle et la crise de 1870-1880.....	25
Section II. Le changement de production et la coopération	29

DEUXIEME PARTIE

LE MOUVEMENT COOPÉRATIF

Chapitre premier. — Les associations qui précédèrent le mouvement ...	37
Section I. Les sociétés agricoles (<i>Landboforeningerne</i>)	37
Section II. Les associations de crédit (<i>Kreditforeningerne</i>)	39
Section III. Les coopératives de consommation (<i>Brugsforeningerne</i>) ...	42
Chapitre. II. — La naissance du mouvement. Les coopératives de production	46
Section I. Les laiteries coopératives et l'industrie du beurre	47
§ 1. Les laiteries	47
a) La laiterie avant la coopération	47
b) Les laiteries coopératives	50
c) Organisation et fonctionnement	56
d) Les fédérations laitières:	59
§ 2. Le beurre	60
a) Production	60
b) Vente	65

<i>Section II. Les abattoirs coopératifs et l'industrie du « bacon »</i>	69
§ 1. Les abattoirs	69
a) L'industrie porchère avant la coopération	69
b) Les abattoirs coopératifs	73
c) Organisation et fonctionnement	78
d) Fédération	81
§ 2. Le « bacon »	81
a) Production	81
b) Vente	85
<i>Section III. L'exportation coopérative des œufs</i>	88
a) Le commerce des œufs avant la coopération	88
b) La Coopérative danoise d'exportation d'œufs	90
c) Organisation et fonctionnement	92
d) Les abattoirs coopératifs, exportateurs d'œufs	95
e) Importance de l'exploitation coopérative des œufs	96
Chapitre III. L'extension du mouvement aux autres branches de l'agriculture	100
<i>Section I. Les sociétés coopératives d'exportation de bétail</i>	101
a) Les exportations de bétail antérieurement au recours à la coopération	101
b) Les coopératives d'exportation de bétail	102
c) Organisation et fonctionnement	103
d) Importance de l'exportation coopérative de bétail	105
<i>Section II. Les coopératives d'approvisionnement</i>	107
§ 1. Les sociétés coopératives d'importation de fourrage	107
a) Le commerce du fourrage avant la coopération	109
b) Les sociétés coopératives d'importation de fourrage	110
c) Organisation et fonctionnement	113
d) Importance de l'importation coopérative de fourrage	115
§ 2. La société coopérative d'achat d'engrais	116
a) L'approvisionnement en engrais avant la coopération	117
b) L'approvisionnement coopératif en engrais	118
c) Organisation et fonctionnement	120
d) Importance du commerce coopératif des engrais	121
§ 3. La société coopérative d'achat et de fabrication du matériel de laiterie	122
a) L'approvisionnement en matériel de laiterie avant la coopération	122
b) L'approvisionnement coopératif en matériel de laiterie	123
c) Organisation et fonctionnement	124
§ 4. La société coopérative d'approvisionnement en graines	125
a) L'approvisionnement en graines avant la coopération	125
b) L'approvisionnement coopératif en graines	126
c) Organisation et fonctionnement	128
§ 5. Les sociétés coopératives de marnage	131
§ 6. La fabrication coopérative du ciment	132
§ 7. La société coopérative d'importation de charbon	135
<i>Section III. Le crédit coopératif</i>	137
a) La banque coopérative	138
b) Les caisses coopératives (Andelskasser)	140

<i>Section IV. Autres coopératives</i>	141
<i>a) Assurances mutuelles</i>	141
<i>b) Association pour sanatoria des sociétés coopératives</i>	142
<i>c) Société coopérative de retraites</i>	143
<i>d) Sociétés coopératives diverses.</i>	143
Chapitre IV. — Fédération des sociétés coopératives danoises	144

TROISIEME PARTIE

LES COOPERATIVES ET LA CRISE ECONOMIQUE MONDIALE

Chapitre premier. — Les aspects extérieurs de la crise	149
<i>Section I. La baisse des prix</i>	149
<i>Section II. Le protectionnisme</i>	152
<i>a) Allemagne</i>	152
<i>b) Angleterre</i>	154
<i>c) France</i>	156
<i>d) Belgique</i>	158
<i>e) Hollande</i>	159
<i>f) Suisse</i>	159
<i>g) Suède</i>	160
Chapitre II. — Les répercussions intérieures	161
<i>Section I. Les effets de la crise</i>	162
<i>a) Baisse du rendement agricole</i>	162
<i>b) Surproduction</i>	164
<i>Section II. La réaction</i>	165
§ 1. Mesures pour améliorer le rendement agricole	166
<i>a) Diminution de la dette agricole</i>	166
<i>b) Abandon de l'étalon-or</i>	167
<i>c) Allègement des charges fiscales de l'agriculture</i>	169
<i>d) Taxe sur le beurre et la margarine</i>	169
§ 2. Mesures pour combattre la surproduction	170
<i>a) Taxe d'abatage et destruction du bétail</i>	170
<i>b) Limitation de la production porchère</i>	170
<i>c) Taxe sur les céréales d'importation</i>	171
§ 3. Mesures pour conserver à l'agriculture ses débouchés	172
<i>a) Traité anglo-danois</i>	172
<i>b) Traité germano-danois</i>	173
<i>c) Traité franco-danois</i>	174
Conclusion	175
Bibliographie	177

Bordeaux. — Imp. J. BIÈRE, 18, rue du Peugue. — 1934.
